

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
**Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada**
800 Burrard Street, Room 219
800, rue Burrard, pièce 219
Vancouver
British Columbia
V6Z 0B9
Bid Fax: (604) 775-9381

INVITATION TO TENDER
APPEL D'OFFRES

**Tender To: Public Works and Government Services
Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Soumission aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici et sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution
Public Works and Government Services Canada -
Pacific Region
800 Burrard Street, Room 219
800, rue Burrard, pièce 219
Vancouver
British C
V6Z 0B9

| | |
|---|--|
| Title - Sujet EGD Waterlot Ph2 Remediation | |
| Solicitation No. - N° de l'invitation EZ899-151108/D | Date 2015-07-21 |
| Client Reference No. - N° de référence du client | GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$PWY-026-7559 |
| File No. - N° de dossier PWY-4-37180 (026) | CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME |
| Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2015-07-31 | |
| Time Zone Fuseau horaire Pacific Daylight Saving Time PDT | |
| F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/> | |
| Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Liu (PWY), Patty | Buyer Id - Id de l'acheteur pwy026 |
| Telephone No. - N° de téléphone (604) 775-6227 () | FAX No. - N° de FAX (604) 775-6633 |
| Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: PWGSC - Esquimalt Graving Dock - Victoria, BC | |

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

| | |
|--|--|
| Delivery Required - Livraison exigée See Herein | Delivery Offered - Livraison proposée |
| Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur | |
| Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur | |
| Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) | |
| Signature | Date |

Solicitation No. - N° de l'invitation

EZ899-151108/D

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pw026

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

PWY-4-37180

AVIS AUX SOUMISSIONNAIRES: Veuillez utiliser l'étiquette d'adresse ci-dessous et bien l'affixer à l'extérieur de l'enveloppe ou du paquet renfermant votre offre. Dans le cas de modifications à des offres soumises par télécopieur (Fax: (604) 775-9381), servez-vous de la feuille comme page couverture. Assurez-vous de toujours inscrire lisiblement le nom de votre compagnie, l'adresse de retour, le numéro de l'offre et la date limite sur l'extérieur de votre offre.

**Marchés immobiliers
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
800, rue Burrard, bureau 219
Vancouver (C.-B.) V6Z 0B9**

Offre n°: EZ899-151108/D

Date et heure limites de

reception des soumissions:

31 juillet 2015 @ 1400 h

Sujet:

Projet d'assainissement des plans d'eau de la cale sèche
d'Esquimalt Phase 2 – Assainissement des sédiments sous la jetée
sud Anse Constance du port d'Esquimalt, île de Vancouver
(Colombie-Britannique) Canada

ENVELOPE 1 - QUALIFICATION

PL

Solicitation No. - N° de l'invitation

EZ899-151108/D

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pw026

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

PWY-4-37180

AVIS AUX SOUMISSIONNAIRES: Veuillez utiliser l'étiquette d'adresse ci-dessous et bien l'affixer à l'extérieur de l'enveloppe ou du paquet renfermant votre offre. Dans le cas de modifications à des offres soumises par télécopieur (Fax: (604) 775-9381), servez-vous de la feuille comme page couverture. Assurez-vous de toujours inscrire lisiblement le nom de votre compagnie, l'adresse de retour, le numéro de l'offre et la date limite sur l'extérieur de votre offre.

**Marchés immobiliers
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
800, rue Burrard, bureau 219
Vancouver (C.-B.) V6Z 0B9**

Offre n°:

EZ899-151108/D

Date et heure limites de

reception des soumissions:

31 juillet 2015 @ 1400 h

Sujet:

Projet d'assainissement des plans d'eau de la cale sèche
d'Esquimalt Phase 2 – Assainissement des sédiments sous la jetée
sud Anse Constance du port d'Esquimalt, île de Vancouver
(Colombie-Britannique) Canada

ENVELOPE 2 - PRIX

PL

Solicitation No. - N° de l'invitation

EZ899-151108/D

Client Ref. No. - N° de réf. du client

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWY-4-37180

Buyer ID - Id de l'acheteur

pw026

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

CET INVITATION À SOUMISSIONNER (IS) ANNULE ET REMPLACE IS NOMBRE EZ899-151108/C DATE DU 02 JUIN 2015 AVEC UNE DATE DU CLÔTURE 15 JUIN 2015 AU 1400 PDST.

INVITATION À SOUMISSIONNER

AVIS IMPORTANT AUX SOUMISSIONNAIRES

CE BESOIN COMPORTE DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.

Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter l'instruction particulière IP14 "Exigences relatives à la sécurité" et la Condition Supplémentaire CS01.

STRATÉGIE D'APPROVISIONNEMENT AUPRÈS DES ENTREPRISES AUTOCHTONES (SAEA)

Ce marché a été réservé dans le cadre de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones (SAEA) du gouvernement fédéral. Pour être pris en considération, un fournisseur doit attester qu'il se qualifie comme entreprise autochtone aux termes de la définition de la SAEA et qu'il satisfera à toutes les exigences de la SAEA.

SOUMISSIONS À DEUX ENVELOPPES

Les soumissions doivent être présentées respectant un processus à « deux enveloppes ». Consulter l'IP06 aux Instructions particulières aux soumissionnaires.

POUVOIRS DU REPRESENTANT DU MINISTÈRE

Des changements ont été apportés, vous référer à CG2.1 de R2820D incluses aux Clauses et conditions uniformisées d'achats (CCUA)

CONDITIONS D'ASSURANCE

Le document « Attestation d'assurance » et ses instructions ont été remplacés, à l'annexe B. (L'Attestation d'assurance dûment complétée, n'est PAS requise lors du dépôt de soumission)

APPUYER LE RECOURS AUX APPRENTIS

Dans son Plan d'action économique de 2013, le gouvernement du Canada propose de soutenir l'embauche d'apprentis dans le cadre des projets de construction et d'entretien du gouvernement fédéral. Vous référer à IP15

DISPOSITIONS RELATIVES À L'INTÉGRITÉ - SOUMISSION

Des changements importants ont été apportés aux Dispositions relative à l'intégrité - soumission du gouvernement du Canada en date du 3 juillet 2015. Voir IG01, Disposition relatives à l'intégrité-soumission - soumission de R2410T des Instructions Générales pour plus d'information

TABLE DES MATIÈRES

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX SOUMISSIONNAIRES (IP)

| | |
|------|--|
| IP01 | Introduction |
| IP02 | Dispositions relatives à l'intégrité, renseignements connexes |
| IP03 | Documents de soumission |
| IP04 | Demandes de renseignements pendant l'appel d'offres |
| IP05 | N/A |
| IP06 | Livraison des soumissions |
| IP07 | Révision des soumissions |
| IP08 | Ouverture des soumissions / Évaluation |
| IP09 | Établissement de la soumission |
| IP10 | Fonds insuffisants |
| IP11 | Compte rendu |
| IP12 | Période de validité des soumissions |
| IP13 | Documents de construction |
| IP14 | Exigences relatives à la sécurité |
| IP15 | Initiative de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada et Construction de Défense Canada pour l'embauche d'apprentis |
| IP16 | Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones |
| IP17 | Sites Web |

R2710T INSTRUCTIONS GÉNÉRALES - SERVICES DE CONSTRUCTION - EXIGENCES RELATIVES À LA GARANTIE DE SOUMISSION (IG) (2015-07-03)

Les articles suivants de la clause R2710T sont reproduits sur le site WEB;

<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>

| | |
|------|---|
| IG01 | Dispositions relatives à l'intégrité - soumission |
| IG02 | La soumission |
| IG03 | Identité ou capacité civile du soumissionnaire |
| IG04 | Taxes applicables |
| IG05 | Frais d'immobilisation |
| IG06 | Immatriculation et évaluation préalable de l'outillage flottant |
| IG07 | Liste des sous-traitants et fournisseurs |
| IG08 | Exigences relatives à la garantie de soumission |
| IG09 | Livraison des soumissions |
| IG10 | Révision des soumissions |
| IG11 | Rejet de la soumission |
| IG12 | Coûts relatifs aux soumissions |
| IG13 | Numéro d'entreprise - approvisionnement |
| IG14 | Respect des lois applicables |
| IG15 | Approbation des matériaux de remplacement |
| IG16 | Évaluation du rendement |
| IG17 | Conflit d'intérêts / Avantage indu |

CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS)

| | |
|------|-----------------------------------|
| CS01 | Exigences relatives à la sécurité |
| CS02 | Condition d'assurance |

DOCUMENTS DU CONTRAT (DC)

FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION (SA)

| | |
|------|---|
| SA01 | Identification du projet |
| SA02 | Attestation du statut d'entreprise autochtone |
| SA03 | Nom commercial et adresse du soumissionnaire |
| SA04 | Offre |
| SA05 | Période de validité des soumissions |

Solicitation No. - N° de l'invitation

EZ899-151108/D

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWY-4-37180

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwy026

Client Ref. No. - N° de réf. du client

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

SA06 Acceptation et contrat
SA07 Durée des travaux
SA08 Outillage Flottant
SA09 Garantie de soumission
SA10 Signature

APPENDICE 1-FORMULAIRE DE PRIX COMBINÉS

APPENDICE 2 - PROGRAMME DE MARCHÉS RÉSERVÉS AUX ENTREPRISES AUTOCHTONES

APPENDICE 3 - DISPOSITION RELATIVES À L'INTÉGRITÉ-LISTE DE NOMS

APPENDICE 4 - ATTESTATION VOLONTAIRE À L'APPUI DU RECOURS AUX APPRENTIS

APPENDICE 5- POUVOIRS DU REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE

APPENDICE 6 - FORMULAIRE DE QUALIFICATIONS

APPENDICE 7 – FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION OUTILLAGE FLOTTANT

ANNEXE A - LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

ANNEXE B – ATTESTATION D'ASSURANCE

ANNEXE C- RAPPORT VOLONTAIRE D'APPRENTIS EMPLOYÉS PENDANT LES CONTRATS

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX SOUMISSIONNAIRES (IP)

IP01 INTRODUCTION

1. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) lance un appel d'offres pour la phase 2 du Projet d'assainissement de la cale sèche d'Esquimalt, soit l'assainissement des sédiments contaminés sous le quai de la jetée sud. TPSGC exige également la démolition des sections de la jetée sud supportées par des pieux en bois afin de donner accès à l'aire sous la jetée. La reconstruction des sections démolies de la jetée sud ne fait pas partie du présent contrat.
2. L'installation CSE est située à l'anse Constance, dans le port d'Esquimalt sur l'île de Vancouver, en Colombie-Britannique.
3. L'assainissement des sédiments requis par le présent contrat n'est pas un projet standard de dragage et d'élimination.
4. Les matériaux qui doivent être dragués et excavés du plan d'eau de la cale sèche d'Esquimalt sont situés dans des endroits difficiles d'accès et sont contaminés par plusieurs produits chimiques dangereux.
5. L'entrepreneur doit prendre d'importantes précautions pour effectuer les travaux de façon écologique et de façon à ne pas accumuler un grand volume de matière pendant le dragage.
6. Les sédiments doivent être enlevés dans le cadre de ces travaux et éliminés à une installation existante d'élimination autorisée et installation de gestion des déchets dangereux située au Canada.
7. La caractérisation des matériaux à draguer et à excaver par l'inspection détaillée du site est appropriée pour la classification des déchets. Il incombera à l'entrepreneur de toute caractérisation supplémentaire de sédiments qui peut s'avérer nécessaire pendant l'exécution du contrat à des fins de santé et de sécurité, de transport, d'élimination ou pour répondre à Lois et réglementaires ou relatives aux permis. Certains sédiments sont considérés comme des déchets dangereux, selon la définition du règlement sur les déchets dangereux (*Hazardous Waste Regulation*) de la Colombie-Britannique. Le reste des sédiments sont classifiés déchets « terres industrielles+ », selon le règlement sur les sites contaminés de la Colombie-Britannique (*British Columbia Contaminated Sites Regulation – BC CSR*). La quantité totale estimative de sédiments à enlever du site, y compris l'estimation pour le redragage éventuel, est de 40 000 mètres cubes.
8. La remise en suspension de sédiments contaminés par les activités de construction de l'entrepreneur préoccupe grandement TPSGC, car elle risque de contaminer de nouveau des parties du secteur des travaux du plan d'eau de la CSE qui ont été nettoyées dans le cadre des présents travaux ou de travaux antérieurs dans le plan d'eau de la CSE. L'entrepreneur devra effectuer les travaux afin de limiter le plus possible et dans la mesure du possible la remise en suspension et la redistribution des sédiments contaminés. Il devra également se conformer aux exigences sur la protection de l'environnement et aux conditions du permis spécifiées par le ministère des Pêches et des Océans.
9. Les travaux comprennent le rebattage du rideau de confinement de palplanches d'acier existant le long du périmètre de la jetée sud, la conception et l'installation d'une barrière temporaire contre les sédiments en suspension fixée au rideau de palplanches réinstallé et la mise en place d'une couverture de matériaux artificiels sur le fond marin après le dragage. Le rideau de confinement de palplanches d'acier réinstallé et la barrière temporaire contre les sédiments doivent être enlevés des lieux à la fin des travaux.
10. Les travaux comprennent la démolition et l'élimination hors site des sections de la jetée sud supportées par des pieux en bois, la réutilisation des composants de bois pour la protection marine de l'infrastructure du quai restante et l'enlèvement ou la modification des services mécaniques et électriques.
11. On demande aux soumissionnaires qui donnent suite à cette invitation de présenter une soumission détaillée

complète (se rapporter à l'IP06 "Livraison des soumissions") qui portera sur les qualifications, l'expérience et l'organisation du soumissionnaire (enveloppe 1 "qualifications"), ainsi que sur les prix et les conditions proposées (enveloppe 2 "prix").

IP02 DISPOSITIONS RELATIVES A L'INTEGRITE – RENSEIGNEMENTS CONNEXES

Conformément au paragraphe 10 (copié ci-dessous) de la Déclaration de condamnation à une infraction des Instructions Générales R2710T, le soumissionnaire doit, selon le cas, présenter avec sa soumission le [Formulaire de déclaration](#) dûment rempli afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

Déclaration de condamnation à une infraction

Lorsqu'un soumissionnaire ou ses affiliés ne sont pas en mesure d'attester qu'ils n'ont pas été déclarés coupable de toute infraction indiquée aux paragraphes Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale, Infractions commises au Canada, Infractions commises à l'étranger, le soumissionnaire doit remplir le [Formulaire de déclaration](#), qui doit être présenté avec sa soumission afin que celle-ci ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

IP03 DOCUMENTS DE SOUMISSION

Les documents suivants constituent les documents de soumission:

1.
 - a. Appel d'offres - Page 1;
 - b. Instructions particulières aux soumissionnaires;
 - c. Instructions générales – services de construction – exigences relatives à la garantie de soumission R2710T (2015-07-03)
 - d. Clauses et conditions identifiées aux "Documents du contrat";
 - e. Dessins et devis;
 - f. Formulaire de soumission et d'acceptation et tout appendice s'y rattachant; et
 - g. Toute modification émise avant la clôture de l'invitation.

La présentation d'une soumission constitue une affirmation que le soumissionnaire a lu ces documents et accepte les modalités qui y sont énoncées.

2. Les Instructions générales - Services de construction - Exigences relatives à la garantie de soumission R2710T sont incorporées par renvoi et reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide des CCUA est disponible sur le site Web de TPSGC: <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>

IP04 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PENDANT L'APPEL D'OFFRES

1. Toute demande de renseignements sur l'appel d'offres doit être présentée par écrit à l'agent d'approvisionnement dont le nom figure à l'Appel d'offres - Page 1, et ce le plus tôt possible pendant la durée de l'invitation. À l'exception de l'approbation de matériaux de remplacement, comme cela est décrit à l'IG15 de la R2710T, toutes les autres demandes de renseignements devraient être reçues au moins **trois (3) jours** civils avant la date de clôture de l'invitation afin de laisser suffisamment de temps pour y répondre. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après cette date, il est possible qu'on ne puisse y répondre.
2. Pour assurer la cohérence et la qualité de l'information fournie aux soumissionnaires, l'agent d'approvisionnement examinera le contenu de la demande de renseignements et décidera s'il convient ou non de publier une modification.

-
3. Toutes les demandes de renseignements et autres communications envoyées avant la clôture de l'appel d'offres doivent être adressées **UNIQUEMENT** à l'agent d'approvisionnement dont le nom figure à l'Appel d'offres - Page 1. Le défaut de se conformer à cette exigence pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

IP05 N/A**IP06 LIVRAISON DES SOUMISSIONS**

L'article IG09 de R2710T est remplacé par ce qui suit:

1. Les soumissions devront être présentées en respectant un processus à « deux enveloppes » selon lequel le soumissionnaire présente le Formulaire de qualifications ainsi que tout autre document exigé dans une première enveloppe et le Formulaire de soumission et d'acceptation ainsi que tout autre documents exigé dans une deuxième enveloppe. Les deux enveloppes doivent être jointes et cachetées ensemble dans une troisième enveloppe, l'enveloppe de soumission. Toutes les enveloppes sont fournies par le soumissionnaire.
2. L'enveloppe de soumission doit être adressée et présentée au bureau désigné sur la page frontispice « Appel d'offres » pour la réception des soumissions. Elle doit parvenir à ce bureau au plus tard à la date et à l'heure indiquée pour la clôture des soumissions. Avant de présenter sa soumission, le soumissionnaire doit s'assurer que l'information suivante est reproduite clairement, en caractères de frappe ou d'imprimerie au recto de l'enveloppe de soumission :
 - a. numéro de l'invitation;
 - b. le nom du soumissionnaire;
 - c. l'adresse de retour; et
 - d. l'heure et la date de clôture.
3. Le Formulaire de qualifications ainsi que tout autre document exigé doit être joint et cacheté dans une enveloppe avec l'information suivante reproduite clairement, en caractères de frappe ou d'imprimerie au recto de l'enveloppe:
 - a. ENVELOPPE 1 - QUALIFICATION;
 - b. numéro de l'invitation; et
 - c. nom du soumissionnaire.
4. Le Formulaire de soumission et d'acceptation ainsi que tout autre document exigé rempli doit être joint et cacheté dans une enveloppe avec l'information suivante reproduite clairement, en caractères de frappe ou d'imprimerie au recto de l'enveloppe :
 - a. ENVELOPPE 2 - PRIX;
 - b. numéro de l'invitation; et
 - c. nom du soumissionnaire.
5. La livraison correcte des soumissions dans les délais prescrits est la responsabilité exclusive du soumissionnaire.

IP07 RÉVISION DES SOUMISSIONS

Une soumission peut être révisée par lettre ou par télécopie conformément à l'IG10 de la R2710T. Le numéro du télécopieur pour la réception de révisions est le (604) 775-9381.

IP08 OUVERTURE DES SOUMISSIONS / ÉVALUATION

1. Il n'y aura pas d'ouverture des soumissions en public lors du dépôt de soumissions. Seulement une liste des noms d'entreprises ayant déposés sera dresser et lu à haute voix.

2. Enveloppe 1 - Qualification - Sera ouverte en privé : cette enveloppe sera ouverte en premier pour évaluer les documents requis. L'évaluation sera faite selon une note de passage ou d'échec/ou de pointage. Cette étape sera franchie seulement si le soumissionnaire satisfait aux exigences obligatoires requises. Si le soumissionnaire ne satisfait pas à une ou à chacune des exigences obligatoires, sa soumission sera jugée irrecevable et aucune autre considération ne sera donnée à la soumission. L'enveloppe 2 sera retournée au soumissionnaire sans qu'elle n'ait été ouverte.
3. Une date d'ouverture de l'enveloppe 2 - Prix - sera établi et les entrepreneurs ayant déposé seront invités à assister.
4. Enveloppe 2 - Prix - L'enveloppe 2 sera évaluée selon les exigences obligatoires requises. Si le soumissionnaire ne satisfait pas à une ou à chacune des exigences obligatoires, sa soumission sera jugée irrecevable et aucune autre considération ne sera donnée à la soumission.
5. L'entrepreneur ayant fourni la soumission recevable la plus basse sera recommandée pour l'octroi du contrat.

IP09 ÉTABLISSEMENT DE LA SOUMISSION

L'entrepreneur doit établir la soumission d'après les documents pertinents énumérés dans les Instructions particulières aux soumissionnaires. Il lui appartient de demander des éclaircissements sur les clauses, les conditions ou les exigences techniques exprimées dans ce document.

IP10 FONDS INSUFFISANTS

Si la soumission conforme la plus basse dépasse le montant des fonds alloués par le Canada pour les travaux, le Canada pourra

- a. annuler l'appel d'offres; ou
- b. obtenir des fonds supplémentaires et attribuer le contrat au soumissionnaire ayant présenté la soumission conforme la plus basse; et/ou
- c. négocier une réduction maximale de 15% du prix offert et/ou de la portée des travaux avec le soumissionnaire ayant présenté la soumission conforme la plus basse. Si le Canada n'arrive pas à une entente satisfaisante, il exercera l'option a) ou b).

IP11 COMPTE RENDU

Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

IP12 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS

1. Le Canada se réserve le droit de demander une prorogation de la période de validité des soumissions tel que précisé à la SA04 du Formulaire de soumission et d'acceptation. Dès réception d'un avis écrit du Canada, les soumissionnaires auront le choix d'accepter ou de refuser la prorogation proposée.
2. Si la prorogation mentionnée à l'alinéa 1. de l'IP12 est acceptée par écrit par tous les soumissionnaires qui ont présenté une soumission, le Canada poursuivra alors sans tarder l'évaluation des soumissions et les processus d'approbation.
3. Si la prorogation mentionnée à l'alinéa 1. de l'IP12 n'est pas acceptée par écrit par tous les soumissionnaires qui ont présenté une soumission, le Canada pourra alors, à sa seule discrétion,

- a. poursuivre l'évaluation des soumissions de ceux qui auront accepté la prorogation proposée et obtenir les approbations nécessaires; ou
 - b. annuler l'appel d'offres.
4. Les conditions exprimées dans les présentes ne limitent d'aucune façon les droits du Canada définis dans la loi ou en vertu de l'IG11 de R2710T.

IP13 DOCUMENTS DE CONSTRUCTION

À l'attribution du contrat, une copie papier des dessins signés et scellés, du devis et des modifications sera fournie à l'entrepreneur retenu. Des copies supplémentaires, jusqu'à concurrence de deux (2), seront fournies sans frais à la demande de l'entrepreneur. Il incombera à l'entrepreneur d'obtenir les autres exemplaires dont il peut avoir besoin et, le cas échéant, d'en assurer les coûts.

IP14 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de Vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la Sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent **TOUS** détenir une **Cote de FIABILITÉ** en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC. Tant que les autorisations de sécurité du personnel de l'entrepreneur requises au titre du présent contrat n'ont pas été émises par la DSIC, ces derniers **NE peuvent PAS PÉNÉTRER** sur les lieux **sans une escorte**.
3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité **NE DOIVENT PAS** être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
4. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
 - a) de la *Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité* et Directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe A ;
 - b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

IP15 INITIATIVE DE TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA ET CONSTRUCTION DE DÉFENSE CANADA POUR L'EMBAUCHE D'APPRENTIS

1. Pour les encourager à participer à la formation d'apprentis, on demande aux employeurs qui soumissionnent pour des contrats de construction ou d'entretien de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) de signer une attestation volontaire, attestation signalant leur engagement à embaucher et former des apprentis.
2. Le Canada doit composer avec des pénuries de main-d'œuvre dans divers secteurs et dans diverses régions, en particulier dans des métiers spécialisés. Faciliter l'acquisition de compétences et la formation chez les Canadiens est une responsabilité partagée. Dans le Plan d'action économique (PAE) de 2013, le gouvernement du Canada a pris l'engagement de faciliter l'utilisation d'apprentis dans le cadre des contrats fédéraux de construction et d'entretien. Les soumissionnaires ont un rôle important à jouer au titre du soutien des apprentis, à savoir les embaucher et les former. On les encourage à attester qu'ils proposent des possibilités d'emploi à des apprentis dans le cadre de leurs relations d'affaires avec le gouvernement du Canada.

3. Par l'entremise du Plan d'action économique de 2013 et de son appui aux programmes de formation, le gouvernement du Canada encourage les Canadiens à faire l'apprentissage de métiers spécialisés et à y faire carrière. En outre, le gouvernement offre un crédit d'impôt aux employeurs afin de les encourager à embaucher des apprentis. Vous trouverez de l'information à propos de ces mesures fiscales administrées par l'Agence du revenu du Canada dans son site Web à : www.cra-arc.gc.ca. Les employeurs sont aussi invités à se renseigner à propos de l'information et des mesures de soutien additionnelles dont ils pourraient tirer profit auprès de leur autorité provinciale ou territoriale en matière d'apprentissage.
4. Les attestations signées (APPENDICE 3) aideront à mieux comprendre comment les entrepreneurs utilisent des apprentis dans le cadre de contrats fédéraux de construction et d'entretien et pourraient éclairer l'élaboration, dans l'avenir, de nouvelles politiques et de nouveaux programmes.
5. L'entrepreneur atteste ce qui suit :

En vue de contribuer à la satisfaction de la demande en travailleurs qualifiés, l'entrepreneur convient de déployer et d'exiger de ses sous-traitants qu'ils déploient des efforts commerciaux raisonnables pour embaucher et former des apprentis inscrits, de s'efforcer d'utiliser pleinement les ratios compagnon/apprenti * autorisés et de respecter toutes les exigences liées à l'embauche prescrites dans les lois provinciales et territoriales.

L'entrepreneur consent, par la présente, à ce que cette information soit recueillie et conservée par TPSGC et Emploi et Développement social Canada en vue d'appuyer la compilation de données sur l'embauche et la formation d'apprentis dans le cadre de contrats fédéraux de construction et d'entretien.

Pour appuyer cette initiative, une attestation volontaire signalant que le fournisseur s'engage à embaucher et former des apprentis est disponible à l'APPENDICE 3.

Si vous acceptez, veuillez compléter et apposer votre signature à l'APPENDICE 3.

** Le ratio compagnon/apprenti, c'est le nombre de compagnons qualifiés/agrérés qu'un employeur doit employer dans une profession ou un métier désigné afin d'être admissible à inscrire un apprenti conformément à la législation, aux règlements, aux directives d'orientation ou aux arrêtés provinciaux/territoriaux émis par les autorités ou les organismes responsables.*

IP16 STRATÉGIE D'APPROVISIONNEMENT AUPRÈS DES ENTREPRISES AUTOCHTONES

1. Ce marché a été mis de côté aux termes de la Stratégie d'approvisionnement pour les entreprises autochtones (SAEA) du gouvernement fédéral. Pour être pris en considération, un fournisseur doit attester qu'il se qualifie à titre d'entrepreneur autochtone au sens des exigences du Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones jointes en Appendice 2 au Formulaire de soumission et acceptation.
2. En signant l'attestation, le soumissionnaire atteste que son entreprise jouit du statut d'entreprise autochtone en vertu du Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones.

Faute de fournir cette attestation remplie avec la soumission, la soumission de l'entrepreneur sera déclarée irrecevable.

3. ATTESTATION DE PROPRIÉTAIRE/EMPLOYÉ – MARCHÉS MIS DE CÔTÉ POUR LES ENTREPRISES AUTOCHTONES

1. Pour chaque besoin assujéti à la SAEA, on demandera aux soumissionnaires de fournir, avec leurs soumissions, une attestation à l'effet qu'ils sont des entreprises autochtones conformément à la définition établie à la date de présentation de la soumission, et qu'ils continueront de satisfaire aux exigences du programme pendant toute la durée du contrat. Voir ci-joint l'Appendice 1 du Formulaire de soumission et acceptation.

2. Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations fournies par les soumissionnaires pendant la période d'évaluation des soumissions (avant l'attribution du contrat) et après l'attribution du contrat. L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les soumissionnaires respectent les attestations avant l'attribution du contrat. La soumission sera déclarée non recevable si on constate que le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Faute de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires de l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable.

4. MARCHES RESERVES EN VERTU DE LA STRATEGIE D'APPROVISIONNEMENT AUPRES DES ENTREPRISES AUTOCHTONES (A3002T) 2014-11-27

Ce marché est réservé dans le cadre de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones du gouvernement fédéral. Pour de plus amples renseignements concernant les exigences requises des entreprises autochtones conformément au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones, consulter [l'Annexe 9.4](#) du *Guide des approvisionnements*.

Ce marché est exclu des accords commerciaux internationaux en vertu des dispositions de chaque accord relativement aux marchés réservés aux petites entreprises et aux entreprises minoritaires.

Conformément à l'article 1802 de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI), l'ACI ne s'applique pas au présent marché.

IP17 SITES WEB

La connexion à certains des sites Web se trouvant aux documents d'appel d'offres est établie à partir d'hyperliens. La liste suivante énumère les adresses de ces sites Web.

Appendice L du Conseil du Trésor, Compagnies de cautionnement reconnues

<http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=14494§ion=text#appL>

Achats et ventes <https://achatsetventes.gc.ca/>

Sanctions économiques canadiennes <http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=fra>

Rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur (Formulaire PWGSC-TPSGC 2913)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/2913.pdf>

Cautionnement de soumission (formulaire PWGSC-TPSGC 504)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/504.pdf>

Cautionnement d'exécution (formulaire PWGSC-TPSGC 505)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/505.pdf>

Cautionnement pour le paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux (formulaire PWGSC-TPSGC 506)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/506.pdf>

Guide des clauses et conditions uniformisées d'achats (CCUA) <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>

TPSGC, Services de sécurité industrielle

<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>

TPSGC, Code de conduite pour l'approvisionnement

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/contexte-context-fra.html>

Solicitation No. - N° de l'invitation

EZ899-151108/D

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWY-4-37180

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwy026

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

TPSGC, Formulaire relatifs à l'administration des contrats de construction et de services d'experts-conseils
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>

Formulaire de déclaration
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/formulaire-form-fra.html>

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES - SERVICES DE CONSTRUCTION - EXIGENCES RELATIVES À LA GARANTIE DE SOUMISSION (IG)

IG01 DISPOSITIONS RELATIVES À L'INTÉGRITÉ - SOUMISSION

1. Interprétation

Aux fins des présentes dispositions relatives à l'intégrité, les définitions suivantes s'appliquent :

« Affilié » :

quiconque, incluant mais sans s'y limiter, les organisations, personnes morales, sociétés, compagnies, entreprises, sociétés de personnes, associations de personnes, sociétés mères ou ses filiales, qu'elles soient en propriété exclusive ou non, de même que les personnes, administrateurs, agents et employés clés si :

- i. l'entrepreneur ou la société contrôle l'autre ou a le pouvoir de le faire, ou
- ii. un tiers a le pouvoir de contrôler l'entrepreneur ou la société.

« Contrôle » :

a. Contrôle direct, par exemple :

- i. une personne contrôle une personne morale si les garanties de la personne morale auxquelles sont rattachés plus de 50 pourcent des droits de vote pouvant être exercés pour élire les administrateurs de la personne morale sont la propriété effective de la personne et les votes rattachés à ces garanties sont suffisants, si exercés, pour élire la majorité des administrateurs de la personne morale;
- ii. une personne contrôle une corporation structurée selon le principe corporatif si la personne et toutes les entités contrôlées par celle-ci ont le droit d'exercer plus de 50 pourcent des droits de vote nécessaires à une réunion annuelle ou pour élire la majorité des administrateurs de la corporation;
- iii. une personne contrôle une société non constituée en personne morale, autre qu'une société en commandite, si plus de 50 pourcent des titres de participation, peu importe leur désignation, selon lesquels la société est divisée, sont la propriété effective de cette personne et que la personne a la capacité de diriger les affaires et les activités de la société;
- iv. le partenaire général d'une société en commandite contrôle la société en commandite;
- v. une personne contrôle une société si cette personne a une influence directe ou indirecte dont l'exercice entraînerait le contrôle de fait de la société.

b. Contrôle présumé, par exemple, une personne qui contrôle une société est présumée contrôler toute société qui est contrôlée, ou présumée être contrôlée, par la société.

c. Contrôle indirect, par exemple :

une personne est présumée contrôler, au sens des alinéas a) ou b), une société lorsque le total de :

- i. toutes les garanties de la société qui sont la propriété effective de cette personne, et de
- ii. toutes les garanties de la société qui sont la propriété effective de toute société contrôlée par cette personne,

est tel, que si cette personne et toutes les sociétés mentionnées au sous-alinéa c)(ii) qui sont le propriétaire effectif des garanties de cette société étaient une seule personne, cette personne contrôlerait l'entité.

« Entente administrative » :

entente négociée entre un fournisseur ou un fournisseur éventuel et le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux (TPSG) comme il est prévu dans la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#).

« Inadmissibilité » :

non admissible pour l'obtention d'un contrat.

« Suspension » :

détermination d'inadmissibilité temporaire par le ministre de TPSG

2. Déclaration

- a. Les soumissionnaires doivent se conformer au [Code de conduite pour l'approvisionnement](#) et être admissible pour l'attribution d'un contrat en vertu de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#). En outre, les soumissionnaires doivent répondre aux demandes de soumissions d'une manière honnête, équitable et exhaustive, afin de refléter avec exactitude leur capacité de satisfaire aux exigences des demandes de soumissions et à celles des contrats subséquents, et présenter des soumissions et conclure des contrats seulement s'ils pourront s'acquitter de toutes les obligations prévues au contrat.
- b. En présentant une soumission, les soumissionnaires attestent comprendre que le fait d'avoir été déclaré coupable de certaines infractions les rendra inadmissibles à l'obtention d'un contrat. Le Canada déclarera une soumission non recevable s'il constate que les renseignements exigés sont incomplets ou inexacts, ou s'il détermine que les renseignements contenus dans les attestations sont faux, à quelque égard que ce soit, au moment de l'attribution du contrat. S'il est déterminé par le ministre de TPSG, après l'attribution du contrat, que le soumissionnaire a fait une fausse déclaration, le Canada aura le droit, à la suite d'une période de préavis déterminée, de résilier le contrat pour manquement

3. Liste de noms

- a. Les soumissionnaires constitués en personne morale, y compris ceux qui présentent une soumission à titre de coentreprise, doivent transmettre une liste complète de noms de tous les administrateurs. Les soumissionnaires qui présentent une soumission en tant que propriétaire unique, incluant ceux présentant une soumission comme coentreprise, doivent fournir le nom du ou des propriétaire(s). Les soumissionnaires qui présentent une soumission à titre de société, d'entreprise ou d'association de personnes n'ont pas à soumettre une liste de noms.
- b. Si la liste exigée n'a pas été fournie à la fin de l'évaluation des soumissions, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. À défaut de fournir les noms dans le délai prévu, la soumission sera jugée non recevable. Fournir les noms requis est une exigence obligatoire pour l'attribution d'un contrat.
- c. Le soumissionnaire doit immédiatement informer le Canada par écrit de tout changement pouvant toucher la liste de noms des administrateurs pendant le processus d'approvisionnement.

4. Demande de renseignements supplémentaires

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste être informé, et que ses affiliés sont informés, du fait que le Canada pourra demander d'autres informations, attestations, validations d'un tiers qualifié par le ministre de TPSG et autres éléments prouvant son identité ou son admissibilité à conclure un contrat avec le Canada. Le Canada pourra aussi vérifier tous les renseignements fournis par le soumissionnaire, incluant les renseignements relatifs aux condamnations pour certaines infractions et à toute absolution conditionnelle ou inconditionnelle précisées aux présentes dispositions relatives à l'intégrité.

5. Loi sur le lobbying

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que ni lui ni ses affiliés n'ont versé ou convenu de verser directement ou indirectement, ni ne verseront à quiconque, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels pour la sollicitation, la négociation ou l'obtention du contrat si le versement des honoraires requiert que la personne présente une déclaration en vertu de l'article 5 de la [Loi sur le lobbying](#).

6. Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste :

-
- a. que lui-même et ses affiliés n'ont pas été déclarés coupable d'une infraction ou n'ont pas plaidé coupable à une infraction visée par les dispositions suivantes, laquelle entraînerait une incapacité légale en vertu du paragraphe 750(3) du [Code criminel](#) et pour laquelle ils n'ont pas reçu de pardon ou obtenu une absolution comme décrit au paragraphe Pardons accordés par le Canada :
- i. l'alinéa 80(1)d (*Fausse inscription, faux certificat ou faux rapport*), le paragraphe 80(2) (*Fraude commise au détriment de Sa Majesté*) ou l'article 154.01 (*Fraude commise au détriment de Sa Majesté*) de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), ou
 - ii. l'article 121 (*Fraudes envers le gouvernement et Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale*), l'article 124 (*Achat ou vente d'une charge*), l'article 380 (*Fraude*) pour fraude commise au détriment de Sa Majesté ou l'article 418 (*Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté*), du [Code criminel](#), ou
- b. qu'il n'a pas été déclaré coupable d'une infraction ou n'a pas plaidé coupable à une infraction visée par les dispositions décrites à l'alinéa a) et qu'il n'a pas ordonné, influencé ou autorisé les actes ou les omissions, ou qu'il n'y a pas acquiescé, consenti ou participé, qui rendrait l'affilié du soumissionnaire inadmissible à obtenir un contrat, comme décrit à l'alinéa a).
7. Infractions commises au Canada
- En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste :
- a. que lui-même et ses affiliés n'ont pas, au cours des trois dernières années à partir de la date de présentation de la soumission, été déclarés coupable d'une infraction ou n'ont pas plaidé coupable à une infraction visée par les dispositions suivantes qui les rendrait inadmissibles à obtenir un contrat conformément aux présentes dispositions relatives à l'intégrité et pour laquelle ils n'ont pas reçu de pardon ou obtenu une absolution comme décrit au paragraphe Pardons accordés par le Canada :
- i. l'article 119 (*Corruption de fonctionnaires judiciaires, etc.*), l'article 120 (*Corruption de fonctionnaires*), l'article 346 (*Extorsion*), les articles 366 à 368 (*Faux et infractions similaires*), l'article 382 (*Manipulations frauduleuses d'opérations boursières*), l'article 382.1 (*Délit d'initié*), l'article 397 (*Falsification de livres et documents*), l'article 422 (*Violation criminelle de contrat*), l'article 426 (*Commissions secrètes*), l'article 462.31 (*Recyclage des produits de la criminalité*) ou les articles 467.11 à 467.13 (*Participation aux activités d'une organisation criminelle*) du [Code criminel](#), ou
 - ii. l'article 45 (*Complot, accord ou arrangement entre concurrents*), l'article 46 (*Directives étrangères*), l'article 47 (*Truquage des offres*), l'article 49 (*Accords bancaires fixant les intérêts, etc.*), l'article 52 (*Indications fausses ou trompeuses*), l'article 53 (*Documentation trompeuse*) de la [Loi sur la concurrence](#), ou
 - iii. l'article 239 (*Déclarations fausses ou trompeuses*) de la [Loi de l'impôt sur le revenu](#), ou
 - iv. l'article 327 (*Déclarations fausses ou trompeuses*) de la [Loi sur la taxe d'accise](#), ou
 - v. l'article 3 (*Corruption d'un agent public étranger*), l'article 4 (*Comptabilité*), ou l'article 5 (*Infraction commise à l'étranger*) de la [Loi sur la corruption d'agents publics étrangers](#), ou
 - vi. l'article 5 (*Trafic de substances*), l'article 6 (*Importation et exportation*), ou l'article 7 (*Production de substances*) de la [Loi réglementant certaines drogues et autres substances](#), ou
- b. qu'il n'a pas été déclaré coupable d'une infraction ou n'a pas plaidé coupable à une infraction visée par les dispositions décrites à l'alinéa a) et qu'il n'a pas ordonné, influencé ou autorisé les actes ou les omissions, ou qu'il n'y a pas acquiescé, consenti ou participé, qui rendrait l'affilié du soumissionnaire inadmissible à obtenir un contrat, comme décrit à l'alinéa a).
8. Infractions commises à l'étranger
- En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste :

-
- a. que lui-même et ses affiliés n'ont pas, au cours des trois dernières années à partir de la date de présentation de la soumission, été déclarés coupable d'une infraction ou n'ont pas plaidé coupable à une infraction dans une juridiction autre que celle du Canada, qui, de l'avis du Canada, serait similaire à une infraction traitée aux paragraphes Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale et Infractions commises au Canada, qui les rendrait inadmissibles à obtenir un contrat conformément aux présentes dispositions relatives à l'intégrité et pour laquelle ils n'ont pas reçu de pardon comme décrit au paragraphe Pardons accordés par un gouvernement étranger et que :
- i. la cour devant laquelle le soumissionnaire ou ses affiliés se sont présentés a agi dans les limites de ses pouvoirs;
 - ii. le soumissionnaire ou ses affiliés ont participé aux procédures judiciaires ou se sont assujettis à la compétence de la cour;
 - iii. la décision de la cour ne résulte pas d'une fraude; et
 - iv. le soumissionnaire ou ses affiliés ont eu droit de présenter à la cour toute défense à laquelle le soumissionnaire ou ses affiliés auraient eu le droit de présenter si les procédures judiciaires s'étaient déroulées au Canada; ou
- b. qu'il n'a pas été déclaré coupable d'une infraction ou n'a pas plaidé coupable à une infraction visée par les dispositions décrites à l'alinéa a) et qu'il n'a pas ordonné, influencé ou autorisé les actes ou les omissions, ou qu'il n'y a pas acquiescé, consenti ou participé, qui rendrait l'affilié du soumissionnaire inadmissible à obtenir un contrat, comme décrit à l'alinéa a).
9. Inadmissibilité à l'obtention d'un contrat
- a. Le soumissionnaire atteste comprendre que si lui ou tout affilié du soumissionnaire ont été déclarés coupable de certaines infractions ou ont été tenus responsables de certains actes, comme décrit aux paragraphes Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale, Infractions commises au Canada, Infractions commises à l'étranger et [Loi sur le lobbying](#), lui-même ou ses affiliés seront inadmissibles à l'obtention d'un contrat, sauf en cas d'exception destinée à protéger l'intérêt public.
- b. Le soumissionnaire atteste comprendre qu'il est inadmissible à l'obtention d'un contrat lorsque déterminé par le ministre de TPSG conformément à la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#), et lorsque la période d'inadmissibilité ou de suspension n'est pas encore expirée.
10. Déclaration de condamnation à une infraction
- Lorsqu'un soumissionnaire ou ses affiliés ne sont pas en mesure d'attester qu'ils n'ont pas été déclarés coupable de toute infraction indiquée aux paragraphes Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale, Infractions commises au Canada, Infractions commises à l'étranger, le soumissionnaire doit remplir le [Formulaire de déclaration](#), qui doit être présenté avec sa soumission afin que celle-ci ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.
11. Période d'inadmissibilité
- Les règles suivantes déterminent la période pendant laquelle le soumissionnaire, ou un affilié du soumissionnaire, ayant été déclaré coupable de certaines infractions est inadmissible à l'obtention d'un contrat :
- a. Pour toute infraction citée au paragraphe Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale pour laquelle le soumissionnaire, ou un affilié du soumissionnaire, a plaidé coupable ou a été déclaré coupable, la période d'inadmissibilité à l'obtention d'un contrat est indéfinie, sujet au paragraphe Pardons accordés par le Canada.
- b. Assujetti à une entente administrative, pour toute infraction citée aux paragraphes Infractions commises au Canada et Infractions commises à l'étranger pour laquelle le soumissionnaire, ou un affilié du soumissionnaire, a plaidé coupable ou a été déclaré coupable, selon le cas, au cours des trois dernières années à partir de la date de présentation de la soumission, la période d'inadmissibilité pour l'obtention d'un contrat est de dix ans à partir de la date de détermination par le ministre de TPSG, sujet aux paragraphes Pardons accordés par le Canada et Pardons accordés par un gouvernement étranger.

-
- c. Assujetti à une entente administrative, pour toute question de violation indiquée au paragraphe [Loi sur le lobbying](#) pour laquelle le soumissionnaire, ou un affilié du soumissionnaire, a été tenu responsable, selon le cas, au cours des trois dernières années à partir de la date de présentation de la soumission, la période d'inadmissibilité pour l'obtention d'un contrat est de dix ans à partir de la date de détermination par le ministre de TPSG, sujet aux paragraphes Pardons accordés par le Canada et Pardons accordés par un gouvernement étranger.
12. Pardons accordés par le Canada
- Une détermination d'inadmissibilité à l'obtention d'un contrat ne sera pas effectuée ou maintenue par le ministre de TPSG dans le cadre des présentes dispositions relatives à l'intégrité, concernant une infraction ou un acte qui donne lieu ou pourrait donner lieu à une détermination d'inadmissibilité, si le soumissionnaire ou un affilié du soumissionnaire :
- a. a obtenu une absolution inconditionnelle pour l'infraction, ou une absolution conditionnelle en ce qui a trait à l'infraction et que ces conditions ont été satisfaites;
 - b. a obtenu un pardon en vertu de la prérogative royale de clémence que possède Sa Majesté;
 - c. a obtenu un pardon en vertu de l'article 748 du [Code criminel](#);
 - d. a reçu un avis de suspension dans le cadre de la [Loi sur le casier judiciaire](#);
 - e. a obtenu un pardon en vertu de la [Loi sur le casier judiciaire](#) - dans sa version antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 165 de la [Loi sur la sécurité des rues et des communautés](#).
13. Pardons accordés par un gouvernement étranger
- La détermination d'inadmissibilité à l'obtention de contrats gouvernementaux ne peut être faite ou maintenue, selon le cas, par le ministre de TPSG à l'égard des questions mentionnées au paragraphe Infractions commises à l'étranger et par rapport à une infraction ou à un acte qui a donné lieu ou donnera lieu à une détermination d'inadmissibilité, si le soumissionnaire ou ses affiliés ont en tout temps bénéficié de mesures étrangères qui sont similaires aux pardons canadiens, aux absolutions inconditionnelles ou conditionnelles, aux suspensions du casier ou à la restauration des capacités juridiques par le gouverneur en conseil.
14. Suspension de la période d'inadmissibilité
- Le soumissionnaire atteste comprendre qu'une détermination d'inadmissibilité à l'obtention de contrats gouvernementaux effectuée en vertu des présentes dispositions relatives à l'intégrité peut être suspendue par le ministre de TPSG par le biais d'une entente administrative, dans la mesure permise par la loi. La période d'inadmissibilité applicable au soumissionnaire ou à ses affiliés et le droit de participer à un processus d'approvisionnement donné sont orientés par les modalités de l'entente administrative. Sujet au paragraphe Exception destinée à protéger l'intérêt du public, une entente administrative peut uniquement suspendre une période d'inadmissibilité relativement aux invitations à soumissionner publiées après son établissement.
15. Période d'inadmissibilité pour avoir présenté des renseignements faux ou trompeurs
- Le soumissionnaire atteste comprendre que s'il fait des déclarations fausses ou s'il présente des renseignements faux ou trompeurs, conformément aux présentes dispositions relatives à l'intégrité, le ministre de TPSG déclarera le soumissionnaire inadmissible à obtenir des contrats pour une période de dix ans. La période d'inadmissibilité prend effet à partir de la date déterminée par le ministre de TPSG.
16. Période d'inadmissibilité en raison du non-respect d'ententes administratives
- Le soumissionnaire atteste comprendre que, s'il a conclu une entente administrative et a enfreint l'une de ses modalités, le ministre de TPSG prolongera la période d'inadmissibilité d'une durée qu'il déterminera.
17. Suspension d'un soumissionnaire
- Le soumissionnaire atteste comprendre que le ministre de TPSG peut suspendre un soumissionnaire et l'empêcher d'obtenir un contrat pour une durée pouvant aller jusqu'à 18 mois, et que cette suspension peut être renouvelée pendant le déroulement de procédures criminelles, si le soumissionnaire a été accusé de l'une des infractions énumérées aux paragraphes Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale, Infractions commises au Canada et Infractions commises à l'étranger ou a admis en être coupable. La période de

suspension prend effet à la date déterminée par le ministre de TPSG. Une période de suspension n'écourt ni n'arrête toute autre période d'inadmissibilité que le ministre de TPSG peut avoir imposée à un soumissionnaire.

18. Validation par un tiers

Le soumissionnaire atteste comprendre que s'il, ou l'un de ses affiliés, a été soumis à une période d'inadmissibilité à l'attribution de contrats à laquelle les paragraphes Pardons accordés par le Canada et Pardons accordés par un gouvernement étranger ne s'appliquent pas, il doit produire, au plus tard à la date de clôture de la demande de soumissions, une confirmation émise par un tiers indépendant, reconnu au préalable par le ministre de TPSG, selon laquelle des mesures ont été prises pour que les actes répréhensibles à l'origine des condamnations ne se produisent plus. À défaut de produire la confirmation par un tiers indépendant en question, la soumission sera déclarée non recevable.

19. Sous-traitants

Le soumissionnaire doit s'assurer que les contrats passés avec les premiers sous-traitants comprennent des dispositions relatives à l'intégrité qui sont similaires à celles imposées dans le contrat subséquent.

20. Exception destinée à protéger l'intérêt public

Le soumissionnaire atteste comprendre :

- a. qu'à moins qu'il soit dans l'incapacité légale de conclure un contrat en application de l'article 750(3) du [Code criminel](#), le Canada peut passer un contrat avec un soumissionnaire, ou un affilié du soumissionnaire, qui a plaidé ou a été déclaré coupable de l'une des infractions mentionnées aux paragraphes Infractions commises au Canada et Infractions commises à l'étranger s'il estime qu'il est nécessaire de le faire dans l'intérêt public, pour des raisons qui peuvent comprendre, mais sans s'y limiter, celles que voici :
 - i. il s'agit d'un cas d'extrême urgence où un retard serait préjudiciable à l'intérêt public;
 - ii. le soumissionnaire est la seule personne capable d'exécuter le contrat;
 - iii. le contrat est essentiel au maintien de stocks d'urgence suffisants afin de prévenir toute pénurie possible;
 - iv. si le contrat n'est pas passé avec le soumissionnaire, cela pourrait compromettre considérablement la sécurité du pays, la santé, la sécurité ou le bien-être financier et économique de la population canadienne ou bien le fonctionnement d'une partie de l'administration publique fédérale;
- b. que le Canada peut se prévaloir du présent paragraphe pour conclure un contrat avec un soumissionnaire inadmissible seulement si ce dernier a conclu une entente administrative avec le ministre de TPSG, selon des conditions qui sont nécessaires à la protection de l'intégrité du processus d'approvisionnement et qui peuvent s'appliquer à n'importe quel marché. Il n'est pas nécessaire que l'entente administrative ait été conclue avant l'invitation à soumissionner.

IG02 LA SOUMISSION

1. La soumission doit:

- a. être présentée sur le Formulaire de soumission et d'acceptation obtenu par l'entremise du Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG) ou sur une reproduction claire et lisible de ce formulaire qui doit être identique à tous égards au Formulaire de soumission et d'acceptation obtenu par l'entremise du SEAOG;
- b. doit être établie en fonction des documents de soumission énumérés aux Instructions particulières aux soumissionnaires;
- c. doit être remplie correctement à tous égards;
- d. être signée par un représentant dûment autorisé par le soumissionnaire; et

-
- e. être accompagnée
- i. de la garantie de soumission précisée à l'IG08; et
 - ii. de tout autre document précisé ailleurs dans les documents de soumissions où il est stipulé que ledit document doit accompagner la soumission.
2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 6) de l'IG11, toute modification aux sections pré-dactylographiées ou pré-imprimées du Formulaire de soumission et d'acceptation ou toute condition ou restriction ajoutée à la soumission pourrait constituer une cause directe de rejet. Les modifications, corrections, changements ou ratures apportés à des énoncés ou à des chiffres entrés sur le Formulaire de soumission et d'acceptation par le soumissionnaire doivent être paraphés par la ou les personnes qui signent la soumission. Les modifications, corrections, changements ou ratures non paraphés seront considérés comme nuls et sans effet.
3. Les soumissions envoyées par télécopieur ne sont pas acceptables, à moins d'indication contraire aux documents de soumissions.
4. Le Canada diffusera les avis de projet de marché (APM), les demandes de soumissions et les documents connexes, aux fins de téléchargement, par l'entremise du Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG). Le Canada n'est pas responsable de l'information figurant sur les sites Web de tiers, et n'assumera aucune responsabilité, quelle qu'elle soit, à cet égard. Le Canada n'enverra aucun avis si un APM, une demande de soumissions ou des documents connexes sont modifiés. Le Canada affichera toutes les modifications, incluant les demandes de renseignements importantes reçues ainsi que les réponses, au moyen du SEAOG. Il appartient entièrement au soumissionnaire de consulter de façon régulière le SEAOG pour obtenir l'information la plus à jour. Le Canada ne sera pas responsable et n'assumera aucune responsabilité quant au manquement de la part du soumissionnaire à consulter les mises-à-jour sur le SEAOG, ni de l'utilisation des services d'avis offerts par un tiers.

IG03 IDENTITÉ OU CAPACITÉ CIVILE DU SOUMISSIONNAIRE

1. Pour confirmer le pouvoir des signataires et de manière à déterminer la capacité civile en vertu de laquelle il entend conclure un marché, le soumissionnaire qui exerce ses activités commerciales sous un nom autre que son nom personnel doit, avant l'attribution du contrat, fournir, à la demande du Canada, une preuve satisfaisante de
 - a. ce pouvoir de signature;
 - b. la capacité civile en vertu de laquelle il exerce ses activités commerciales.

Il peut s'agir, comme preuve du pouvoir de signature, d'une copie certifiée conforme d'une résolution nommant le ou les signataires autorisés à signer la présente soumission au nom de la compagnie constituée en personne morale ou de la société de personnes et, comme preuve de la capacité civile, d'une copie des documents d'incorporation ou de l'enregistrement d'un nom commercial d'un propriétaire unique, d'une raison sociale (appellation commerciale) ou de la constitution d'une société.

IG04 TAXES APPLICABLES

1. « *Taxes applicables* » signifie la taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente harmonisée (TVH), et toute taxe provinciale payable par le Canada selon la loi, tel que la taxe de vente du Québec (TVQ) à compter du 1er avril 2013.

IG05 FRAIS D'IMMOBILISATION

1. Pour l'application de la CG1.8, de R2810T « Lois, permis et taxes », seuls les droits ou les frais ayant trait directement au traitement et à l'émission de permis de construire doivent être inclus. Les soumissionnaires ne doivent pas inclure, dans le montant de leur soumission, les sommes correspondantes à des droits spéciaux

d'aménagement ou de réaménagement municipaux qu'une administration municipale peut exiger comme condition préalable à l'établissement des permis de construire.

IG06 IMMATRICULATION ET ÉVALUATION PRÉALABLE DE L'OUTILLAGE FLOTTANT

1. Les dragues ou autres outillages flottants qui seront utilisés dans l'exécution des travaux doivent être immatriculés au Canada. Dans le cas des dragues ou des autres outillages flottants non fabriqués au Canada, le soumissionnaire doit se faire délivrer, par Industrie Canada, un certificat d'évaluation décrit dans l'appendice consacré aux outillages flottants dans le Formulaire de soumission et d'acceptation et joindre ce certificat à sa soumission. L'outillage ainsi évalué par Industrie Canada pourra être accepté dans le cadre de ce projet de dragage.

IG07 LISTE DES SOUS-TRAITANTS ET FOURNISSEURS

1. Nonobstant toute liste de sous-traitants que le soumissionnaire peut être tenu de déposer dans le cadre de la soumission, le soumissionnaire devra, dans le délai de quarante-huit (48) heures suivant la réception d'un avis écrit à ce sujet, soumettre les noms des sous-traitants et des fournisseurs pour la ou les parties des travaux énumérées dans ledit avis. Le non-respect de ces exigences donnera lieu au rejet de la soumission.

IG08 EXIGENCES RELATIVES À LA GARANTIE DE SOUMISSION

1. Le soumissionnaire doit inclure dans sa soumission une garantie de soumission sous la forme d'un cautionnement de soumission ou d'un dépôt de garantie. Ladite garantie doit représenter au moins 10 p. 100 du montant de la soumission. Les taxes applicables ne doivent pas entrer en ligne de compte dans le calcul du montant de la garantie de soumission qui peut être exigée. Le montant maximum de la garantie de soumission requise est de 2 000 000 \$, quel que soit le montant de la soumission.
2. Le cautionnement de soumission (formulaire [PWGSC-TPSGC 504](#)) doit être établi dans une forme approuvée, être dûment rempli, porter les signatures originales ainsi que le sceau d'une compagnie dont les cautionnements sont acceptés par le gouvernement du Canada au moment de la clôture des soumissions ou d'une compagnie désignée à l'Appendice L, [Compagnies de cautionnement reconnues](#), du Conseil du Trésor.
3. Le dépôt de garantie doit être un original, dûment rempli et signé dans l'espace prévu, ce peut être :
 - a. une lettre de change, une traite bancaire ou un mandat de poste établi à l'ordre du Receveur général du Canada et certifié par une institution financière approuvée ou tiré par une institution financière approuvée sur son propre compte; ou
 - b. des obligations du gouvernement du Canada ou des obligations garanties inconditionnellement quant au capital et aux intérêts par le gouvernement du Canada.
4. Aux fins du sous-alinéa 3.a. de la IG08
 - a. une lettre de change est un ordre inconditionnel donné par écrit par le soumissionnaire à une institution financière agréée et obligeant ladite institution à verser, sur demande et à une certaine date, une certaine somme au Receveur général du Canada ou à l'ordre de ce dernier;
 - b. si une lettre de change, une traite bancaire ou un mandat de poste est certifié(e) ou tiré par une institution financière ou une institution autre qu'une banque à charte, elle/il doit être accompagné(e) d'une lettre ou d'une attestation estampillée confirmant que l'institution financière appartient à au moins l'une des catégories mentionnées au sous-alinéa 4.c. de la IG08
 - c. une institution financière agréée est :
 - i. une société ou institution membre de l'Association canadienne des paiements tel que défini dans la [Loi canadienne sur les paiements](#);

-
- ii. une société qui accepte les dépôts assurés par la Société d'assurance-dépôts du Canada ou l'a Régie de l'assurance-dépôts du Québec Autorité des marchés financiers, et ce, jusqu'au maximum autorisé par la loi;
 - iii. une société qui accepte les dépôts du public et pour laquelle le remboursement des dépôts est garanti par Sa Majesté au nom d'une province;
 - iv. une société, une association ou une fédération constituée ou organisée comme caisse de crédit ou société coopérative de crédit, qui se conforme aux exigences d'une caisse de crédit, lesquelles sont plus amplement décrites au paragraphe 137(6) de la [*Loi de l'impôt sur le revenu*](#); ou
 - v. La Société canadienne des Postes.
5. Les obligations visées au sous-alinéa 3) b) de l'IG08 doivent être fournies à leur valeur courante du marché à la date limite de réception des soumissions, et doivent être
- a. soit payables au porteur; ou
 - b. soit accompagnées d'un acte dûment exécuté de transfert des obligations au Receveur général du Canada sous la forme prescrite par le *Règlement sur les obligations intérieures du Canada*; ou
 - c. soit enregistrées quant au principal, ou quant au principal et intérêts à la fois au nom du Receveur général du Canada conformément au *Règlement sur les obligations intérieures du Canada*.
6. Une lettre de crédit de soutien irrévocable est acceptable par le Canada comme alternative à un dépôt de garantie et le montant doit être établi de la même façon qu'un dépôt de garantie mentionné ci-dessus.
7. Une lettre de crédit de soutien irrévocable mentionnée à l'alinéa 6) de l'IG08
- a. doit être un arrangement, quel qu'en soit le nom ou la description, en fonction duquel une institution financière (l'émetteur) agissant conformément aux instructions ou aux demandes d'un client (demandeur), ou en son nom propre, qui
 - i. verse un paiement au receveur général du Canada, en tant que bénéficiaire;
 - ii. accepte et paye les lettres de change tirées par le receveur général du Canada;
 - iii. autorise une autre institution financière à effectuer un tel paiement ou à accepter et à payer de telles lettres de change; ou
 - iv. autorise une autre institution financière à négocier, à la suite d'une demande écrite de paiement, à condition que les modalités de la lettre de crédit soient respectées;
 - b. précise la somme nominale qui peut être retirée;
 - c. précise sa date d'expiration;
 - d. prévoit le paiement à vue au receveur général du Canada à partir de la lettre de change de l'institution financière sur présentation d'une demande écrite de paiement signée par le représentant du ministère autorisé identifié dans la lettre de crédit par son bureau;
 - e. prévoit que plus d'une demande écrite de paiement puisse être présentée à condition que la somme de ces demandes ne dépasse pas la valeur nominale de la lettre de crédit;
 - f. prévoit son assujettissement aux *Règles et usances uniformes (RUU) relatives aux crédits documentaires* de la Chambre de commerce internationale (CCI), révision de 2007, publication de la CCI no 600; En

vertu des Règles et usances uniformes relatives aux crédits documentaires de la CCI, un crédit est irrévocable même s'il n'y a pas d'indication à cet effet; et

- g. est émise ou confirmée, dans l'une ou l'autre des langues officielles, par une institution financière qui est membre de l'Association canadienne des paiements et qui est sur le papier en-tête de l'émetteur ou du confirmateur. La mise en page est laissée à la discrétion de l'émetteur ou du confirmateur.
8. La garantie de soumission viendra à échéance ou sera retournée, dans des délais raisonnables, suivant :
- a. la date de fermeture des soumissions, pour un soumissionnaire dont la soumission est non conforme; et
 - b. la révision administrative des soumissions, pour les soumissionnaires dont la soumission est conforme et classée du quatrième au dernier rang dans l'échelle de classement; et
 - c. l'octroi du contrat, pour les soumissionnaires dont la soumission est retenue et classée au deuxième et troisième rangs dans l'échelle de classement; et
 - d. la réception de la garantie contractuelle, pour le soumissionnaire retenu; ou
 - e. l'annulation de l'invitation pour tous les soumissionnaires.
9. Nonobstant les dispositions de l'alinéa 8 de l'IG08 et à condition que trois (3) soumissions conformes ou plus aient été reçues, si une ou plusieurs des soumissions classées du troisième au premier rang sont retirées ou rejetées, pour quelques raisons que ce soit, le Canada se réserve le droit de retenir la garantie de la soumission conforme suivante afin de retenir la garantie de soumission d'au moins trois (3) soumissions valides et conformes.

IG09 LIVRAISON DES SOUMISSIONS

1. Le Formulaire de soumission et d'acceptation rempli en bonne et due forme et la garantie de soumission doivent être joints et cachetés dans l'enveloppe fournie par le soumissionnaire. L'enveloppe doit être adressée et soumise au bureau désigné sur la page frontispice « Appel d'offres » pour la réception des soumissions. La soumission doit parvenir à ce bureau au plus tard à la date et à l'heure indiquées pour la clôture des soumissions.
2. Sauf indication contraire aux Instructions particulières aux soumissionnaires
 - a. la soumission doit être en dollars canadiens;
 - b. le besoin ne prévoit pas offrir d'atténuer les risques liés à la fluctuation du taux de change. Aucune demande d'atténuation des risques liés à la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute soumission incluant une telle disposition sera déclarée non recevable.
3. Avant de présenter sa soumission, le soumissionnaire doit s'assurer que l'information suivante est reproduite clairement, en caractères de frappe ou d'imprimerie au recto de l'enveloppe de retour :
 - a. numéro de l'invitation;
 - b. le nom du soumissionnaire;
 - c. l'adresse de l'expéditeur; et
 - d. l'heure et la date de clôture.
4. La livraison correcte des soumissions dans les délais prescrits est la responsabilité exclusive du soumissionnaire.

IG10 RÉVISION DES SOUMISSIONS

1. Une soumission présentée conformément aux présentes instructions peut être révisée par lettre ou par télécopie, pourvu que la révision soit reçue au bureau désigné pour la remise des soumissions au plus tard à la date et à

l'heure limites de clôture des soumissions. Le document doit porter l'en-tête de lettre ou la signature identifiant le soumissionnaire.

2. Une modification à une soumission comportant des prix unitaires doit clairement identifier la(les) modification(s) au(x) prix unitaire(s) et préciser au(x)quel(s) des prix unitaires la(les) modification(s) s'applique(nt).
3. Une lettre ou une télécopie visant à confirmer une révision antérieure devrait clairement indiquer qu'il s'agit d'une confirmation.
4. Si des dispositions ci-dessus ne sont pas respectées, la ou les révisions irrecevables seulement pourrait/pourraient être rejetées. L'évaluation portera sur la soumission initiale déposée de même que sur toutes les autres révisions recevables.

IG11 REJET DE LA SOUMISSION

1. Le Canada n'est tenu d'accepter aucune soumission, même la plus basse.
2. Sans limiter la portée générale de l'alinéa 1) de l'IG11, le Canada peut rejeter une soumission dans l'un ou l'autre des cas suivants :
 - a. les privilèges permettant au soumissionnaire de présenter des soumissions ont été suspendus ou sont en voie de le devenir;
 - b. les privilèges permettant à tout employé ou sous-traitant visé dans la soumission de présenter des soumissions sont soumis à une suspension ou sont en voie de le devenir, ce qui rendrait l'employé ou le sous-traitant inadmissible à soumissionner pour les travaux ou pour à la partie des travaux que le sous-traitant ou l'employé doit exécuter;
 - c. Le soumissionnaire déclare faillite ou ne peut, pour quelque motif que ce soit, exercer ses activités pour une durée prolongée;
 - d. des preuves de fraude, de corruption ou de fausse déclaration ou des preuves confirmant l'incapacité de respecter des lois protégeant les personnes contre toute forme de discrimination ont été déposées à la satisfaction du Canada à l'égard du soumissionnaire, de l'un quelconque de ses employés ou d'un sous-traitant visé dans sa soumission;
 - e. des profuse à la satisfaction du Canada que, compte tenu de son comportement antérieur, le soumissionnaire, un sous-traitant ou une personne désignée pour exécuter les travaux ne convient pas ou s'est comporté de façon inappropriée;
 - f. Dans le cadre de transactions actuelles ou antérieures avec le Canada
 - i. le Canada a exercé ou est en voie d'exercer le recours contractuel lui permettant de retirer les travaux au soumissionnaire, à un sous-traitant ou à un employé visé dans la soumission; ou
 - ii. Le Canada détermine que le rendement du soumissionnaire dans le cadre d'autres marchés est suffisamment médiocre pour qu'on le considère incapable de répondre au besoin faisant l'objet de la soumission.
3. Dans l'évaluation du rendement du soumissionnaire dans le cadre d'autres contrats conformément au sous-alinéa 2)(f)(ii) de l'IG11, le Canada peut tenir compte, notamment, des questions suivantes :
 - a. la qualité de l'exécution des travaux du soumissionnaire;
 - b. les délais dans lesquels les travaux ont été achevés;
 - c. la gestion générale des travaux de l'entrepreneur et son incidence sur le niveau d'effort exigé de la part du Ministère et de ses représentants.

- d. l'intégralité et l'efficacité du programme de sécurité de l'entrepreneur lors de l'exécution des travaux.
4. Sans limiter la portée générale des alinéas 1), 2) et 3) de l'IG11, le Canada peut rejeter toute soumission selon une évaluation défavorable des éléments suivants :
- a. le caractère suffisant du prix soumis pour permettre de réaliser les travaux, dans le cas des soumissions proposant des prix unitaires, quant à savoir si chaque prix tient fidèlement compte du coût de l'exécution de la partie des travaux à laquelle ce prix s'applique;
 - b. la capacité du soumissionnaire à assurer la structure de gestion, le personnel compétent, l'expérience et l'équipement nécessaires pour exécuter les travaux avec compétence dans le cadre du contrat;
 - c. le rendement du soumissionnaire dans le cadre d'autres contrats.
5. Dans les cas où une soumission devrait être rejetée conformément aux alinéas 1), 2), 3) ou 4) de l'IG11, pour des motifs distincts de ceux exposés au sous-alinéa 2)(a) de l'IG11, l'autorité contractante le fera savoir au soumissionnaire et lui donnera un délai de dix (10) jours pour faire valoir son point de vue, avant de rendre une décision définitive sur le rejet de la soumission.
6. Le Canada peut ignorer les vices de forme et les irrégularités mineures contenues dans les soumissions qu'il reçoit s'il détermine que les différences entre la soumission et les exigences énoncées dans les documents de soumission peuvent être corrigées ou ignorées sans qu'un préjudice ne soit causé aux autres soumissionnaires.

IG12 COÛTS RELATIFS AUX SOUMISSIONS

1. Aucun paiement ne sera versé pour des coûts encourus pour la préparation et la présentation d'une soumission en réponse à la demande de soumissions. Le soumissionnaire sera seul responsable des frais engagés dans la préparation et la présentation d'une soumission, ainsi que des frais engagés par lui pour l'évaluation de sa soumission.

IG13 NUMÉRO D'ENTREPRISE - APPROVISIONNEMENT

1. Les soumissionnaires doivent avoir un numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA) avant de se voir attribuer un contrat. Pour obtenir un NEA, les soumissionnaires peuvent s'inscrire au service Données d'inscription des fournisseurs, sur le site Web [Contrats Canada](#). Pour s'inscrire autrement que par Internet, les soumissionnaires peuvent communiquer avec [l'agent d'inscription des fournisseurs](#) le plus près.

IG14 RESPECT DES LOIS APPLICABLES

1. En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste qu'il a la capacité juridique de conclure un contrat et qu'il a en sa possession toutes les licences valides, permis, inscription, attestation, déclarations, dépôt, ou autres autorisations requises pour satisfaire à toutes les lois et tous les règlements fédéraux, provinciaux et municipaux qui s'appliquent à la présentation de la soumission et à l'établissement du contrat subséquent portant sur l'exécution des travaux.
2. Aux fins de vérification des exigences mentionnées à l'alinéa 1) de l'IG14, le soumissionnaire doit, sur demande, fournir une copie de chaque licence, permis, inscription, attestation, déclaration, dépôt ou autre autorisation valides indiquée dans la demande, tout en respectant le délai établi pour la présentation de ces documents.
3. Le non-respect des exigences exprimées à l'alinéa 2) de l'IG14 donnera lieu au rejet de la soumission.

IG15 APPROBATION DES MATÉRIAUX DE REMPLACEMENT

1. Dans les cas où l'on précise des matériaux en fonction d'une appellation ou d'une marque de commerce ou du nom du fabricant ou du fournisseur, la soumission doit être basée sur l'utilisation des matériaux désignés. Pendant la période d'invitation, on pourra considérer des matériaux de remplacement à la condition que l'agent des contrats reçoive par écrit des données techniques complètes au moins dix (10) jours avant la date fixée pour la clôture des soumissions. Si on approuve des matériaux de remplacement pour les besoins de la soumission, on publiera un addenda aux documents de soumissions.

IG16 ÉVALUATION DU RENDEMENT

1. Les soumissionnaires doivent noter que le Canada évaluera le rendement de l'entrepreneur pendant la réalisation des travaux et au moment de leur achèvement. Cette évaluation portera sur la qualité de l'exécution des travaux, les délais d'exécution, la gestion de projet, la gestion du contrat et la gestion de la santé et sécurité. Si le rendement de l'entrepreneur est jugé insatisfaisant, les privilèges lui permettant de présenter des soumissions dans le cadre de travaux ultérieurs pourront être suspendus indéfiniment.
2. Le formulaire [PWGSC-TPSGC 2913](#), SELECT - Formulaire du rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur, est utilisé pour évaluer le rendement.

IG17 CONFLIT D'INTÉRÊTS / AVANTAGE INDU

1. Afin de protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement, les soumissionnaires sont avisés que le Canada peut rejeter une soumission dans les circonstances suivantes :
 - a. le soumissionnaire, un de ses sous-traitants, un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, a participé d'une manière ou d'une autre à la préparation de la demande de soumissions; ou est en situation de conflit d'intérêts ou d'apparence de conflit d'intérêts.
 - b. le Canada juge que le soumissionnaire, un de ses sous-traitants, un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, a eu accès à des renseignements relatifs à la demande de soumissions qui n'étaient pas à la disposition des autres soumissionnaires et que cela donne ou semble donner au soumissionnaire un avantage indu.
2. Le Canada ne considère pas, qu'en soi, l'expérience acquise par un soumissionnaire qui fournit ou a fourni les biens et services décrits dans la demande de soumissions (ou des biens et services semblables) représente un avantage indu en faveur du soumissionnaire ou crée un conflit d'intérêts. Ce soumissionnaire demeure cependant assujetti aux critères énoncés plus hauts.
3. Dans le cas où le Canada a l'intention de rejeter une soumission conformément au présent article, l'autorité contractante préviendra le soumissionnaire et lui donnera la possibilité de faire valoir son point de vue, avant de prendre une décision définitive. Les soumissionnaires ayant un doute par rapport à une situation particulière devraient contacter l'autorité contractante avant la date de clôture de la demande de soumissions. En soumissionnant, le soumissionnaire déclare qu'il n'est pas en conflit d'intérêts et qu'il ne bénéficie d'aucun avantage indu. Le soumissionnaire reconnaît que le Canada est seul habilité à établir s'il existe un conflit d'intérêts, un avantage indu ou une apparence de conflit d'intérêts ou d'avantage indu.

CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS)

CS01 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, LIEU DE SAUVEGARDE DES DOCUMENTS

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de Vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la Sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent **TOUS** détenir une **Cote de FIABILITÉ** en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC. Tant que les autorisations de sécurité du personnel de l'entrepreneur requises au titre du présent contrat n'ont pas été émises par la DSIC, ces derniers **NE peuvent PAS PÉNÉTRER** sur les lieux **sans une escorte**.
3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité **NE DOIVENT PAS** être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
4. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
 - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et Directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe A ;
 - b) du Manuel de la sécurité industrielle (dernière édition).

CS02 ATTESTATION DU STATUT D'ENTREPRISE AUTOCHTONE (A3000C) 2014-11-27

1. L'entrepreneur déclare que l'attestation de conformité qu'il a fourni est exacte, complète et conforme aux « Exigences relatives au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones » décrite à l'[Annexe 9.4](#) du *Guide des approvisionnements*.
2. L'entrepreneur doit conserver des dossiers et documents appropriés sur l'exactitude de l'attestation fournie au Canada. L'entrepreneur doit obtenir l'autorisation préalable écrite de l'autorité contractante, avant de disposer des dossiers ou des documents pour une période de six ans commençant à la dernière des dates suivantes: la date du paiement final en vertu du contrat ou la date du règlement de toute plainte ou de tout litige en suspens. Au cours de cette période, tous les dossiers et documents devront être en tout temps accessibles pour vérification par les représentants du Canada, qui pourront en tirer des copies ou des extraits. L'entrepreneur fournira toutes les installations raisonnablement nécessaires à ces vérifications.
3. La présente clause ne peut être interprétée de façon à limiter les droits et recours que le Canada pourra par ailleurs avoir en vertu du contrat

CS03 CONDITIONS D'ASSURANCE

- 1) Polices d'assurance
 - a) L'entrepreneur souscrit et maintient, à ses propres frais, les polices d'assurance conformément aux exigences de l'Attestation d'assurance. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada.
 - b) Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue. L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux

lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

2) Période d'assurance

- a) Les polices exigées à l'Attestation d'assurance doivent prendre effet le jour de l'attribution du contrat et demeurer en vigueur pendant toute la durée du contrat.
- b) Il incombe à l'entrepreneur de fournir et de maintenir la couverture pour produits/travaux complétés de sa police d'assurance responsabilité civile des entreprises et ce pour un délai minimum de (6) six ans suivant la date du Certificat d'achèvement substantiel.

3) Preuve d'assurance

- a) Avant le début des travaux, et au plus tard dix (10) jours après l'acceptation de sa soumission, l'entrepreneur doit remettre au Canada une Attestation d'assurance sur le formulaire fournis.
- b) À la demande du Canada, l'entrepreneur doit fournir les originaux ou les copies certifiées de tous les contrats d'assurance auxquels l'entrepreneur a souscrit conformément à l'Attestation d'assurance.

4) Indemnités d'assurance

En cas de sinistre, l'entrepreneur doit faire sans délai toutes choses et exécuter tous documents requis pour le paiement de l'indemnité d'assurance.

5) Franchise

L'entrepreneur doit assumer le paiement de toutes sommes d'argent en règlement d'un sinistre, jusqu'à concurrence de la franchise.

G1001C - Assurance – exigences particulières

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe B . L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicable.

DOCUMENTS DU CONTRAT (DC)

1. Les documents suivants constituent le contrat:

- a. Page « Contrat » une fois signée par le Canada;
- b. Formulaire de soumission et d'acceptation et tout Appendice s'y rattachant rempli(s) en bonne et due forme;
- c. Dessins et devis;
- d. Conditions générales et clauses:

| | | | |
|--|--|--------|----------------------|
| CG1 | Dispositions générales | R2810D | (2015-07-09); |
| CG2 | Administration du contrat | R2820D | (2015-02-25); |
| CG3 | Exécution et contrôle des travaux | R2830D | (2015-02-25); |
| CG4 | Mesures de protection | R2840D | (2008-05-12); |
| CG5 | Modalités de paiement | R2850D | (2015-02-25); |
| CG6 | Retards et modifications des travaux | R2860D | (2013-04-25); |
| CG7 | Défaut, suspension ou résiliation du contrat | R2870D | (2008-05-12); |
| CG8 | Règlement des différends | R2882D | (2015-02-25); |
| CG9 | Garantie contractuelle | R2890D | (2014-06-26); |
| Coûts admissibles pour les modifications de contrat sous CG6.4.1 | | | R2950D (2015-02-25); |
- e. Conditions supplémentaires
- e. Toute modification émise ou toute révision de soumission recevable, reçue avant l'heure et la date déterminée pour la clôture de l'invitation;
- f. Toute modification incorporée d'un commun accord entre le Canada et l'entrepreneur avant l'acceptation de la soumission; et
- g. Toute modification aux documents du contrat qui est apportée conformément aux conditions générales.

2. Les documents identifiés par titre, numéro et date ci-dessus sont intégrés par renvoi et sont reproduits dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide des CCUA est disponible sur le site Web de TPSGC: <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>

3. La langue des documents du contrat est celle du Formulaire de soumission et d'acceptation présenté.

CONDITIONS GÉNÉRALES

CG1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

| | |
|---------|---|
| CG1.1 | Interprétation |
| CG1.1.1 | En-têtes et références |
| CG1.1.2 | Terminologie |
| CG1.1.3 | Application de certaines dispositions |
| CG1.1.4 | Achèvement substantiel |
| CG1.1.5 | Achèvement |
| CG1.2 | Documents contractuels |
| CG1.2.1 | Généralités |
| CG1.2.2 | Ordre de priorité |
| CG1.2.3 | Sécurité et protection des travaux et des documents |
| CG1.3 | Statut de l'entrepreneur |
| CG1.4 | Droits et recours |
| CG1.5 | Rigueur des délais |
| CG1.6 | Indemnisation par l'entrepreneur |
| CG1.7 | Indemnisation par le Canada |
| CG1.8 | Lois, permis et taxes |
| CG1.9 | Indemnisation des travailleurs |
| CG1.10 | Sécurité nationale |
| CG1.11 | Travailleurs inaptes |
| CG1.12 | Cérémonies publiques et enseignes |
| CG1.13 | Conflit d'intérêts |
| CG1.14 | Conventions et modifications |
| CG1.15 | Succession |
| CG1.16 | Cession |
| CG1.17 | Pots-de-vin |
| CG1.18 | Attestation - Honoraires conditionnels |
| CG1.19 | Sanctions internationales |
| CG1.20 | Disposition relatives à l'intégrité – contrat |

CG2 ADMINISTRATION DU CONTRAT

| | |
|-------|---|
| CG2.1 | Pouvoirs du représentant du Ministère |
| CG2.2 | Interprétation du contrat |
| CG2.3 | Avis |
| CG2.4 | Réunions de chantier |
| CG2.5 | Examen et inspection des travaux |
| CG2.6 | Surintendant |
| CG2.7 | Non-discrimination dans l'embauche et l'emploi de la main-d'œuvre |
| CG2.8 | Comptes et vérifications |

CG3 EXÉCUTION ET CONTRÔLE DES TRAVAUX

| | |
|-------|---|
| CG3.1 | Calendrier d'avancement |
| CG3.2 | Erreurs et omissions |
| CG3.3 | Sécurité sur le chantier |
| CG3.4 | Exécution des travaux |
| CG3.5 | Matériaux |
| CG3.6 | Sous-traitance |
| CG3.7 | Construction par d'autres entrepreneurs ou travailleurs |
| CG3.8 | Main-d'œuvre |
| CG3.9 | Taux de transport par camion (annulée) |

CG3.10 Matériaux, outillage et biens immobiliers devenus la propriété du Canada

CG3.11 Travaux défectueux

CG3.12 Déblaiement du chantier

CG3.13 Garantie et rectification des défauts des travaux

CG4 MESURES DE PROTECTION

CG4.1 Protection des travaux et des biens

CG4.2 Précautions contre les dommages, les contrefaçons, les incendies et les autres risques

CG4.3 Matériaux, outillage et biens immobiliers fournis par le Canada

CG4.4 État de site contaminé

CG5 MODALITÉS DE PAIEMENT

CG5.1 Interprétation

CG5.2 Montant à verser

CG5.3 Augmentation ou diminution des coûts

CG5.4 Paiement progressif

CG5.5 Achèvement substantiel des travaux

CG5.6 Achèvement définitif

CG5.7 Paiement non exécutoire pour le Canada

CG5.8 Réclamations et obligations

CG5.9 Droit de compensation

CG5.10 Dédommagement pour retard d'achèvement

CG5.11 Retard de paiement

CG5.12 Intérêts sur les réclamations réglées

CG5.13 Remise du dépôt de garantie

CG6 RETARD ET MODIFICATION DES TRAVAUX

CG6.1 Modification des travaux

CG6.2 Changements des conditions du sous-sol

CG6.3 Restes humains, vestiges archéologiques et objets présentant un intérêt historique ou scientifique

CG6.4 Calcul du prix

CG6.5 Retards et prolongation de délai

CG7 DÉFAUT, SUSPENSION DES TRAVAUX OU RÉSILIATION DU CONTRAT

CG7.1 Travaux retirés à l'entrepreneur

CG7.2 Suspension des travaux

CG7.3 Résiliation du contrat

CG7.4 Dépôt de garantie - Confiscation ou remise

CG8 RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

CG8.1 Interprétation

CG8.2 Consultation et collaboration

CG8.3 Avis de différend

CG8.4 Négociation

CG8.5 Médiation

CG8.6 Confidentialité

CG8.7 Règlement

CG8.8 Règles pour la médiation des différends

[CG8.8.1 Interprétation](#)

Solicitation No. - N° de l'invitation

EZ899-151108/D

Client Ref. No. - N° de réf. du client

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWY-4-37180

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwy026

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

CG8.8.2 Application

CG8.8.3 Communication

CG8.8.4 Nomination d'un médiateur de projet

CG8.8.5 Confidentialité

CG8.8.6 Date et lieu de la médiation

CG8.8.7 Représentation

CG8.8.8 Procédures

CG8.8.9 Accord de règlement

CG8.8.10 Fin de la médiation

CG8.8.11 Frais

CG8.8.12 Procédures subséquentes

CG9 GARANTIE CONTRACTUELLE

CG9.1 Obligation de déposer une garantie contractuelle

CG9.2 Types et montants de la garantie contractuelle

COÛTS ADMISSIBLES POUR LES MODIFICATIONS DE CONTRAT SOUS CONDITIONS GÉNÉRALES (CG) 6.4.1

01 Généralités

02 Taux horaires de main-d'oeuvre

03 Coûts des matériaux, de l'outillage et de l'équipement

04 Majoration à l'entrepreneur ou au sous-traitant

CONDITIONS GÉNÉRALES

CG1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

CG1.1 INTERPRÉTATION

La section suivante donne une interprétation des en-têtes et des références.

CG1.1.1 En-têtes et références

- 1) Les en-têtes des documents contractuels, sauf ceux des dessins et des devis, ne font pas partie du contrat; ils sont reproduits pour en faciliter la consultation seulement.
- 2) Les renvois à des parties du contrat à l'aide de chiffres précédés de lettres correspondent aux parties du contrat désignées par cette combinaison de chiffres et de lettres et à toutes les autres parties du contrat visées par ces renvois.
- 3) Un renvoi à un alinéa ou à un sous-alinéa suivi d'un chiffre, d'une lettre ou d'une combinaison de chiffres et de lettres constitue, sauf indication contraire, un renvoi à l'alinéa ou au sous-alinéa faisant partie de la clause dans laquelle ce renvoi est noté.

CG1.1.2 Terminologie

Dans le *Contract*:

« *affilié* »

quiconque, incluant mais sans s'y limiter, les organisations, personnes morales, sociétés, compagnies, entreprises, sociétés de personnes, associations de personnes, sociétés mères et ses filiales qu'elles soient en propriété exclusive ou non, de même que les personnes, administrateurs, agents et employés clés si :

- i. l'entrepreneur ou l'affilié contrôle l'autre ou a le pouvoir de le faire, ou
- ii. un tiers a le pouvoir de contrôler l'entrepreneur ou l'affilié;

« *Canada* », « *État* » ou « *Sa Majesté* »

désigne " Sa Majesté la Reine du chef du Canada ";

« *certificat d'achèvement* »

signifie le certificat délivré par le Canada à la fin des travaux;

« *certificat d'achèvement substantiel* »

signifie le certificat délivré par le Canada lorsque les travaux sont substantiellement achevés;

« *certificat de mesure* »

signifie le certificat délivré par le Canada pour confirmer l'exactitude des quantités finales, des prix unitaires et des valeurs pour la main-d'œuvre, les installations et les matériaux fournis et utilisés par l'entrepreneur pour la construction de la partie de l'ouvrage à laquelle se rapporte une entente à prix unitaire;

« *Conditions supplémentaires* »

signifient la partie du contrat modifiant ou complétant les Conditions générales;

" *contrat* "

signifie les documents mentionnés dans ce contrat et tous les autres documents précisés ou visés dans l'un quelconque des documents faisant partie du contrat, et inclut les modifications apportées audits documents par convention des parties;

« *contrôle* »

a. Contrôle direct, par exemple :

- i. une personne contrôle une personne morale si les garanties de la personne morale auxquelles sont rattachés plus de 50 pourcent des droits de vote pouvant être exercés pour élire les administrateurs de la personne morale sont la propriété effective de la personne et les votes rattachés à ces garanties sont suffisants, si exercés, pour élire la majorité des administrateurs de la personne morale;
- ii. une personne contrôle une corporation structurée selon le principe corporatif si la personne et toutes les entités contrôlées par celle-ci ont le droit d'exercer plus de 50 pourcent des droits de vote nécessaires à une réunion annuelle ou pour élire la majorité des administrateurs de la corporation;
- iii. une personne contrôle une société non constituée en personne morale, autre qu'une société en commandite, si plus de 50 pourcent des titres de participation, peu importe leur désignation, selon lesquels la société est divisée, sont la propriété effective de cette personne et que la personne a la capacité de diriger les affaires et les activités de la société;
- iv. le partenaire général d'une société en commandite contrôle la société en commandite;
- v. une personne contrôle une société si cette personne a une influence directe ou indirecte dont l'exercice entraînerait le contrôle de fait de la société.

b. Contrôle présumé, par exemple, une personne qui contrôle une société est présumée contrôler toute société qui est contrôlée, ou présumée être contrôlée, par la société.

c. Contrôle indirect, par exemple :

une personne est présumée contrôler, au sens des alinéas a) ou b), une société lorsque le total de

- i. toutes les garanties de la société qui sont la propriété effective de cette personne, et de
- ii. toutes les garanties de la société qui sont la propriété effective de toute société contrôlée par cette personne,

est tel, que si cette personne et toutes les sociétés mentionnées au sous-alinéa c)(ii) qui sont le propriétaire effectif des garanties de cette société étaient une seule personne, cette personne contrôlerait l'entité;

« *Coût estimatif total* », « *coût estimatif révisé* », « *augmentation (diminution)* » à la page 1 du contrat ou modification au contrat

signifie un montant utilisé à des fins administratives internes seulement qui comprend le montant du contrat, ou le montant révisé du contrat, ou le montant qui augmenterait ou diminuerait le montant du contrat et les taxes applicables, conformément à l'évaluation de l'autorité contractante; il ne s'agit pas d'une opinion fiscale de la part du Canada;

« *dans les présentes* », « *par les présentes* », « *des présentes* », « *en vertu des présentes* » et les expressions comparables

désignent l'ensemble du contrat, et non une section ou une partie du contrat en particulier;

« *entente administrative* »

entente négociée avec le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux (TPSG) comme il est prévu dans la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#);

« *entente à forfait* » signifie la partie du contrat prescrivant le versement d'un forfait pour l'exécution des travaux correspondants»

« *entente à prix unitaire* »

signifie la partie du contrat prescrivant le produit de la multiplication d'un prix par unité de mesure par le nombre d'unités de mesure pour l'exécution des travaux correspondants;

« *entrepreneur* »

signifie la personne qui passe un contrat avec le Canada pour fournir l'ensemble de la main-d'œuvre, des matériaux et de l'outillage permettant d'exécuter les travaux en vertu de ce contrat, y compris le surintendant de l'entrepreneur identifié par écrit au Canada.

« *fournisseur* »

signifie la personne ayant un contrat direct avec l'entrepreneur pour fournir l'outillage ou les matériaux non personnalisés pour les travaux;

« *garantie du contrat* »

signifie toute garantie donnée au Canada par l'entrepreneur conformément au contrat;

« *inadmissibilité* »

personne qui n'est pas admissible à conclure un contrat avec le Canada.

« *jour ouvrable* »

signifie une journée distincte du samedi, du dimanche ou d'un jour férié observé dans le secteur du bâtiment, dans la région où se déroulent les travaux.

« *matériaux* »

comprend toutes les marchandises, articles, machinerie, équipement, appareils et choses à être fournis en vertu du contrat, pour être incorporés aux travaux;

" *montant du contrat* "

signifie le montant indiqué dans le contrat et à verser à l'entrepreneur pour les travaux, sous réserve des modalités et des conditions du contrat, excluant les taxes applicables;

« *outillage* »

comprend les outils, instruments, machines, véhicules, constructions, équipements, articles et choses qui sont nécessaires à l'exécution des travaux, autres que les matériaux et les outils habituellement fournis par une personne de métier dans l'exercice d'un métier;

« *personne* »

comprend également, sauf lorsque le contrat stipule le contraire, une corporation, une compagnie, une entreprise, une firme, une coentreprise, un consortium ou une société;

« *représentant du ministère* »

signifie la personne désignée dans le contrat ou dans un avis écrit signifié à l'entrepreneur comme représentant du ministère pour l'application de ce contrat, y compris toute personne autorisée et désignée par ce dernier par écrit;

« *sous-traitant* »

signifie une personne ayant un contrat direct avec l'entrepreneur, conformément à la CG3.6, « Sous-traitance », pour exécuter une ou des partie(s) des travaux ou pour fournir des matériaux personnalisés pour les travaux;

« *surintendant* »

signifie l'employé ou le représentant de l'entrepreneur désigné par ce dernier pour exercer les fonctions décrites dans la CG2.6, « Surintendant »

« *suspension* »

détermination d'inadmissibilité temporaire par le ministre de TPSG;

« *tableau des prix unitaires* »

signifie le tableau des prix figurant dans le contrat;

« *Taxes applicables* »

signifie la taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente harmonisée (TVH) et toute taxe provinciale payable par le Canada selon la loi, tel que la taxe de vente du Québec (TVQ) à compter du 1er avril 2013;

« *travaux* »

signifient, sous réserve de toute disposition contraire dans le contrat, tout ce que l'entrepreneur doit faire, fournir ou livrer pour exécuter le contrat, conformément aux documents contractuels.

CG1.1.3 Application de certaines dispositions

- 1) Toutes les dispositions du contrat qui s'appliquent expressément à une entente à prix unitaire exclusivement ne s'appliquent pas à toute partie des travaux à laquelle s'applique une entente à forfait.
- 2) Toutes les dispositions du contrat qui s'appliquent expressément à une entente à forfait exclusivement ne s'appliquent pas à toute partie des travaux à laquelle s'applique une entente à prix unitaire.

CG1.1.4 Achèvement substantiel

- 1) Les travaux sont substantiellement achevés lorsqu'on jugera qu'ils sont suffisamment achevés
 - a) lorsque, suite aux inspections et essais réalisés, une partie substantielle ou la totalité des travaux visés par le contrat est, de l'avis du Canada, prête à être utilisée par le Canada ou est utilisée aux fins prévues;
 - b) lorsque les travaux qui restent à effectuer en vertu du contrat peuvent, de l'avis du Canada, être achevés ou rectifiés à un coût n'excédant paspas :
 - (i) 3p. 100 des premiers 500 000 \$,
 - (ii) 2p. 100 des prochains 500 000 \$,
 - (iii) 1p. 100 du reste;

du montant du contrat au moment du calcul de ce coût.
- 2) Lorsque les travaux ou une partie considérable des travaux sont prêts à être utilisés aux fins prévues;
 - a. et que le reste ou une partie des travaux ne peut être achevée dans les délais précisés dans le contrat ou dans une version modifiée conformément à la CG6.5, « Retards et prolongation de délai », pour des raisons indépendantes de la volonté de l'entrepreneur ou
 - b. que le Canada et l'entrepreneur ont convenu de ne pas terminer les travaux dans les délais précisés;

le coût de la partie des travaux qui n'a pas été complétée en raison de circonstances indépendantes de la volonté de l'entrepreneur ou que le Canada et l'entrepreneur ont convenu de ne pas terminer dans les délais précisés est déduit du montant du contrat mentionné au sous-alinéa 1)b) de la CG1.1.4 et ledit coût ne fait pas partie du coût des travaux restants à effectuer aux fins de la détermination de l'achèvement substantiel..

CG1.1.5 Achèvement

- 1) Les travaux sont réputés avoir été achevés lorsque l'ensemble de la main-d'œuvre, de l'outillage et des matériaux nécessaires ont été utilisés ou fournis et que l'entrepreneur a respecté le contrat, de même que tous les ordres et toutes les directives donnés à cet égard, à la satisfaction du Canada.

CG1.2 DOCUMENTS CONTRACTUELS

La section suivante traite des documents contractuels.

CG1.2.1 Généralités

- 1) Les documents contractuels sont complémentaires, et les exigences de n'importe lequel de ces documents ont le même caractère obligatoire que si elles étaient indiquées dans tous les documents.
- 2) Dans les documents contractuels, le singulier s'entend également du pluriel lorsque le contexte l'exige.
- 3) Nulle disposition des documents contractuels n'aura pour effet de créer une relation contractuelle entre le Canada et un sous-traitant ou un fournisseur, leurs sous-traitants ou leurs fournisseurs, ou leurs mandataires ou employés.

CG1.2.2 Ordre de priorité

- 1) En cas de contradiction ou de conflit dans l'information se trouvant dans les documents ci-après, ces derniers auront priorité dans l'ordre suivant :
 - a) toute modification apportée aux documents contractuels conformément aux conditions générales;
 - b) toutes les modifications émises avant la date de clôture;
 - c) les conditions supplémentaires;
 - d) les conditions générales;
 - e) le Formulaire de soumission et d'acceptation rempli en bonne et due forme lorsqu'il est accepté;
 - f) les dessins et devis;

les dates ultérieures déterminent la priorité des documents dans chacune des catégories de documents ci-dessus.
- 2) En cas de divergence ou de contradiction dans l'information reproduite dans les dessins et devis, les règles suivantes s'appliquent:
 - a) les devis l'emporteront sur les dessins;
 - b) les dimensions exprimées en chiffres sur un dessin, lorsque celles-ci diffèrent des dimensions à l'échelle sur le même dessin, l'emportent sur ces dernières;
 - c) les dessins à grande échelle l'emporteront sur les plans à petite échelle.

CG1.2.3 Sécurité et protection des travaux et des documents

- 1) L'entrepreneur garde et protège les documents contractuels, les dessins, l'information, les maquettes et les copies fournis ou non par le Canada à l'entrepreneur contre toute perte ou dommage de quelque nature que ce soit.
- 2) L'entrepreneur respecte le caractère confidentiel de tous les renseignements qui lui sont fournis par le Canada en son nom relativement aux travaux et de tous les renseignements qu'il élabore dans le cadre des travaux. Il ne devra pas divulguer ces renseignements à quiconque sans l'autorisation écrite du Canada, mais pourra toutefois divulguer à un sous-traitant autorisé conformément au contrat les renseignements nécessaires à l'exécution du contrat de sous-traitance. Cette section ne s'applique pas aux renseignements:

-
- a) publiquement accessibles d'une source autre que l'entrepreneur; ou
- b) dont l'entrepreneur a obtenu connaissance auprès d'une source distincte du Canada, à l'exception d'une source qui, au su de l'entrepreneur, est tenue de ne pas les divulguer en vertu de son obligation envers le Canada.
- 3) Lorsque le contrat, les travaux ou tous les renseignements visés à l'alinéa 2) sont désignés par le Canada comme très secret, secret, confidentiel ou protégé, l'entrepreneur doit, en tout temps, prendre toute mesure raisonnable jugée nécessaire pour les protéger, y compris les mesures qui peuvent être précisées ailleurs dans le contrat ou fournies par écrit, périodiquement, par le Canada.
- 4) Sans limiter la portée générale des alinéas 2) et 3) de la CG1.2.3, lorsque le contrat, les travaux ou tous les renseignements visés à l'alinéa 2) sont désignés par le Canada comme très secret, secret, confidentiel ou protégé, le Canada a le droit d'inspecter les locaux de l'entrepreneur et de ses sous-traitants ou fournisseurs, de même que ceux de quelque autre personne que ce soit à tous les niveaux, pour des raisons de sécurité, en tout temps pendant la durée du contrat; l'entrepreneur doit respecter toutes les instructions écrites délivrées par le Canada et s'assurer que tous ces sous-traitants ou fournisseurs en font autant, en ce qui a trait aux documents ainsi désignés, y compris lorsque des employés de l'entrepreneur et de ses sous-traitants et fournisseurs et de quelque autre personne que ce soit, à tous les niveaux, doivent signer et fournir des déclarations se rapportant à des enquêtes de sûreté, à des cotes de sécurité et à d'autres procédures.
- 5) L'entrepreneur doit protéger les travaux et le contrat, les devis, les dessins et tous les autres renseignements que lui fournit le Canada et est responsable, envers ce dernier, de toutes les pertes ou de tous les dommages de quelque nature que ce soit et découlant de quelque cause que ce soit.

CG1.3 STATUT DE L'ENTREPRENEUR

- 1) L'entrepreneur est engagé, en vertu du contrat, à titre d'entrepreneur indépendant..
- 2) L'entrepreneur, ses sous-traitants et fournisseurs et quelque autre personne que ce soit, à tous niveaux, ainsi que leurs employés ne sont pas engagés à titre d'employés, de préposés ou de mandataires du Canada.
- 3) Pour les besoins du contrat, l'entrepreneur est seul responsable de toutes les sommes à verser et de toutes les retenues à prélever en vertu de la loi relativement à l'exécution des travaux, ainsi que des sommes à verser dans le cadre du Régime de pensions du Canada ou du Régime de rentes du Québec, de l'assurance-emploi, du Régime de Santé et sécurité au travail, de régimes provinciaux de santé ou d'assurance, et de l'impôt sur le revenu.

CG1.4 DROITS ET RECOURS

- 1) Sauf dans les cas prévus expressément dans le contrat, les droits et obligations imposés en vertu du contrat et les droits et recours dont on peut se prévaloir à ce titre s'ajoutent aux devoirs, aux obligations, aux droits et aux recours normalement imposés ou prévus par la loi et sans les restrictions.

CG1.5 RIGUEUR DES DÉLAIS

- 1) Le temps est de l'essence même du contrat.

CG1.6 INDEMNISATION PAR L'ENTREPRENEUR

- 1) L'entrepreneur acquitte toutes les redevances et les droits de brevet nécessaires à l'exécution du contrat et assume à ses frais la défense du Canada contre toutes les réclamations, actions ou procédures déposées ou intentées contre le Canada et alléguant que les travaux ou toute partie de ceux-ci réalisés ou fournis par

l'entrepreneur pour le Canada portent atteinte à des brevets, modèles industriels, droits d'auteur, marques de commerce, secrets industriels ou autres droits de propriété susceptibles d'exécution au Canada.

- 2) L'entrepreneur tient le Canada indemne ou à couvert de toutes réclamations, demandes d'indemnités, pertes, frais, dommages, actions, poursuites ou procédures présentées ou intentés par quiconque et découlant, directement ou indirectement, des activités de l'entrepreneur, de ses sous-traitants et fournisseurs, et tout autre personne à tous niveaux, dans l'exécution des travaux.
- 3) Pour l'application de l'alinéa 2) de la CG1.6, le terme « activités » signifie toute activité exécutée de manière fautive, toute omission relativement à une activité et tout retard dans l'exécution d'une activité.

CG1.7 INDEMNISATION PAR LE CANADA

- 1) Le Canada, sous réserve des dispositions de la [Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif](#), de la [Loi sur les brevets](#) et de toutes les autres lois touchant ses droits, pouvoirs, privilèges ou obligations, tient indemne et à couvert l'entrepreneur de toutes réclamations, demandes d'indemnités, pertes, coûts, dommages, actions en justice, poursuites ou procédures découlant de ses activités en vertu du contrat et attribuables directement à:
 - (a) une lacune ou à un vice, réel ou allégué, dans les droits du Canada concernant le chantier s'il en est le propriétaire;
 - (b) une contrefaçon ou à une prétendue contrefaçon par l'entrepreneur de tout brevet d'invention ou de toute autre forme de propriété intellectuelle dans l'exécution de toute activité aux fins du contrat, ce qui comprend l'utilisation d'un modèle, d'un plan, d'un dessin ou de toute autre chose fournis par le Canada à l'entrepreneur dans le cadre des travaux.

CG1.8 LOIS, PERMIS ET TAXES

- 1) L'entrepreneur observe toutes les dispositions législatives et réglementaires applicables à l'exécution des travaux ou toute partie de ceux-ci qu'elles soient fédérales, provinciales ou municipales, y compris, sans nécessairement s'y limiter, toute loi se rapportant à la santé et aux Conditions de travail et à la protection de l'environnement; il doit exiger que tous ses sous-traitants et fournisseurs, à tous les niveaux, en fassent autant comme si les travaux étaient exécutés pour un maître de l'ouvrage distinct du Canada. L'entrepreneur doit fournir au Canada la preuve confirmant que ces lois et règlements sont respectés à tout moment où le Canada lui adresse une demande à cet effet.
- 2) Sauf indication contraire dans le contrat, l'entrepreneur obtient et maintient en vigueur tous les permis, certificats, licences, enregistrements et autorisations nécessaires pour exécuter les travaux conformément à la loi.
- 3) Avant le début des travaux, l'entrepreneur dépose auprès de l'administration municipale, un montant égal à l'ensemble des droits et des frais qui, en vertu de la loi, seraient payables à cette administration municipale pour les permis de construction, comme si les travaux étaient exécutés pour un maître de l'ouvrage distinct du Canada..
- 4) Dans les 10 jours qui suivent l'offre mentionnée à l'alinéa 3) de la CG1.8, l'entrepreneur avise le Canada du montant qu'il a déposé auprès de l'administration municipale et précise si ce dépôt fut accepté ou non.
- 5) Si l'administration municipale n'accepte pas le montant déposé, l'entrepreneur verse cette somme au Canada dans les 6 jours suivant l'expiration du délai fixé à l'alinéa 4) de la CG1.8.
- 6) Pour l'application de la présente clause, l'expression « *administration municipale* » signifie une administration qui aurait compétence pour autoriser la construction de l'ouvrage si le propriétaire n'en était pas le Canada.

-
- 7) Nonobstant le lieu de résidence de l'entrepreneur, l'entrepreneur verse toute taxe applicable découlant de l'exécution des travaux visés par le contrat.
 - 8) Conformément à la déclaration statutaire visée à l'alinéa 4) de la CG5.5, « Achèvement substantiel des travaux », l'entrepreneur dont ni le lieu de résidence ni la place d'affaires n'est dans la province où sont effectués les travaux visés par le contrat, fourni au Canada une preuve d'enregistrement auprès des autorités provinciales responsables de la taxe de vente dans ladite province.
 - 9) Pour le paiement des taxes applicables ou pour le dépôt de la garantie du paiement des taxes applicables découlant directement ou indirectement de l'exécution des travaux, et nonobstant la clause stipulant que si l'ensemble des matériaux, de l'outillage et des droits sur tous les biens immobiliers, permis, pouvoirs et privilèges appartiennent au Canada après que ce dernier les ait acquis, conformément à la CG3.10, « Matériaux, outillage et biens immobiliers devenus propriété du Canada », l'entrepreneur assume la responsabilité, à titre d'utilisateur ou de consommateur, la responsabilité du paiement des taxes applicables et du dépôt de garantie pour le paiement desdites taxes applicables, durant la période pendant laquelle il utilise ou consomme ces matériaux, outillage et droits conformément aux lois pertinentes.
 - 10) Les ministères et organismes fédéraux doivent payer les taxes applicable.
 - 11) Les taxes applicables seront payées par le Canada conformément aux dispositions sur la présentation de demande paiement. Il revient à l'entrepreneur de facturer les taxes applicables selon le taux approprié, conformément aux lois en vigueur. L'entrepreneur accepte de remettre aux autorités fiscales appropriées les sommes acquittées ou exigibles au titre de taxes applicable.
 - 12) L'entrepreneur n'a pas droit aux exemptions fiscales dont jouit le Canada, comme pour le paiement des taxes de vente provinciales, sauf indication contraire de la loi. L'entrepreneur doit payer la taxe de vente provinciale, les taxes accessoires et toute taxe à la consommation qui s'appliquent sur les biens ou services taxables utilisés ou consommés dans le cadre de l'exécution du contrat (conformément aux lois en vigueur), y compris les matériaux incorporés dans des biens immobiliers.
 - 13) Dans les cas où les taxes applicables, les droits de douane et les taxes d'accise sont compris dans le montant du contrat, ce dernier sera ajusté afin de tenir compte de toute augmentation ou diminution des taxes applicables, droits de douane et taxes d'accise qui se sera produite entre la présentation de la soumission et l'attribution du contrat. Toutefois, il n'y aura pas d'ajustement relatif à toute modification pour augmenter le montant du contrat si un avis public assez détaillé de la modification a été donné avant la date de clôture de la soumission qui aurait pu permettre à l'entrepreneur de calculer les effets de cette modification.
 - 14) Retenue d'impôt de 15 p. 100 – Agence du revenu du Canada
En vertu de la [Loi de l'impôt sur le revenu](#), 1985, ch. 1 (5e suppl.) et le [Règlement de l'impôt sur le revenu](#), le Canada doit retenir 15 p. 100 du montant à payer à l'entrepreneur pour des services rendus au Canada si l'entrepreneur n'est pas un résident du Canada, à moins que ce dernier obtienne une exonération valide de l'Agence du revenu du Canada. Le montant retenu sera conservé dans un compte pour l'entrepreneur pour tout impôt à payer exigible par le Canada.

CG1.9 INDEMNISATION DES TRAVAILLEURS

- 1) Avant le début des travaux, de même qu'à la date de l'achèvement substantiel des travaux et avant la délivrance du certificat d'achèvement, l'entrepreneur dépose des pièces justificatives confirmant qu'il respecte les lois sur l'indemnisation des travailleurs applicables sur les lieux des travaux, et notamment qu'il a acquitté les sommes exigibles à ce titre.
- 2) En tout temps pendant la durée du contrat, à la demande du Canada, l'entrepreneur dépose les pièces justificatives démontrant qu'il respecte lesdites lois et qu'il en est de même de ses sous-traitants et de toutes autres personnes à quelque niveau et de toutes personnes participant à l'exécution des travaux qui sont assujetties aux dites lois.

CG1.10 SÉCURITÉ NATIONALE

- 1) Si le Canada est d'avis que les travaux sont de nature à mettre en cause la sécurité nationale, il peut ordonner à l'entrepreneur
 - (a) de lui fournir tout renseignement sur les personnes embauchées ou à embaucher par l'entrepreneur aux fins du contrat; et
 - (b) de retirer de l'emplacement des travaux toute personne dont l'emploi peut en l'occurrence, de l'avis du Canada, comporter un risque pour la sécurité nationale; etL'entrepreneur doit s'y conformer.
- 2) Les contrats que l'entrepreneur pourra conclure avec les personnes qui seront affectées à l'exécution des travaux, doivent contenir des dispositions qui lui permettront de s'acquitter de toute obligation qui lui incombent en vertu de l'alinéa 1) de la CG1.10.

CG1.11 TRAVAILLEURS INAPTES

- 1) Le Canada ordonnera à l'entrepreneur de retirer de l'emplacement des travaux toute personne engagée par ce dernier aux fins de l'exécution du contrat qui, de l'avis du Canada, est incompétente ou s'est conduite de façon malveillante, et l'entrepreneur doit interdire l'accès à l'emplacement des travaux à toute personne ayant ainsi été retirée.

CG1.12 CÉRÉMONIES PUBLIQUES ET ENSEIGNES

- 1) L'entrepreneur ne permet pas de cérémonies publiques relativement aux travaux sans le consentement préalable du Canada.
- 2) L'entrepreneur n'érige ou ne permet l'érection d'enseignes ou de panneaux publicitaires sur les travaux ou à l'emplacement des travaux sans le consentement préalable du Canada.

CG1.13 CONFLIT D'INTÉRÊTS

- 1) Il est entendu qu'une personne assujettie aux dispositions relatives à l'après-mandat du Code régissant la conduite des titulaires de charge publique concernant les conflits d'intérêts et l'après-mandat ou du Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique ne peut bénéficier directement du présent contrat, à moins que cette personne ne respecte les dispositions applicables concernant l'après-mandat.

CG1.14 CONVENTIONS ET MODIFICATIONS

- 1) Le contrat constitue l'intégralité des conventions conclues entre les parties en ce qui a trait à son objet et annule et remplace toutes négociations, communications et autres conventions antérieures s'y rapportant, qu'elles aient été écrites ou verbales, sauf si elles sont intégrées par renvoi. Aucune modalité, condition, déclaration, affirmation ou clause autres que celles énoncées au contrat ne lient les parties.
- 2) Le défaut de l'une ou l'autre des parties d'exiger, à quelque moment, que l'autre partie se conforme à une clause du contrat n'aura pour effet d'empêcher qu'elle puisse exiger l'exécution de cette clause ultérieurement; de même, la renonciation par l'une ou l'autre des parties à invoquer le manquement de l'autre partie à une clause, terme ou condition du contrat ne sera pas réputée constituer une renonciation à son droit d'opposer tout manquement ultérieur à cette même clause, terme ou condition.
- 3) Le contrat pourra être modifié uniquement en conformité des modalités qui y sont prévues.

CG1.15 SUCCESSION

- 1) Le contrat est au bénéfice des parties au contrat, de même qu'à celui de leurs héritiers légaux, exécuteurs testamentaires, administrateurs, successeurs et, sous réserve de la CG1.16, « Cession », au bénéfice de leurs ayants droit, qui sont tous par ailleurs liés par ses dispositions.

CG1.16 CESSION

- 1) L'entrepreneur ne peut céder le contrat, en totalité ou en partie, sans le consentement écrit du Canada.

CG1.17 POTS-DE-VIN

- 1) L'entrepreneur déclare aux fins des présentes qu'aucun pot-de-vin, présent, bénéfice ou autre avantage n'a été ni sera consenti, promis ou offert, directement ou indirectement, à un représentant ou à un employé du Canada ni à un membre de sa famille, en vue d'exercer une influence sur la conclusion ou la gestion du contrat.

CG1.18 ATTESTATION - HONORAIRES CONDITIONNELS

- 1) À la présente
 - a. « honoraires conditionnels » signifie tout paiement ou autre forme de rémunération, qui est subordonné au degré de succès ou calculé en fonction du degré de succès obtenu en rapport à l'obtention d'un contrat gouvernemental, à la négociation d'une partie ou de la totalité des conditions de ce contrat ou à toute demande ou démarche reliée à ce contrat;
 - b. « employé(e) » signifie toute personne avec qui l'entrepreneur a une relation d'employeur à employé
 - c. « personne » comprend un particulier ou un groupe, une corporation, une société, une organisation et une association et, sans limiter la portée générale de ce qui précède, tout particulier qui est tenu de fournir au directeur une déclaration en vertu de l'article 5 de la Loi sur le lobbying, L.R. 1985, ch. 44 (4e suppl.) et de toute modification qui pourrait lui être apportée de temps à autre.
- 2) L'entrepreneur atteste qu'il n'a pas versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et s'engage à ne pas verser, directement ni indirectement, des honoraires conditionnels en rapport à la négociation ou à l'obtention du présent contrat ou en rapport à toute demande ou démarche reliée au présent contrat, à aucune personne autre qu'un employé agissant dans l'exécution normale de ses fonctions.
- 3) Tous les comptes et documents concernant le versement d'honoraires ou de toute autre rémunération reliés à la sollicitation, l'obtention ou la négociation du contrat, sont assujettis aux dispositions du contrat portant sur les comptes et la vérification.
- 4) Si l'entrepreneur fait une fausse déclaration aux termes de la présente section ou ne respecte pas les obligations précisées dans le présent document, le Canada peut soit retirer à l'entrepreneur les travaux qui lui ont été confiés conformément aux dispositions du contrat, soit recouvrer, de l'entrepreneur, par une réduction du prix du contrat ou autrement, le montant total des honoraires conditionnels.

CG1.19 SANCTIONS INTERNATIONALES

- 1) Les personnes au Canada, et les Canadiens à l'étranger, sont liées par les sanctions économiques imposées par le Canada. En conséquence, le gouvernement du Canada ne peut accepter la livraison d'aucun bien ou service provenant, directement ou indirectement, d'un ou plusieurs pays assujettis aux [sanctions économiques](#)

- 2) Une condition essentielle de ce contrat est que l'entrepreneur ne fournisse pas au gouvernement canadien un bien ou un service assujéti aux sanctions économiques.
- 3) Tel que prescrit par le règlement en vigueur, l'entrepreneur respecte tout changement apporté aux sanctions imposées durant la période du contrat. Lors de l'exécution du contrat, si l'imposition de sanctions contre un pays ou une personne ou l'ajout d'un bien ou service à la liste des biens et services empêche l'entrepreneur de satisfaire la totalité ou une partie de ses obligations, l'entrepreneur peut demander que le contrat soit terminé conformément à la CG7.3, « Résiliation du contrat ».

CG1.20 Disposition relatives à l'intégrité – contrat

1) Déclaration

- a. L'entrepreneur doit se conformer au [Code de conduite pour l'approvisionnement](#) et aux modalités des présentes dispositions relatives à l'intégrité.
- b. L'entrepreneur atteste comprendre que les condamnations pour certaines infractions, une fausse déclaration dans sa soumission, une fausse déclaration en vertu du contrat ou le défaut de tenir à jour les renseignements demandés peuvent donner lieu à une résiliation du contrat pour manquement. Si l'entrepreneur ou l'un de ses affiliés ne demeurent pas libres et quittes des condamnations et des absolutions conditionnelles ou inconditionnelles précisées dans les présentes dispositions relatives à l'intégrité pendant la période du contrat, le Canada peut, après une période de préavis, résilier le contrat pour manquement. L'entrepreneur reconnaît qu'une résiliation pour manquement ne restreint pas le droit du Canada d'exercer contre lui tout autre recours à sa disposition, et il convient de remettre immédiatement les paiements anticipés versés.

2) Liste de noms

L'entrepreneur doit immédiatement informer le Canada par écrit si des changements ont une incidence sur la liste des noms des administrateurs et des propriétaires pendant la durée du contrat.

3) Vérification des renseignements

L'entrepreneur atteste être informé que ses affiliés et lui-même savent que le Canada peut vérifier en tout temps pendant la durée du contrat les renseignements qu'il fournit, notamment les renseignements sur les actes, les condamnations et les absolutions conditionnelles ou inconditionnelles précisés dans les présentes dispositions relatives à l'intégrité. Le Canada pourra demander d'autres renseignements, validations d'un tiers qualifié, formulaires de consentement et autres éléments prouvant son identité et son admissibilité à conclure un contrat avec le Canada.

4) Loi sur le lobbying

L'entrepreneur atteste que ni lui ni ses affiliés n'ont versé ou convenu de verser, directement ou indirectement, ni ne verseront à quiconque, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels pour la sollicitation, la négociation ou l'obtention du contrat si le versement des honoraires requiert que la personne présente une déclaration en vertu de l'article 5 de la [Loi sur le lobbying](#).

5) Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale

- a. L'entrepreneur atteste que ni lui ni ses affiliés n'ont été déclarés coupable d'une infraction ou n'ont plaidé coupable à une infraction en vertu des dispositions suivantes, laquelle infraction entraînerait une incapacité légale en vertu du paragraphe 750(3) du [Code criminel](#), et qu'ils n'ont pas reçu de pardon ou obtenu d'absolution comme décrit au paragraphe Pardons accordés par le Canada :
 - i. l'alinéa 80(1)d (*Fausse inscription, faux certificat ou faux rapport*), le paragraphe 80(2) (*Fraude commise au détriment de Sa Majesté*) ou l'article 154.01 (*Fraude commise au détriment de Sa Majesté*) de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), ou
 - ii. l'article 121 (*Fraudes envers le gouvernement et Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale*), l'article 124 (*Achat ou vente d'une charge*), l'article 380 (*Fraude*) pour fraude commise au détriment de Sa Majesté ou l'article 418 (*Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté*), du [Code criminel](#), ou

- b. L'entrepreneur n'a pas été déclaré coupable d'une infraction ou n'a pas plaidé coupable à une infraction visée par les dispositions décrites à l'alinéa a) et qu'il n'a pas ordonné, influencé ou autorisé les actes ou les omissions, et qu'il n'y a pas acquiescé, consenti ou participé, qui rendrait l'affilié inadmissible à l'obtention d'un contrat en vertu de l'alinéa a).

6) Infractions commises au Canada

L'entrepreneur atteste :

- a. que lui-même et ses affiliés n'ont pas, au cours des trois dernières années précédant la date d'attribution du contrat, été déclarés coupable et n'ont pas plaidé coupable concernant une infraction en vertu d'une des dispositions suivantes, pour laquelle ils deviendraient inadmissibles à l'obtention d'un contrat en vertu des présentes dispositions relatives à l'intégrité, et pour laquelle ils n'ont pas reçu de pardon ou obtenu une absolution comme décrit au paragraphe Pardons accordés par le Canada :
- i. l'article 119 (*Corruption de fonctionnaires judiciaires, etc.*), l'article 120 (*Corruption de fonctionnaires*), l'article 346 (*Extorsion*), les articles 366 à 368 (*Faux et infractions similaires*), l'article 382 (*Manipulations frauduleuses d'opérations boursières*), l'article 382.1 (*Délit d'initié*), l'article 397 (*Falsification de livres et documents*), l'article 422 (*Violation criminelle de contrat*), l'article 426 (*Commissions secrètes*), l'article 462.31 (*Recyclage des produits de la criminalité*) ou les articles 467.11 à 467.13 (*Participation aux activités d'une organisation criminelle*) du [Code criminel](#), ou
 - ii. l'article 45 (*Complot, accord ou arrangement entre concurrents*), l'article 46 (*Directives étrangères*), l'article 47 (*Truquage des offres*), l'article 49 (*Accords bancaires fixant les intérêts, etc.*), l'article 52 (*Indications fausses ou trompeuses*), l'article 53 (*Documentation trompeuse*) de la [Loi sur la concurrence](#), ou
 - iii. l'article 239 (*Déclarations fausses ou trompeuses*) de la [Loi de l'impôt sur le revenu](#), ou
 - iv. l'article 327 (*Déclarations fausses ou trompeuses*) de la [Loi sur la taxe d'accise](#), ou
 - v. l'article 3 (*Corruption d'un agent public étranger*), l'article 4 (*Comptabilité*), ou l'article 5 (*Infraction commise à l'étranger*) de la [Loi sur la corruption d'agents publics étrangers](#), ou
 - vi. l'article 5 (*Trafic de substances*), l'article 6 (*Importation et exportation*), ou l'article 7 (*Production de substances*) de la [Loi réglementant certaines drogues et autres substances](#), ou
- b. qu'il n'a pas été déclaré coupable d'une infraction ou n'a pas plaidé coupable à une infraction visée par les dispositions décrites à l'alinéa a) et qu'il n'a pas dirigé, influencé ou autorisé les actes ou les omissions, et qu'il n'y a pas acquiescé, consenti ou participé, qui rendrait l'affilié inadmissible à l'obtention d'un contrat.

7) Infractions commises à l'étranger

L'entrepreneur atteste :

- a. que lui-même et ses affiliés n'ont pas, au cours des trois dernières années à partir de la date d'attribution du contrat, été déclarés coupable d'une infraction ou n'ont pas plaidé coupable à une infraction dans une juridiction autre que celle du Canada, qui, de l'avis du Canada, est similaire à une infraction traitée aux paragraphes Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale et Infractions commises au Canada, et qui les rendrait inadmissibles à l'obtention d'un contrat conformément aux présentes dispositions relatives à l'intégrité, et pour laquelle ils n'ont pas reçu de pardon ou d'absolution comme décrit au paragraphe Pardons accordés par un gouvernement étranger :
- i. la cour devant laquelle l'entrepreneur ou ses affiliés se sont présentés agit dans les limites de ses pouvoirs;
 - ii. l'entrepreneur ou ses affiliés ont participé aux procédures judiciaires ou se sont assujettis à la compétence de la cour;
 - iii. la décision de la cour ne résulte pas d'une fraude; et

- iv. l'entrepreneur ou ses affiliés ont eu droit de présenter à la cour toute défense à laquelle l'entrepreneur ou ses affiliés auraient eu le droit de présenter si les procédures judiciaires s'étaient déroulées au Canada; ou

- b. qu'il n'a pas été déclaré coupable d'une infraction ou n'a pas plaidé coupable à une infraction visée par les dispositions décrites à l'alinéa a) et atteste ne pas avoir ordonné, influencé ou autorisé les actes ou les omissions, et qu'il n'y a pas acquiescé, consenti ou participé, qui rendrait l'affilié inadmissible à obtenir un contrat, comme décrit à l'alinéa a).

8) Inadmissibilité à l'obtention d'un contrat auprès du Canada

- a. L'entrepreneur atteste comprendre que s'il a été déclaré coupable de certaines infractions après l'obtention d'un contrat, comme il est décrit aux paragraphes Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale, Infractions commises au Canada et Infractions commises à l'étranger, il sera inadmissible à l'obtention d'un contrat auprès du Canada. Si, après l'obtention d'un contrat, l'entrepreneur devient inadmissible à l'attribution du contrat, le Canada peut, à la suite d'une période d'avis, déclarer l'entrepreneur inadmissible et, dans la mesure où un contrat a été attribué,

- i. résilier le contrat par défaut, ou
- ii. exiger qu'une entente administrative soit conclue entre l'entrepreneur et le ministre de TPSG sur les modalités et conditions qui sont nécessaires afin de protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement.

- b. L'entrepreneur atteste comprendre que si tout affilié de l'entrepreneur a été déclaré coupable de certaines infractions, comme il est décrit aux paragraphes Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale, Infractions commises au Canada et Infractions commises à l'étranger, l'affilié sera inadmissible à l'obtention d'un contrat auprès du Canada. Si, après l'obtention d'un contrat, un affilié de l'entrepreneur devient inadmissible à l'attribution d'un contrat auprès du Canada, le Canada peut, à la suite d'une période d'avis, déclarer l'entrepreneur inadmissible et, dans la mesure où un contrat a été attribué,

- i. résilier le contrat par défaut si, selon le Canada, il est prouvé que l'entrepreneur a ordonné, influencé ou autorisé certains actes, omissions ou infractions qui rendent l'affilié inadmissible ou qu'il y a acquiescé, consenti ou participé, ou
- ii. exiger qu'une entente administrative soit conclue entre l'entrepreneur et le ministre de TPSG sur les modalités et conditions qui sont nécessaires afin de protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement.

- c. L'entrepreneur atteste comprendre que, lorsqu'il est déclaré inadmissible à l'obtention d'un contrat avec le Canada conformément à la *Politique d'inadmissibilité et de suspension*, il est également inadmissible à l'obtention d'un contrat avec le Canada aux termes des présentes dispositions relatives à l'intégrité pendant toute la période déterminée par la ministre de TPSG. Lorsque l'entrepreneur a été déclaré inadmissible en vertu de la *Politique d'inadmissibilité et de suspension* après l'attribution du contrat, le Canada peut, après une période de préavis :

- i. résilier le contrat pour manquement; ou
- ii. exiger qu'une entente administrative soit conclue entre l'entrepreneur et le ministre de TPSG afin d'établir les modalités nécessaires pour protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement.

- d. L'entrepreneur atteste comprendre que, lorsque ses affiliés ou lui-même ont été tenus responsables de violations en vertu du paragraphe Loi sur le lobbying, il est inadmissible à l'obtention d'un contrat avec le Canada aux termes des présentes dispositions relatives à l'intégrité pendant toute la période déterminée par le ministre de TPSG. Lorsque l'entrepreneur a été déclaré inadmissible en vertu de la *Politique d'inadmissibilité et de suspension* après l'attribution du contrat, le Canada peut, après une période de préavis :

- i. résilier le contrat pour manquement; ou

- ii. exiger qu'une entente administrative soit conclue entre l'entrepreneur et le ministre de TPSG afin d'établir les modalités nécessaires pour protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement.

9) Déclaration des infractions commises

L'entrepreneur comprend qu'il a l'obligation continue de déclarer immédiatement au Canada toute déclaration de culpabilité à la suite d'une infraction indiquée aux paragraphes Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale, Infractions commises au Canada et Infractions commises à l'étranger.

10) Période d'inadmissibilité

Les règles suivantes déterminent la période pendant laquelle l'entrepreneur, ou un affilié de l'entrepreneur, ayant été déclaré coupable de certaines infractions est inadmissible à conclure un contrat avec le Canada :

- a. Pour toute infraction citée au paragraphe Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale pour laquelle l'entrepreneur, ou un affilié de l'entrepreneur, a plaidé coupable ou a été déclaré coupable, la période d'inadmissibilité à l'obtention d'un contrat est indéfinie, sujet au paragraphe Pardons accordés par le Canada.
- b. Assujetti à une entente administrative, pour toute infraction citée aux paragraphes Infractions commises au Canada et Infractions commises à l'étranger pour laquelle l'entrepreneur, ou un affilié de l'entrepreneur, a plaidé coupable ou a été déclaré coupable, selon le cas, au cours des trois dernières années, la période d'inadmissibilité est de dix ans à partir de la date de détermination par le ministre de TPSG, sujet aux paragraphes Pardons accordés par le Canada et Pardons accordés par un gouvernement étranger.
- c. Assujetti à une entente administrative, pour toute question de violation indiquée au paragraphe Loi sur le lobbying pour laquelle l'entrepreneur, ou un affilié de l'entrepreneur, a été tenu responsable, au cours des trois dernières années, la période d'inadmissibilité est de dix ans à partir de la date de détermination par le ministre de TPSG.

11) Pardons accordés par le Canada

En vertu des présentes dispositions relatives à l'intégrité, le ministre de TPSG ne rendra ni ne maintiendra une décision concernant l'inadmissibilité à conclure un contrat avec le Canada relativement à une infraction ou à un acte qui donne lieu ou pourrait donner lieu à une détermination d'inadmissibilité, si l'entrepreneur ou un affilié de l'entrepreneur :

- a. a obtenu une absolution inconditionnelle pour l'infraction, ou une absolution conditionnelle en ce qui a trait à l'infraction et que ces conditions ont été satisfaites;
- b. a obtenu un pardon en vertu de la prérogative royale de clémence que possède Sa Majesté;
- c. a obtenu un pardon en vertu de l'article 748 du [Code criminel](#);
- d. a reçu un avis de suspension dans le cadre de la [Loi sur le casier judiciaire](#);
- e. a obtenu un pardon en vertu de la [Loi sur le casier judiciaire](#) – dans sa version antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 165 [Loi sur la sécurité des rues et des communautés](#).

12) Pardons accordés par un gouvernement étranger

La détermination d'inadmissibilité à l'obtention de contrats avec le Canada ne peut être faite ou maintenue, selon le cas, par le ministre de TPSG à l'égard des questions mentionnées au paragraphe Infractions commises à l'étranger et par rapport à une infraction ou à un acte qui a donné lieu ou donnera lieu à une détermination d'inadmissibilité, si l'entrepreneur ou l'un de ses affiliés a, en tout temps, bénéficié de mesures étrangères qui sont similaires aux pardons canadiens à la seule discrétion du Canada, d'absolutions inconditionnelles ou conditionnelles, de suspensions du casier ou de la restauration des capacités juridiques par le gouverneur en conseil.

13) Période d'inadmissibilité en raison du non-respect d'ententes administratives

L'entrepreneur atteste comprendre que, s'il a conclu une entente administrative et a enfreint l'une de ses modalités, le ministre de TPSG prolongera la période d'inadmissibilité d'une durée qu'il déterminera.

14) Obligations des sous-traitants

L'entrepreneur atteste comprendre que, dans la mesure où il s'appuie sur un ou des sous-traitants pour l'exécution du contrat, il ne devra pas conclure de contrat de sous-traitance avec une entreprise ayant été déclarée coupable, ou un affilié de cette entreprise ayant été déclaré coupable, de l'une des infractions citées aux paragraphes Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale, Infractions commises au Canada et infractions commises à

l'étranger, ou ayant plaidé coupable à l'une de ces infractions, selon le cas, et pour laquelle aucun pardon ou mesure équivalente n'a été accordé en vertu des paragraphes Pardons accordés par le Canada et Pardons accordés par un gouvernement étranger sans l'approbation écrite préalable du ministre de TPSG. Si l'entrepreneur a conclu un contrat avec un sous-traitant inadmissible pour lequel aucune approbation écrite préalable n'a été reçue par le Canada, le ministre de TPSG déclarera l'entrepreneur inadmissible à la passation de contrats avec le Canada pour une période de cinq ans.

CG2 ADMINISTRATION DU CONTRAT

CG2.1 POUVOIRS DU REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE

- 1) « *Responsable technique* » - il est reconnu comme étant le représentant du ministère et est nommé au moment de l'attribution du contrat; il exécute les tâches suivantes :
 - (a) il est chargé de toute question touchant les aspects techniques des travaux prévus dans le contrat;
 - (b) il est autorisé à diffuser des avis, des instructions et des modifications conformément à la portée des travaux liés au contrat;
 - (c) il accepte au nom du Canada tous avis, ordre ou autre communication de l'entrepreneur relativement aux travaux;
 - (d) dans un délai raisonnable, il doit examiner et donner suite aux documents déposés par l'entrepreneur conformément aux exigences du contrat.

Le responsable technique ne peut pas autoriser les changements à apporter aux modalités du contrat.

- 2) « *Autorité contractante* » – elle est reconnue comme étant la personne déléguée par le ministre de TPSGC pour conclure et modifier les contrats et chargée de toutes les questions touchant l'interprétation des modalités du contrat.
- 3) L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification aux modalités du contrat doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante.

CG2.2 INTERPRÉTATION DU CONTRAT

- 1) Dans l'éventualité où, avant l'émission du certificat d'achèvement, surgit toute question concernant le respect du contrat ou les mesures que l'entrepreneur doit adopter en vertu du contrat, et en particulier, sans limiter la portée générale de ce qui précède, concernant :
 - (a) la signification de quoi que ce soit dans les dessins et devis;
 - (b) l'interprétation du Manuel du projet en cas d'erreur, d'omission, d'ambiguïté ou de divergence dans leur texte ou leur intention;
 - (c) le respect des exigences du contrat quant à la quantité ou la qualité des matériaux ou du travail que l'entrepreneur fournit ou se propose de fournir;
 - (d) la suffisance de la main-d'œuvre, de l'outillage ou des matériaux que l'entrepreneur fournit pour la réalisation des travaux et du contrat, afin d'assurer l'exécution des travaux suivant le contrat et pour l'exécution du contrat conformément à ses dispositions;
 - (e) la quantité de tout genre de travaux exécutés par l'entrepreneur; ou

- (f) l'échéancier et la programmation des diverses phases de l'exécution des travaux, tel que spécifié au contrat;

Cette question est tranchée par le Canada, sous réserve des dispositions de la CG8, « Règlement des différends ».

- 2) L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément aux décisions adoptées par le Canada en vertu du paragraphe 1) de la clause CG2.2 et conformément à toute directive du Canada qui en découle.
- 3) Si l'entrepreneur ne respecte pas les instructions ou les directives données par le Canada conformément au contrat, le Canada peut recourir aux méthodes qu'il juge pertinentes pour exécuter ce que l'entrepreneur a omis d'exécuter, et l'entrepreneur, sur demande, verse au Canada une somme égale à l'ensemble des coûts, frais et dommages encourus ou subis par le Canada en raison du défaut de l'entrepreneur de respecter ces instructions ou directives, y compris les frais découlant des méthodes employées par le Canada pour corriger les omissions de l'entrepreneur.

CG2.3 AVIS

- 1) Sous réserve de l'alinéa 3) de la CG2.3, tout avis, ordre ou autre communication peut être donné de quelque manière que ce soit et, s'il doit l'être par écrit, être adressé au destinataire, à l'adresse indiquée dans le contrat ou à la dernière adresse en provenance de laquelle l'expéditeur a reçu un avis écrit en application de cet alinéa.
- 2) Tout avis, ordre ou autre communication, donné conformément à l'alinéa 1) de la CG2.3 est réputé avoir été reçu par l'une ou l'autre des parties
 - (a) le jour où il a été livré, s'il lui a été livré personnellement;
 - (b) le jour de sa réception ou le sixième jour après son envoi par la poste, selon la première de ces deux dates, s'il lui a été envoyé par la poste
 - (c) dans les vingt-quatre (24) heures suivant sa transmission, s'il a été envoyé par télécopieur ou courrier électronique.
3. Un avis donné en vertu de la CG7.1 « Reprise des travaux confiés à l'entrepreneur », de la CG7.2, « Suspension des travaux », et de la CG7.3, « Résiliation du contrat » doit l'être par écrit et, s'il est livré en mains propres, doit être remis à l'entrepreneur, s'il est constitué en société individuelle opérant sous une raison sociale, ou à un dirigeant de l'entrepreneur, s'il est constitué en société de personnes ou en société par actions.

CG2.4 RÉUNIONS DE CHANTIER

- 1) De concert avec le Canada, l'entrepreneur doit organiser des réunions de chantier à intervalles réguliers, avec toutes les parties impliquées, qui doivent y participer afin d'assurer, entre autres, la bonne coordination des travaux.

CG2.5 EXAMEN ET INSPECTION DES TRAVAUX

- 1) Le Canada doit examiner les travaux pour déterminer s'ils se déroulent conformément au contrat et pour enregistrer les données nécessaires afin de calculer la valeur des travaux exécutés. Le Canada doit mesurer et enregistrer les quantités de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux, utilisés ou fournis par l'entrepreneur dans l'exécution des travaux ou dans toute partie des travaux assujettis à une entente à prix unitaire, et doit faire connaître sur demande à l'entrepreneur le résultat de ces calculs, en plus de permettre à l'entrepreneur d'inspecter tous les registres s'y rapportant.
- 2) Le Canada doit rejeter les travaux ou les matériaux qui, à son avis, ne respectent pas les exigences du contrat, et doit exiger l'inspection ou la mise à l'essai des travaux, que ces travaux soient fabriqués, installés ou achevés ou non. Si ces travaux ne sont pas conformes à ces exigences, l'entrepreneur doit les corriger et verser au Canada,

sur demande, l'ensemble des coûts et des dépenses raisonnables engagés par le Canada pour faire effectuer cet examen.

- 3) L'entrepreneur doit permettre au Canada d'avoir accès aux travaux et à leur emplacement en tout temps, et doit toujours prévoir des installations suffisantes, sécuritaires et adéquates pour permettre à des personnes autorisées par le Canada et à des représentants des autorités compétentes d'examiner et d'inspecter les travaux. Si des parties des travaux sont en préparation ailleurs qu'à l'emplacement des travaux, le Canada doit avoir accès aux dits travaux pendant tout leur déroulement.
- 4) L'entrepreneur doit fournir au Canada les renseignements relatifs à l'exécution du contrat que le Canada peut exiger, et doit apporter toute l'aide possible en vue de permettre au Canada de s'assurer que les travaux sont exécutés conformément au contrat, d'accomplir toutes ses autres tâches et d'exercer tous les pouvoirs conformément au contrat.
- 5) Si, en vertu du contrat ou des directives du Canada ou en vertu des lois ou des ordonnances en vigueur à l'emplacement des travaux, les travaux doivent faire l'objet d'essais, d'inspections ou d'approbations, l'entrepreneur doit, dans un délai raisonnable, aviser le Canada de la date à laquelle les travaux seront prêts à être examinés et inspectés. Il appartient à l'entrepreneur d'organiser les inspections, les essais ou les approbations et d'envoyer au Canada un préavis raisonnable de l'heure et de la date auxquelles ils auront lieu.
- 6) Si des travaux qui doivent faire l'objet d'essais, d'inspections ou d'approbations sont recouverts par l'entrepreneur ou que ce dernier permet qu'ils soient ainsi recouverts avant que lesdits essais et lesdites inspections ou approbations soient réalisées, il doit, à la demande du Canada, découvrir ces travaux, veiller à ce que les inspections, les essais ou les approbations soient exécutés ou donnés d'une manière satisfaisante, et recouvrir ou faire recouvrir de nouveau les travaux à ses frais.

CG2.6 SURINTENDANT

- 1) Avant le début des travaux, l'entrepreneur désigne un surintendant et transmet au Canada, le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de ce surintendant. L'entrepreneur assigne le surintendant à l'emplacement des travaux pendant les heures de travail jusqu'à l'achèvement des travaux.
- 2) Le surintendant est entièrement responsable des opérations de l'entrepreneur pendant l'exécution des travaux et est autorisé à accepter, au nom de l'entrepreneur, les avis, ordres ou autres communications données au surintendant ou à l'entrepreneur relativement aux travaux.
- 3) À la demande du Canada, l'entrepreneur doit destituer un surintendant qui, de l'avis du Canada, est incompetent ou s'est conduit de manière malveillante et désigne aussitôt un autre surintendant à la satisfaction du Canada.
- 4) L'entrepreneur ne doit pas remplacer un surintendant sans le consentement écrit du Canada. Si un surintendant est remplacé sans ce consentement, le Canada peut refuser de délivrer les documents ou les certificats se rapportant aux paiements progressifs, à l'achèvement substantiel ou à l'achèvement des travaux jusqu'à ce que le surintendant ait été réintégré dans ses fonctions ou qu'un autre surintendant acceptable au Canada l'ait remplacé.

CG2.7 NON-DISCRIMINATION DANS L'EMBAUCHE ET L'EMPLOI DE LA MAIN-D'ŒUVRE

- 1) Pour l'application de la présente clause, on entend par « personnes » l'entrepreneur, ses sous-traitants et les fournisseurs à tous les niveaux, ainsi que leurs employés, mandataires, représentants autorisés ou invités et toutes les autres personnes intervenant dans l'exécution des travaux ou ayant accès au chantier. Ce terme désigne également les personnes morales comme les sociétés de personnes, les entreprises, les cabinets, les coentreprises, les consortiums et les sociétés par actions.
- 2) Sans restreindre les dispositions de l'alinéa 3) de la CG2.6, « Surintendant », l'entrepreneur ne doit refuser d'employer une personne ou d'exercer de quelque façon que ce soit des distinctions injustes à l'endroit d'une personne en raison

-
- (a) de la race, de l'origine nationale ou ethnique, de la couleur, de la religion, de l'âge, du sexe, de l'orientation sexuelle, de l'état matrimonial, de la situation de famille, de l'état de personne graciée ou d'une déficience de la personne;
- (b) de la race, de l'origine nationale ou ethnique, de la couleur, de la religion, de l'âge, du sexe, de l'orientation sexuelle, de l'état matrimonial, de la situation de famille, de l'état de personne graciée ou d'une déficience de toute personne ayant un lien avec elle
- (c) du fait que cette personne a porté plainte ou a fourni des renseignements ou parce qu'une plainte a été portée ou des renseignements ont été fournis en son nom relativement à toute prétendue omission de la part de l'entrepreneur de se conformer aux sous-alinéas a) ou b).
- 3) L'entrepreneur doit s'assurer que dans les 2 jours ouvrables suivant le dépôt d'une plainte écrite alléguant qu'on a contrevenu à l'alinéa 2) de la CG2.7, il
- (a) fait parvenir une directive écrite aux personnes désignées par le plaignant pour leur demander de mettre fin à toutes les activités justifiant la plainte;
- (b) transmet au Canada, par courrier recommandé ou par messenger, un exemplaire de la plainte
- 4) Dans les 24 heures suivant la réception d'une directive du Canada à cette fin, l'entrepreneur retire de l'emplacement et de l'exécution des travaux en vertu du contrat, toutes personnes qui, selon le Canada, contreviennent aux dispositions de l'alinéa 2) de la CG2.7.
- 5) Au plus tard 30 jours suivant la réception de la directive visée à l'alinéa 4) de la CG2.7, l'entrepreneur doit commencer à prendre les mesures nécessaires pour corriger l'infraction décrite dans cette directive.
- 6) Si une directive est émise conformément à l'alinéa 4) de la CG2.7, le Canada peut, selon le cas, retenir, à même les fonds à verser à l'entrepreneur, une somme représentant le total des coûts et du paiement visés à l'alinéa 8) de la CG2.7, ou exercer compensation conformément à la CG5.9, « Droit de compensation », à concurrence de ladite somme.
- 7) Si l'entrepreneur refuse de se conformer aux dispositions de l'alinéa 5) de la CG2.7, le Canada doit prendre les mesures nécessaires pour faire corriger l'infraction et calcule tous les frais supplémentaires engagés à ce titre par le Canada.
- 8) Le Canada peut dédommager directement le plaignant à même les sommes à verser à l'entrepreneur après avoir reçu, de la part du plaignant
- (a) une sentence arbitrale rendue conformément à la Loi sur l'arbitrage commercial L.R.. 1985, ch. 17 (2esupplément);
- (b) une décision écrite rendue en application de la Loi canadienne sur les droits de la personne, L.R. 1985, ch. H-6;
- (c) une décision écrite rendue en application des lois provinciales ou territoriales sur les droits de la personne; ou
- (d) un jugement prononcé par un tribunal compétent.
- 9) Si le Canada est d'avis que l'entrepreneur a contrevenu à l'une quelconque des dispositions de cette clause, le Canada peut retirer les travaux confiés à l'entrepreneur, conformément à la CG7.1, « Travaux retirés à l'entrepreneur ».

- 10) Sous réserve de l'alinéa 7) de la CG3.6, « Sous-traitance », l'entrepreneur doit s'assurer que les dispositions de cette clause sont reproduites dans toutes les conventions et dans tous les contrats conclus dans le cadre des travaux.

CG2.8 COMPTES ET VÉRIFICATIONS

- 1) L'entrepreneur, en plus de répondre aux exigences stipulées à l'alinéa 6) de la CG3.4, « Exécution des travaux », tient des registres complets pour les coûts estimatifs et réels des travaux, ainsi que tous appels d'offres, offres de prix, contrats, correspondances, factures, reçus et pièces justificatives s'y rapportant, et doit mettre ceux-ci à la disposition du Canada et du sous-receveur général du Canada ou des personnes appelées à intervenir en leur nom, sur demande pour fin de vérifications et inspections.
- 2) L'entrepreneur doit permettre à toutes les personnes visées à l'alinéa 1) de la CG2.8 de tirer des copies et de prélever des extraits des registres et des documents, et doit fournir à ces personnes ou entités l'information dont elles pourraient avoir besoin périodiquement eu égard à ces registres et documents.
- 3) L'entrepreneur doit s'assurer que les registres restent intacts jusqu'à l'expiration d'un délai de six (6) ans suivant la date à laquelle le certificat d'achèvement a été délivré ou jusqu'à l'expiration de tout autre délai que le Canada peut fixer.
- 4) L'entrepreneur doit obliger tous les sous-traitants à tous les niveaux et toutes les autres personnes contrôlées directement ou indirectement par lui ou qui lui sont affiliées, de même que toutes les personnes le contrôlant directement ou indirectement, à respecter les exigences de cette clause au même titre que lui.

CG3 EXÉCUTION ET CONTRÔLE DES TRAVAUX

CG3.1 CALENDRIER D'AVANCEMENT

- 1) L'entrepreneur doit:
 - (a) préparer et présenter au Canada, avant de déposer sa première réclamation progressive, un calendrier d'avancement conformément aux exigences du contrat;
 - (b) surveiller le déroulement des travaux par rapport à ce calendrier et le mettre à jour conformément aux modalités stipulées dans les documents contractuels;
 - (c) aviser le Canada de toutes les révisions à apporter au calendrier en raison d'une prolongation du délai d'exécution du contrat approuvée par le Canada; et
 - (d) préparer et présenter au Canada, à la date de délivrance du certificat d'achèvement substantiel, la mise à jour de tout calendrier indiquant clairement à la satisfaction du Canada, un échéancier détaillé des travaux inachevés et des travaux requis pour corriger toutes les déficiences énumérées.

CG3.2 ERREURS ET OMISSIONS

- 1) L'entrepreneur doit signaler au Canada avec diligence toutes erreurs, divergences ou omissions qu'il peut constater en examinant les documents contractuels. En exécutant cet examen, l'entrepreneur n'assume aucune responsabilité envers le Canada, résultant de l'exactitude de l'examen. L'entrepreneur n'assume aucune responsabilité pour les dommages ou les coûts résultant des erreurs, divergences ou omissions qu'il n'a pas relevés dans les documents contractuels préparés par le Canada ou en son nom.

CG3.3 SÉCURITÉ SUR LE CHANTIER

- 1) Sous réserve de la clause CG3.7 (Construction par d'autres entrepreneurs ou travailleurs), l'entrepreneur est seul responsable de la sécurité sur le chantier. Il doit adopter, appliquer et surveiller toutes les mesures de précaution

et tous les programmes de sécurité relativement à l'exécution des travaux. En cas d'urgence, l'entrepreneur doit soit arrêter les travaux, soit apporter des modifications, soit ordonner des travaux supplémentaires afin de s'assurer de la sécurité de la vie ainsi que de la protection des travaux et des biens avoisinants.

- 2) Avant le début des travaux, l'entrepreneur doit faire connaître aux administrations compétentes dans la sécurité du chantier la date prévue pour le début des travaux et leur fournir tous les renseignements supplémentaires qu'elles pourraient exiger.

CG3.4 EXÉCUTION DES TRAVAUX

- 1) L'entrepreneur doit exécuter, utiliser ou fournir et payer l'ensemble de la main-d'œuvre, de l'outillage, des matériaux, des outils, des machineries et équipements de construction, de l'eau, du chauffage, de l'éclairage, de l'énergie, du transport et des autres installations et services nécessaires à l'exécution des travaux conformément au contrat.
- 2) L'entrepreneur exécute en tout temps les travaux avec compétence, diligence et célérité, conformément aux normes de l'industrie de la construction et au calendrier d'avancement préparé conformément à la CG3.1, « Calendrier d'avancement » il fait en outre appel à des effectifs suffisants pour s'acquitter de ses obligations conformément à ce calendrier.
- 3) Sous réserve de l'alinéa 4) de la CG3.4, l'entrepreneur assure la surveillance, la garde et le contrôle des travaux et dirige et supervise les travaux de manière à respecter le contrat. L'entrepreneur est responsable des moyens, méthodes, techniques, séquences et procédures de construction et de la coordination des différentes parties des travaux.
- 4) Lorsque requis par écrit par le Canada, l'entrepreneur apporte les modifications appropriées aux méthodes, à l'outillage ou à la main-d'œuvre, chaque fois que le Canada juge que les activités de l'entrepreneur sont dangereuses ou que celles-ci ont un effet détériorant aux travaux ou aux installations existantes ou à l'environnement ou portent atteinte à la sécurité des personnes à l'emplacement des travaux.
- 5) L'entrepreneur est seul responsable de la conception, du montage, de l'opération, de l'entretien et de l'enlèvement des structures temporaires et des autres installations provisoires, ainsi que des méthodes de construction utilisées aux fins de les ériger, les opérer, les entretenir et les enlever. L'entrepreneur doit mobiliser et payer des ingénieurs professionnels compétents dans les disciplines visées pour assurer ces fonctions si la loi ou le contrat l'exige et dans tous les cas où, en raison de la nature de ces installations temporaires et de leurs méthodes de construction, il faut faire appel aux compétences d'ingénieurs professionnels afin de produire des résultats sécuritaires et satisfaisants.
- 6) L'entrepreneur doit conserver au moins un exemplaire des documents contractuels courants, des documents soumis, des rapports et comptes rendus de réunion de chantier, en bon état et rendre ceux-ci accessibles au Canada.
- 7) À l'exception des parties des travaux qui sont nécessairement exécutées hors de l'emplacement des travaux, l'entrepreneur doit confiner l'outillage, l'entreposage des matériaux et les opérations des employés aux limites prescrites par les lois, ordonnances, permis ou documents contractuels.

CG3.5 MATÉRIAUX

- 1) Sauf indication contraire dans le contrat, tous les matériaux intégrés dans les travaux doivent être neufs.
- 2) Sous réserve de l'alinéa 3) de la CG3.5, si un matériau spécifié comme étant réutilisé, remis en état ou recyclé n'est pas disponible, l'entrepreneur adresse au Canada une demande d'autorisation de le remplacer par un matériau comparable à celui spécifié.

-
- 3) Si de l'avis du Canada la demande de substitution d'un matériau réutilisé, remis en état ou recyclé est justifiée et que le matériau de remplacement est de qualité et de valeur satisfaisantes par rapport à celui qui est spécifié et est adéquat pour l'usage visé, le Canada peut approuver la substitution, sous réserve des conditions suivantes:
- (a) la demande de substitution doit être adressée par écrit au Canada et doit être justifiée par des renseignements présentés sous la forme de documentation du fabricant, d'échantillons et d'autres données qui peuvent être exigées par le Canada;
 - (b) la demande de substitution de l'entrepreneur ne devra pas nuire au calendrier d'avancement du contrat et devra être présentée dans un délai suffisamment éloigné de la date à laquelle il faut commander les matériaux;
 - (c) la substitution des matériaux n'est autorisée qu'avec l'approbation écrite préalable du Canada, et tous les matériaux substitués fournis ou installés sans cette approbation doivent être enlevés du chantier aux frais de l'entrepreneur, et les matériaux spécifiés doivent être installés sans frais additionnels pour le Canada;
 - (d) l'entrepreneur est responsable de tous les coûts additionnels encourus par le Canada, par lui-même et par ses sous-traitants et fournisseurs à tous les niveaux en résultat de l'utilisation de matériaux substitués.

CG3.6 SOUS-TRAITANCE

- 1) Sous réserve de la présente clause, l'entrepreneur peut sous-traiter une partie quelconque des travaux, mais non l'ensemble de ceux-ci.
- 2) L'entrepreneur doit aviser le Canada par écrit de son intention de confier des travaux en sous-traitance.
- 3) L'avis dont il est question à l'alinéa 2) de la CG3.6 doit préciser la partie des travaux que l'entrepreneur a l'intention de sous-traiter et l'identité du sous-traitant qu'il a l'intention de retenir.
- 4) Le Canada peut s'opposer, pour des motifs raisonnables, à la sous-traitance proposée, en avisant par écrit l'entrepreneur dans un délai de six jours suivant la réception par le Canada de l'avis indiqué à l'alinéa 2) de la CG3.6.
- 5) Si le Canada s'oppose à une sous-traitance, l'entrepreneur ne procède pas à la sous-traitance envisagée.
- 6) L'entrepreneur ne peut, sans le consentement écrit du Canada, remplacer ni permettre que soit remplacé un sous-traitant qu'il aura retenu conformément à la présente clause.
- 7) L'entrepreneur s'assure que toutes les modalités d'application générale du contrat sont incorporées dans tous les autres contrats conclus dans le cadre de ce contrat, à tous les niveaux, à l'exception des contrats attribués uniquement pour la fourniture d'outillage ou de matériaux..
- 8) Nul contrat entre le l'entrepreneur et un sous-traitant ou nul consentement du Canada à tel contrat ne sera interprété comme relevant l'entrepreneur de quelque obligation en vertu du contrat ou comme imposant quelque responsabilité au Canada.

CG3.7 CONSTRUCTION PAR D'AUTRES ENTREPRENEURS OU TRAVAILLEURS

- 1) Le Canada se réserve le droit d'affecter, à l'emplacement des travaux, d'autres entrepreneurs ou travailleurs, avec ou sans outillage et matériaux.
- 2) Lorsque d'autres entrepreneurs ou travailleurs sont affectés à l'emplacement des travaux, le Canada doit:
 - (a) conclure des contrats distincts, dans toute la mesure du possible, avec les autres entrepreneurs, selon des conditions contractuelles compatibles avec les conditions du contrat;

-
- (b) s'assurer que les assurances souscrites par les autres entrepreneurs s'harmonisent avec les assurances souscrites par l'entrepreneur en tenant compte de leur incidence sur les travaux
 - (c) prendre toutes les précautions raisonnables pour éviter les conflits de travail ou d'autres différends découlant des travaux des autres entrepreneurs ou travailleurs.
- 3) Lorsque d'autres entrepreneurs ou travailleurs sont affectés à l'emplacement des travaux, l'entrepreneur doit:
- (a) collaborer avec eux pour l'accomplissement de leurs tâches et dans l'exercice de leurs obligations;
 - (b) coordonner et programmer les travaux en fonction des travaux des autres entrepreneurs et travailleurs;
 - (c) participer, sur demande, avec les autres entrepreneurs et travailleurs, à l'examen de leur calendrier d'exécution;
 - (d) dans les cas où une partie des travaux est affectée par les travaux d'autres entrepreneurs ou travailleurs, ou dépend de leurs travaux pour sa bonne exécution et, avant d'exécuter cette partie des travaux, aviser rapidement et par écrit le Canada, de l'existence de toutes déficiences apparentes qui y sont relevées. Le défaut de l'entrepreneur de s'acquitter de cette obligation, aura pour effet d'invalider toutes les réclamations présentées contre le Canada en raison des déficiences des travaux des autres entrepreneurs ou travailleurs, sauf les déficiences qui ne peuvent être raisonnablement décelées
 - (e) lorsqu'en vertu des lois provinciales ou territoriales applicables, l'entrepreneur est reconnu comme étant responsable de la sécurité en construction à l'emplacement du travail, il doit assumer, conformément aux dites lois, les devoirs découlant de ce rôle.
- 4) Si, lors de la conclusion du contrat, l'entrepreneur ne pouvait raisonnablement prévoir que d'autres entrepreneurs ou travailleurs seraient affectés à l'emplacement des travaux, et à la condition que l'entrepreneur.
- (a) engage des frais supplémentaires pour respecter les exigences de l'alinéa 3) de la CG3.7;
 - (b) donne au Canada, par écrit, un avis de réclamation pour ces frais supplémentaires dans les 30 jours de la date à laquelle les autres entrepreneurs ou travailleurs ont été affectés à l'emplacement des travaux;

le Canada doit verser à l'entrepreneur les frais de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux supplémentaires, qui ont été rendus nécessaires et effectivement encourus, calculés conformément à la CG6.4, « Calcul du prix ».

CG3.8 MAIN D'ŒUVRE

- 1) Compte tenu des impératifs d'économie et de la nécessité d'exécuter avec diligence les travaux, l'entrepreneur emploie un nombre raisonnable de personnes ayant été en service actif dans les Forces armées canadiennes et qui en ont reçu une libération honorable dans la mesure où elles sont disponibles.
- 2) L'entrepreneur assure le bon ordre et la discipline parmi ses employés et les travailleurs affectés aux travaux et ne doit pas retenir les services de personnes qui ne sont pas compétentes pour les tâches à accomplir.

CG3.9 TAUX DE TRANSPORT PAR CAMION ANNULÉE.

CG3.10 MATÉRIAUX, OUTILLAGE ET BIENS IMMOBILIERS DEVENUS LA PROPRIÉTÉ DU CANADA

- 1) Sous réserve de l'alinéa 9) de la CG1.8, « Lois, permis et taxes », tous les matériaux et l'outillage ainsi que tout droit de l'entrepreneur sur tous les biens immobiliers, permis, pouvoirs et privilèges achetés, utilisés ou consommés par l'entrepreneur pour les travaux, appartiennent au Canada aux fins des travaux, dès leur acquisition, utilisation ou affectation et continue d'appartenir au Canada :

-
- (a) dans le cas des matériaux, jusqu'à ce que le Canada déclare qu'ils ne sont plus requis pour les travaux
- (b) dans le cas de l'outillage, des biens immobiliers, des permis, des pouvoirs et des privilèges, jusqu'à ce que le Canada déclare que le droit qui lui a été dévolu en l'espèce n'est plus requis pour les travaux.
- 2) Les matériaux ou l'outillage appartenant au Canada en vertu de l'alinéa 1) de la CG3.10 ne doivent pas, sans le consentement écrit du Canada, être enlevés de l'emplacement des travaux, ni être utilisés ou aliénés, sauf pour l'exécution des travaux.
- 3) Le Canada n'est pas responsable des pertes ou des dommages relatifs aux matériaux ou à l'outillage visés dans l'alinéa 1) de la CG3.10, quelle qu'en soit la cause; l'entrepreneur est responsable de toute perte ou tout dommage, que les matériaux ou outillage appartiennent au Canada.

CG3.11 TRAVAUX DÉFECTUEUX

- 1) L'entrepreneur enlève promptement de l'emplacement des travaux et remplace ou reprend l'exécution des travaux défectueux, que ces travaux aient été ou non intégrés dans les travaux et que les défauts soient attribuables ou non à un vice d'exécution, à l'utilisation de matériaux défectueux ou à des dommages causés par un autre acte, une omission ou la négligence de l'entrepreneur.
- 2) L'entrepreneur répare promptement à ses frais les autres travaux détruits ou endommagés par l'enlèvement ou la réfection des travaux défectueux.
- 3) Lorsque, de l'avis du Canada, il n'est pas pratique de corriger des travaux défectueux ou des travaux non exécutés selon les modalités prévues dans les documents contractuels, le Canada peut déduire, de la somme à verser normalement à l'entrepreneur, une somme équivalente à la différence entre la valeur des travaux exécutés et les travaux prévus dans les documents contractuels.
- 4) L'omission du Canada de rejeter des travaux ou des matériaux défectueux ne constitue pas pour autant une acceptation de ces travaux ou matériaux.

GC3.12 DÉBLAIEMENT DU CHANTIER

- 1) L'entrepreneur veille à ce que les travaux et leur emplacement restent en parfait état de propreté et évite d'y accumuler des rebuts et des débris.
- 2) Avant la délivrance du certificat d'achèvement substantiel, l'entrepreneur enlève les rebuts et les débris, de même que tout l'outillage et les matériaux non requis à l'exécution du reste des travaux et, sauf indication contraire dans les documents contractuels, fait en sorte que les travaux et leur emplacement soient propres et convenables pour l'occupation du Canada.
- 3) Avant la délivrance du certificat d'achèvement, l'entrepreneur doit retirer de l'emplacement de travaux, tout l'outillage et les matériaux excédentaires de même que tous les rebuts et débris.
- 4) Les obligations imposées à l'entrepreneur dans les alinéas 1) à 3) de la CG3.12 ne s'appliquent pas aux rebuts et aux autres débris laissés par les employés du Canada ou par les autres entrepreneurs et travailleurs visés dans la CG3.7, « Construction par d'autres entrepreneurs ou travailleurs ».

CG3.13 GARANTIE ET RECTIFICATION DES DÉFECTUOSITÉS DES TRAVAUX

- 1) Sans restreindre les garanties qui découlent expressément ou implicitement de la loi ou du contrat, l'entrepreneur doit, à ses frais
- (a) rectifier et corriger toute défectuosité ou tout vice qui se manifeste dans les travaux ou qui est signalé au Canada quant aux parties des travaux acceptées relativement au certificat d'achèvement substantiel dans les douze (12) mois suivant la date de l'achèvement substantiel des travaux;

-
- (b) rectifier et corriger toute défectuosité ou tout vice qui se manifeste dans les travaux ou qui est signalé au Canada quant aux parties des travaux décrites dans le certificat d'achèvement substantiel dans les douze (12) mois suivant la date du certificat d'achèvement.
 - (c) transférer et céder au Canada toute garantie prolongée d'un sous-traitant, fabricant ou fournisseur, ou les garanties implicites ou imposées par la loi ou reproduites dans le contrat et portant sur des durées supérieures au délai de douze (12) mois précisé ci-dessus. Les garanties prolongées ou les garanties visées dans les présentes ne doivent pas dépasser ce délai de douze (12) mois; en vertu de ces garanties, l'entrepreneur, sauf dans les cas prévus ailleurs dans le contrat, rectifie et corrige toute défectuosité ou tout vice qui se manifeste dans les travaux ou qui est signalé au Canada.
 - (d) remet au Canada, avant la délivrance du certificat d'achèvement, la liste de toutes les garanties prolongées et des garanties visées à l'alinéa c) ci-dessus.
- 2) Le Canada peut ordonner à l'entrepreneur de rectifier et réparer toute défectuosité ou tout vice prévu à l'alinéa 1) de la CG3.13 ou couvert par tout autre garantie implicite ou explicite; l'entrepreneur rectifie et répare toute défectuosité ou vice dans le délai précisé dans cet ordre.
 - 3) L'ordre mentionné à l'alinéa 2) de la CG3.13 doit être par écrit et doit signifié à l'entrepreneur conformément à la CG2.3, « Avis ».

CG4 MESURES DE PROTECTION

CG4.1 PROTECTION DES TRAVAUX ET DES BIENS

- 1) L'entrepreneur protège les travaux et le chantier contre toute perte ou tout dommage de quelque nature que ce soit et protège de même les matériaux, l'outillage et les biens immobiliers qui lui sont confiés et qui sont placés sous sa garde et son contrôle, qu'ils soient fournis ou non par le Canada à l'entrepreneur.
- 2) L'entrepreneur fournit toutes les installations nécessaires au maintien de la sécurité et aide toute personne autorisée par le Canada à inspecter les travaux et leur emplacement ou à prendre les mesures de sécurité qui s'imposent.
- 3) Le Canada peut ordonner à l'entrepreneur de prendre telles mesures et d'exécuter tels travaux qui de l'avis du Canada sont raisonnables et nécessaires afin d'assurer l'observation des alinéas 1) ou 2) de la CG4.1 ou afin de rectifier un manquement à ces dispositions; l'entrepreneur doit se conformer à cet ordre.

CG4.2 PRÉCAUTIONS CONTRE LES DOMMAGES, LES CONTREFAÇONS, LES INCENDIES ET LES AUTRES RISQUES

- 1) L'entrepreneur prend toutes les mesures nécessaires pour s'assurer
 - (a) que nulle personne n'est blessée, nul bien endommagé et nul droit, servitude ou privilège enfreint en raison de l'activité de l'entrepreneur dans le cadre de l'exécution des travaux;
 - (b) que la circulation piétonnière et autre sur tout chemin ou cours d'eau public ou privé n'est pas indûment entravée, interrompue ni rendue dangereuse par l'exécution ou l'existence des travaux ou de l'outillage;
 - (c) que les risques d'incendie dans les travaux ou à leur emplacement sont éliminés, et que tout incendie est rapidement maîtrisé;
 - (d) que la santé et la sécurité de toutes les personnes affectées à l'exécution des travaux ne soient pas menacées par les méthodes ou les moyens mis en œuvre;

- (e) que des services médicaux adéquats sont offerts en permanence, pendant l'exécution des travaux, à toutes les personnes affectées à ces travaux ou à leur emplacement;
 - (f) que des mesures sanitaires adéquates sont prises relativement aux travaux et à leur emplacement
 - (g) que l'ensemble des jalons, des bouées et des repères placés sur les travaux ou leur emplacement par le Canada ou sous son autorité sont protégés et ne sont pas enlevés, abîmés, modifiés ou détruits.
- 2) Le Canada peut ordonner à l'entrepreneur d'exercer les activités et d'exécuter les travaux que le Canada juge raisonnables et nécessaires pour assurer de respecter l'alinéa 1) de la CG4.2 ou pour remédier à un manquement à cet alinéa; l'entrepreneur doit se conformer à cet ordre.

CG4.3 MATÉRIAUX, OUTILLAGE ET BIENS IMMOBILIERS FOURNIS PAR LE CANADA

- 1) Sous réserve de l'alinéa 2) de la CG4.3, l'entrepreneur est responsable, envers le Canada de toute perte ou dommage aux matériaux, à l'outillage ou aux biens immobiliers que le Canada a fournis ou placés sous la garde et le contrôle de l'entrepreneur aux fins du contrat, que la perte ou le dommage soit attribuable ou non à des causes indépendantes de la volonté de l'entrepreneur.
- 2) L'entrepreneur n'est pas responsable, envers le Canada, de toute perte ou dommage aux matériaux, à l'outillage ou aux biens immobiliers visés à l'alinéa 1) de la CG4.3, si cette perte ou dommage est imputable et directement attribuable à l'usure normale.
- 3) L'entrepreneur ne doit utiliser les matériaux, l'outillage ou les biens immobiliers fournis par le Canada que pour l'exécution du contrat.
- 4) En cas de défaut de l'entrepreneur de rectifier, dans un délai raisonnable, les pertes ou les dommages dont il est responsable en vertu de l'alinéa 1), le Canada peut les faire rectifier aux frais de ce dernier, et l'entrepreneur assume la responsabilité de ces frais envers le Canada et paye à ce dernier, sur demande, une somme équivalente à ceux-ci.
- 5) L'entrepreneur tient des registres, que le Canada peut de temps à autre exiger, pour l'ensemble des matériaux, de l'outillage et des biens immobiliers fournis par le Canada et, lorsque le Canada l'exige, il établit à la satisfaction de ce dernier que les matériaux, l'outillage et les biens immobiliers sont à l'endroit et dans l'état dans lequel ils devraient être.

CG4.4 ÉTAT DE SITE CONTAMINÉ

- 1) Pour l'application de la CG4.4, il y a état de site contaminé lorsque des irritants ou contaminants solides, liquides, gazeux, thermiques ou radioactifs, ou d'autres substances ou matériaux dangereux ou toxiques, dont les moisissures et les autres formes de champignons, sont présents sur le chantier dans une quantité ou une concentration assez élevée pour constituer un danger, réel ou potentiel, pour l'environnement, les biens ou la santé et la sécurité de toute personne.
- 2) Si l'entrepreneur constate un état de site contaminé dont il n'avait pas connaissance ou qui ne lui avait pas été divulgué, ou s'il a des motifs raisonnables de croire à l'existence d'un état de site contaminé à l'emplacement des travaux, il doit
 - (a) prendre toutes les mesures raisonnables, y compris arrêter les travaux, afin d'éviter que cet état de site contaminé n'entraîne une blessure, une maladie ou un décès, ou encore la dégradation des biens ou de l'environnement
 - (b) aviser immédiatement le Canada de la situation, par écrit; et
 - (c) prendre toutes les mesures raisonnables pour réduire au minimum les coûts supplémentaires que pourrait entraîner tout arrêt des travaux.

- 3) Dès la réception de l'avis de l'entrepreneur, le Canada détermine rapidement s'il existe un état de site contaminé et indique par écrit, à l'entrepreneur, les mesures à prendre ou les travaux qu'il doit exécuter en raison de la décision du Canada.
- 4) Si le Canada juge nécessaire de retenir les services de l'entrepreneur, ce dernier doit suivre les directives du Canada en ce qui a trait à l'excavation, au traitement, à l'enlèvement et à l'élimination de toute substance ou tous matériaux polluants.
- 5) Le Canada peut en tout temps, à sa seule et entière discrétion, retenir les services d'experts et d'entrepreneurs spécialisés pour aider à établir l'existence et l'ampleur de la contamination et le traitement approprié des conditions du site contaminé; l'entrepreneur doit leur permettre l'accès aux lieux et collaborer avec eux à l'accomplissement de leurs tâches et obligations.
- 6) Sauf disposition contraire du contrat, les modalités de la CG6.4, « Calcul du prix », doivent s'appliquer à tous les travaux supplémentaires à effectuer à cause d'un état de site contaminé.

CG5 MODALITÉS DE PAIEMENT

CG5.1 INTERPRÉTATION

Dans les présentes modalités de paiement

- 1) La " période de paiement " signifie un intervalle de trente (30) jours consécutifs ou tout autre intervalle plus long convenu entre l'entrepreneur et le Canada.
- 2) Un montant est " dû et payable " lorsqu'il doit être versé à l'entrepreneur par le Canada conformément à la clause CG5.4 (PAIEMENT PROGRESSIF), à la clause CG5.5, (ACHÈVEMENT SUBSTANTIEL DES TRAVAUX) ou à la clause CG5.6 (ACHÈVEMENT DÉFINITIF);
- 3) Un montant est en souffrance lorsqu'il demeure impayé le premier jour suivant le jour où il est dû et payable.
- 4) La " date de paiement " signifie la date du titre négociable d'un montant dû et payable par le receveur général du Canada.
- 5) Le " taux d'escompte " signifie le taux d'intérêt fixé par la Banque du Canada, qui représente le taux minimum auquel elle consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements.
- 6) Le " taux d'escompte moyen " signifie la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur chaque jour, à 16 h, heure de l'Est, pour le mois civil immédiatement antérieur à la date de paiement.

CG5.2 MONTANT À VERSER

- 1) Sous réserve de toute autre disposition du contrat, le Canada verse à l'entrepreneur, aux dates et selon les modalités indiquées ci-après, le montant par lequel l'ensemble des montants dus par le Canada à l'entrepreneur conformément au contrat excède les montants dus par l'entrepreneur au Canada; et l'entrepreneur doit accepter ce montant en règlement de tout ce qu'il a fourni et fait relativement aux travaux auxquels le paiement se rapporte.
- 2) Dans tout paiement fait à l'entrepreneur, l'omission de déduire un montant qui est dû au Canada par l'entrepreneur ne peut constituer une renonciation à son droit de recevoir ce montant, ni une reconnaissance de l'absence d'un tel droit lors de tout paiement ultérieur à l'entrepreneur.
- 3) Advenant qu'un paiement soit versé en excédent de ce qui est dû à l'entrepreneur pour les travaux exécutés, l'entrepreneur remboursera immédiatement le trop-perçu au Canada, que ce dernier l'exige ou non, et tout

montant non réglé portera des intérêts simples au taux d'escompte moyen majoré de 3P. 100 par an à compter du premier jour du trop-perçu jusqu'au jour précédant le remboursement de l'entrepreneur.

- 4) Aucun paiement ne sera fait à l'entrepreneur autre qu'un paiement prévu expressément dans le contrat pour tous frais supplémentaires, pertes ou dommages engagés ou subis par l'entrepreneur.

CG5.3 AUGMENTATION OU DIMINUTION DES COÛTS

- 1) Le montant du contrat doit être ni augmenté ni réduit en raison d'une augmentation ou d'une diminution du coût des travaux résultant d'une augmentation ou d'une diminution du coût de la main-d'œuvre, de l'outillage, des matériaux ou des rajustements salariaux.
- 2) Nonobstant l'alinéa 1) de la CG5.3, si des changements, dont l'imposition d'une nouvelle taxe, de nouveaux droits de douane ou d'autres droits ou leur annulation, l'application de frais ou d'autres dispositions comparables imposées en vertu des lois sur la taxe de vente, les douanes et la taxe d'accise du gouvernement du Canada, d'une province ou d'un territoire, ont une incidence sur le coût des travaux de l'entrepreneur et interviennent:
- (a) après que l'entrepreneur ait déposé sa soumission; ou
 - (b) après la date de présentation de la dernière révision de la soumission de l'entrepreneur, si elle a été révisée;
 - (c) le montant du contrat doit être rajusté selon les modalités prévues à l'alinéa 3) de la CG5.3.
- 3) En cas de changements visés à l'alinéa 2) de la CG5.3, le montant du contrat doit être majoré ou diminué d'une somme déterminée par le Canada, suite à son examen des registres pertinents de l'entrepreneur mentionnés à la CG2.8, « Comptes et vérification », comme étant l'augmentation ou la réduction des coûts engagés par l'entrepreneur et qui est directement attribuable à ces changements.
- 4) Aux fins de l'alinéa 2) de la CG5.3, si une taxe est modifiée après la date de clôture de l'appel d'offres, mais alors que le ministre des Finances ou l'administration provinciale ou territoriale compétente a annoncé publiquement cette modification avant la date de clôture de l'appel d'offres, ladite modification est censée être intervenue avant cette date de clôture.
- 5) Nonobstant les alinéas 2) à 4) de la CG5.3, nul rajustement du montant du contrat en ce qui a trait à la totalité ou à toute partie des travaux ne sera apporté en cas de changement visé dans la présente clause et intervenant après la date prévue au contrat pour l'achèvement de la totalité ou d'une partie des travaux.

CG5.4 PAIEMENT PROGRESSIF

- 1) À l'expiration de la période de paiement, l'entrepreneur doit déposer auprès du Canada
- (a) une réclamation progressive écrite sous une forme acceptable au Canada, décrivant intégralement toute partie achevée des travaux et tous les matériaux livrés à l'emplacement des travaux mais non incorporés aux travaux durant la période de paiement faisant l'objet de la réclamation progressive
 - (b) une déclaration statutaire complétée et signée en bonne et due forme attestant qu'à la date de la réclamation progressive, l'entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations et qu'à l'égard des travaux, l'entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations légales envers ses sous-traitants et fournisseurs, désignés collectivement, dans la déclaration comme étant les « sous-traitants et fournisseurs ».
- 2) Dans le délai de 10 jours de la réception de la réclamation progressive et de la déclaration statutaire complétée par l'entrepreneur, le Canada procède ou fait procéder à l'inspection de la partie des travaux et matériaux décrits dans la réclamation progressive et présente à l'entrepreneur un rapport progressif indiquant la valeur de la partie des travaux et des matériaux décrits dans cette réclamation et confirmant que selon l'avis du Canada :

-
- (a) sont conformes aux dispositions du contrat; et
- (b) ne sont visées par aucun autre rapport progressif se rapportant au contrat.
- 3) Sous réserve de la CG5.2, « Montant à payer », et de l'alinéa 5) de la CG5.4, le Canada verse à l'entrepreneur une somme égale à :
- (a) 95p. 100 de la valeur indiquée dans le rapport progressif du Canada, si l'entrepreneur a fourni un cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux; ou
- (b) 90p. 100 de la valeur indiquée dans le rapport progressif du Canada, si l'entrepreneur n'a pas fourni de cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux.
- 4) Le Canada verse la somme visée à l'alinéa 3) de la CG5.4 au plus tard :
- (a) 30 jours après l'acceptation par le Canada de la réclamation progressive et la déclaration statutaire visées à l'alinéa 1) de la CG5.4; ou
- (b) 15 jours après que le Canada ait reçu le calendrier d'avancement de l'entrepreneur ou son calendrier d'avancement à jour, conformément à la CG3.1, « Calendrier d'avancement »
- selon l'échéance la plus éloignée.
- 5) Dans le cas de la première réclamation progressive, l'entrepreneur doit déposer tous les documents à l'appui de cette réclamation exigés par le contrat pour la première réclamation progressive; cette exigence est une condition préalable à l'exécution par le Canada de son obligation en vertu de l'alinéa 3 de la CG5.4.

CG5.5 ACHÈVEMENT SUBSTANTIEL DES TRAVAUX

- 1) Si, à quelque moment avant la délivrance du certificat d'achèvement, le Canada constate que les travaux sont substantiellement exécutés selon les modalités énoncées dans le sous-alinéa 1b) de la CG1.1.4, « Achèvement substantiel », le Canada délivre un certificat d'achèvement substantiel à l'intention de l'entrepreneur. Le certificat d'achèvement substantiel :
- (a) indique la date d'achèvement substantiel des travaux;
- (b) décrit les parties des travaux non achevés à la satisfaction du Canada;
- (c) décrit toutes les mesures à prendre par l'entrepreneur avant la délivrance d'un certificat d'achèvement et avant le début de la période de garantie de 12 mois visée dans la CG3.13, « Garantie et rectification des défauts des travaux », en ce qui a trait aux dites parties des travaux et mesures en question.
- 2) La délivrance d'un certificat d'achèvement substantiel ne dégage pas l'entrepreneur de ses obligations en vertu de la clause CG3.10 (TRAVAUX DÉFECTUEUX).
- 3) Sous réserve de la CG5.2 (MONTANT À VERSER) et de l'alinéa 4) de la CG5.5, le Canada doit verser à l'entrepreneur le montant visé à l'alinéa 1) de la CG5.2, « Montant à verser », moins l'ensemble :
- (a) de tous les paiements effectués conformément à la CG5.4, « Paiement progressif »
- (b) de la somme égale à l'estimation faite par le Canada des coûts encourus par le Canada pour corriger les défauts décrits dans le certificat d'achèvement substantiel ;
- (c) de la somme égale à l'estimation faite par le Canada des coûts encourus par le Canada pour achever les parties des travaux décrites dans le certificat d'achèvement substantiel, autres que les défauts qui y sont énumérées.

-
- 4) Le Canada paie le montant visé à l'alinéa 3) de la CG5.5 au plus tard :
- (a) 30 jours après la date de délivrance d'un certificat d'achèvement substantiel; ou
 - (b) 15 jours après la date à laquelle l'entrepreneur transmet au Canada :
 - (i) une déclaration statutaire attestant qu'à la date du certificat d'achèvement substantiel, l'entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations légales, qu'il s'est acquitté de toutes ses obligations légales envers ses sous-traitants et fournisseurs en ce qui a trait aux travaux visés par le contrat et qu'il s'est acquitté de toutes ses obligations légales conformément à la CG1.8, « Lois, permis et taxes »;
 - (ii) une pièce justificative confirmant qu'il respecte les lois sur l'indemnisation des travailleurs conformément à la CG1.9, « Indemnisation des travailleurs »; et
 - (iii) une mise à jour du calendrier d'avancement conformément aux exigences de la CG3.1, « Calendrier d'avancement »

Selon l'échéance la plus éloignée.

CG5.6 ACHÈVEMENT DÉFINITIF

- 1) Lorsque le Canada est d'avis que l'entrepreneur a respecté le contrat et toutes les instructions et les directives données dans le cadre de ce contrat et que les travaux sont achevés conformément aux modalités de la CG1.1.5, « Achèvement », le Canada délivre un certificat d'achèvement à l'entrepreneur et, si la totalité ou une partie des travaux fait l'objet d'une entente à prix unitaire, le Canada délivre un certificat définitif de mesurage qui, sous réserve de la CG8, « Règlements des différends », est exécutoire entre le Canada et l'entrepreneur en ce qui a trait aux quantités visées dans les presents.
- 2) Sous réserve de la CG5.2, « Montant à verser », et de l'alinéa 3) de la CG5.6, le Canada verse à l'entrepreneur la somme visée dans la CG5.2, « Montant à verser », moins l'ensemble de la somme de tous les paiements effectués conformément à la CG5.4, « Paiement progressif », et à la CG5.5, « Achèvement substantiel des travaux ».
- 3) Le Canada verse la somme visée à l'alinéa 2) de la CG5.6 dans au plus tard :
 - (a) 60 jours suivant la date de délivrance du certificat d'achèvement; ou
 - (b) 15 jours suivant la date à laquelle l'entrepreneur transmet au Canada :
 - (i) une déclaration statutaire attestant qu'il s'est acquitté de toutes ses obligations légales et qu'il a réglé toutes les réclamations légales formulées contre lui dans le cadre de l'exécution du contrat;
 - (ii) une pièce justificative confirmant qu'il respecte les lois sur l'indemnisation des travailleurs, conformément à la CG1.9, « Indemnisation des travailleurs »;

Selon l'échéance la plus éloignée.

CG5.7 PAIEMENT NON EXÉCUTOIRE POUR LE CANADA

- 1) Ni l'acceptation d'une réclamation progressive ou d'un rapport progressif, ni les paiements effectués par le Canada en vertu du contrat, ni l'occupation partielle ou totale des travaux par le Canada ne constituent une acceptation de la part du Canada de toute partie des travaux ou matériaux qui n'est pas conforme aux exigences du contrat.

CG5.8 RÉCLAMATIONS ET OBLIGATIONS

- 1) L'entrepreneur doit s'acquitter de toutes ses obligations légales et doit faire droit à toutes les réclamations légales qui lui sont adressées en conséquence de l'exécution des travaux au moins aussi souvent que le contrat oblige le Canada à payer l'entrepreneur.
- 2) L'entrepreneur doit transmettre au Canada, à sa demande, une déclaration statutaire attestant de l'existence et de l'état des obligations et réclamations qui lui sont présentées dans le cadre de l'exécution des travaux.
- 3) Afin de d'acquitter toutes obligations légales de l'entrepreneur ou d'un sous-traitant ou de satisfaire à toutes réclamations légales contre eux résultant de l'exécution du contrat, le Canada peut payer tout montant dû et exigible par l'entrepreneur en vertu du contrat, directement aux réclamants de l'entrepreneur ou du sous-traitant. Ce paiement comporte quittance de l'obligation du Canada envers l'entrepreneur jusqu'à concurrence du montant ainsi payé et peut être déduit des sommes dues à l'entrepreneur en vertu du contrat.
- 4) Pour l'application de l'alinéa 3) de la CG5.8 et sous réserve de l'alinéa 6) de la CG5.8, les réclamations ou obligations sont réputées légales lorsqu'elles sont reconnues comme tel par :
 - (a) un tribunal compétent;
 - (b) un arbitre dûment nommé pour adjuger de la réclamation; ou
 - (c) le consentement écrit de l'entrepreneur en autorisant le règlement.
- 5) Si, n'eut été que l'entrepreneur a exécuté les travaux pour le Canada, une réclamation ou une obligation avait été assujettie aux dispositions des lois provinciales ou lois des territoires sur les privilèges ou, au Québec, aux dispositions du Code civil du Québec concernant les hypothèques légales:
 - (a) le montant qui peut être versé par le Canada au réclamant en vertu des alinéas 3) et 4) de la CG5.8 ne peut excéder le montant que l'entrepreneur aurait été tenu de verser au réclamant si les dispositions de ces lois s'étaient appliquées aux travaux;
 - (b) un réclamant n'a pas à se conformer aux dispositions de ces lois en ce qui a trait aux formalités d'avis, d'enregistrement ou autres formalités à accomplir et qui aurait été nécessaire d'accomplir afin de conserver ou valider tout privilège ou hypothèque légale qu'il aurait pu faire valoir;
 - (c) pour permettre d'établir les droits d'un réclamant, l'avis exigé en vertu de l'alinéa 8) de la CG5.8 est réputé remplacer les formalités d'enregistrement ou d'avis que les lois pertinentes exigent d'accomplir après la fin des travaux; nulle réclamation n'est réputée expirée, nulle ou inopposable pour le motif que le réclamant a omis de déposer une action en justice dans les délais prescrits par les lois mentionnées ci-haut..
- 6) à la demande de tout réclamant, l'entrepreneur doit soumettre à l'arbitrage obligatoire les questions ayant trait au droit du réclamant au paiement de la réclamation. Les parties à l'arbitrage sont, entre autres, les sous-traitants ou fournisseurs auxquels le réclamant a fourni des matériaux, ou qui ont exécuté des travaux ou loué de l'équipement, s'ils souhaitent participer à l'arbitrage; le Canada n'est pas partie à l'arbitrage. Sous réserve de tout accord conclu entre l'entrepreneur et le réclamant, l'arbitrage se déroule conformément aux lois provinciales ou des territoires régissant l'arbitrage à l'endroit où les travaux ont été exécutés.
- 7) L'alinéa 3) de la CG5.8 ne s'applique qu'aux réclamations et aux obligations :
 - (a) dont l'avis fait état du montant réclamé et de l'identité de la personne, en vertu du contrat et qui est transmis au Canada avant que le paiement final soit versé à l'entrepreneur conformément à la CG5.6, « Achèvement définitif », et dans les 120 jours de la date à laquelle le réclamant :

-
- (i) aurait dû être payé en totalité conformément au contrat qui le lie à l'entrepreneur et à son sous-traitant ou fournisseur, si la réclamation porte sur une somme qui fut légalement retenue à même les sommes dues au réclamant; ou
 - (ii) s'est acquitté des derniers services ou travaux ou a fourni les derniers matériaux conformément au contrat qui le lie à l'entrepreneur ou à son sous-traitant ou fournisseur, dans les cas où la réclamation porte sur des sommes dont il n'est pas légalement requis quelles soient retenues du réclamant;
 - (b) pour lesquelles les procédures visant à établir les droits au paiement, conformément à l'alinéa 5) de la CG5.8, ont été entamées dans l'année suivant la date à laquelle l'avis exigé dans le sous-alinéa 7)a) de la CG5.8 a été reçu par le Canada, sous réserve des dispositions de la loi provinciale ou des territoires applicable, le cas échéant.
- 8) Sur réception d'un avis de réclamation, le Canada peut retenir, à même toutes les sommes dues et payables à l'entrepreneur en vertu du contrat, l'intégralité ou toute partie du montant de cette réclamation.
- 9) Le Canada doit aviser par écrit l'entrepreneur avec diligence de toutes les réclamations reçues et l'aviser de son intention de retenir des fonds. L'entrepreneur peut, à tout moment par la suite et jusqu'à ce que le paiement soit effectué au réclamant, déposer, auprès du Canada, une sûreté à la satisfaction de ce dernier dont le montant est équivalent à la valeur de la réclamation; sur réception de cette sûreté, le Canada verse à l'entrepreneur tous les fonds qui auraient dû normalement lui être versés et qui ont été retenus conformément aux dispositions de cette clause suite à la réclamation d'un réclamant pour laquelle la sûreté a été déposée.

CG5.9 DROIT DE COMPENSATION

- 1) Sans restreindre tout droit de compensation ou de déduction prévu explicitement ou implicitement par la loi ou ailleurs dans le contrat, le Canada peut opérer compensation de toute somme due par l'entrepreneur au Canada en vertu du contrat ou de tout autre contrat en cours, à l'encontre des sommes dues par le Canada à l'entrepreneur en vertu du contrat.
- 2) Pour les fins de l'alinéa 1) de la CG5.9, l'expression « *contrat en cours* » signifie un contrat conclu entre le Canada et l'entrepreneur :
- (a) en vertu duquel l'entrepreneur est légalement obligé d'exécuter des travaux ou de fournir de la main-d'œuvre ou des matériaux; ou
 - (b) à l'égard duquel le Canada a, depuis la date du contrat, exercé son droit de retirer à l'entrepreneur les travaux faisant l'objet de ce contrat.

CG5.10 DÉDOMMAGEMENT POUR RETARD D'ACHÈVEMENT

- 1) Pour les fins de cette clause :
- (a) les travaux sont censés être achevés à la date du certificat d'achèvement;
 - (b) « *période de retard* » signifie la période commençant le jour fixé pour l'achèvement des travaux et se terminant le jour précédant immédiatement le jour de l'achèvement des travaux, à l'exception cependant de tout jour faisant partie d'un délai de prolongation accordée en vertu de la CG6.5, « Retards et prolongation du délai », et de tout autre jour où, de l'avis du Canada, l'achèvement des travaux a été retardé pour des raisons indépendantes de la volonté de l'entrepreneur.
- 2) Si l'entrepreneur n'achève pas les travaux au jour fixé pour leur achèvement, mais achève ces travaux par la suite, l'entrepreneur verse au Canada un montant égal à l'ensemble

-
- (a) de tous les salaires, gages et frais de déplacement versés par le Canada aux personnes surveillant l'exécution des travaux pendant la période de retard;
 - (b) des coûts engagés par le Canada en conséquence de l'impossibilité pour le Canada de faire usage des travaux achevés pendant la période de retard; et
 - (c) de tous les autres frais et dommages encourus ou subis par le Canada pendant la période de retard par suite de l'inachèvement des travaux à la date prévue.
- 3) S'il estime que l'intérêt public le commande, le Canada peut renoncer à son droit à la totalité ou à toute partie d'un paiement exigible de l'entrepreneur conformément à l'alinéa 2) de la CG5.10.

CG5.11 RETARD DE PAIEMENT

- 1) Nonobstant la CG1.5 (RIGUEUR DES DÉLAIS), tout retard accusé par le Canada à faire un paiement à sa date d'exigibilité en vertu de la CG5 (MODALITÉS DE PAIEMENT) ne constitue pas un défaut du Canada aux termes du contrat.
- 2) Sous réserve de l'alinéa 3) de la CG5.11, le Canada verse à l'entrepreneur des intérêts simples au taux d'escompte moyen majoré de 3p. 100 par an sur tout montant en souffrance en vertu de l'alinéa 3) de la CG5.1, « Interprétation » les intérêts s'appliquent à compter du premier jour de retard jusqu'au jour précédant la date du paiement.
- 3) Les intérêts sont versés sans que l'entrepreneur ait à en faire la demande, sous réserve des conditions suivantes
- (a) pour ce qui est des montants en souffrance depuis moins de quinze (15) jours, aucun intérêt ne sera versé en vertu de paiements effectués à l'intérieur de cette période, à moins que l'entrepreneur en fasse la demande après que lesdits montants soient dus; et
 - (b) les intérêts ne seront ni exigibles, ni versés sur les paiements anticipés en souffrance, le cas échéant.

CG5.12 INTÉRÊTS SUR LES RÉCLAMATIONS RÉGLÉES

- 1) Pour les fins de cette clause, une réclamation signifie tout montant faisant l'objet d'un litige et assujéti à des négociations entre le Canada et l'entrepreneur en vertu du contrat.
- 2) Une réclamation est réputée réglée lorsqu'une entente par écrit est signée par le Canada et l'entrepreneur et fait état du montant de la réclamation à verser par le Canada et des travaux pour lesquels ledit montant doit être versé.
- 3) Une réclamation réglée est réputée être impayée à compter de la journée qui suit immédiatement la date à laquelle la réclamation était due et payable conformément au contrat, s'il n'y avait pas eu contestation.
- 4) Le Canada doit verser à l'entrepreneur des intérêts simples sur le montant d'une réclamation réglée, au taux d'escompte moyen majoré de 3p. 100 par an à compter du premier jour où cette réclamation est considérée comme en souffrance jusqu'au jour précédant la date de paiement.

CG5.13 REMISE DU DÉPÔT DE GARANTIE

- 1) Après la délivrance du certificat d'achèvement substantiel et à condition que l'entrepreneur n'ait pas rompu le contrat ou manqué à ses engagements en vertu de celui-ci, le Canada doit retourner à l'entrepreneur la totalité ou toute partie du dépôt de garantie qui, de l'avis du Canada, n'est pas requise aux fins du contrat.
- 2) Après la délivrance du certificat d'achèvement, le Canada doit retourner à l'entrepreneur le solde de tout dépôt de garantie, sauf stipulation contraire du contrat.

-
- 3) Si le dépôt de garantie a été versé au Fonds du revenu consolidé du Canada, le Canada doit payer à l'entrepreneur l'intérêt sur ledit dépôt aux taux établi en application de l'article 21(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques (LGFP).

CG6 RETARD ET MODIFICATION DES TRAVAUX

CG6.1 MODIFICATION DES TRAVAUX

- 1) En tout temps avant la délivrance d'un certificat d'achèvement, le Canada peut donner des ordres pour des additions, suppressions ou autres modifications aux travaux ou des changements à l'emplacement ou au positionnement de l'ensemble ou d'une partie des travaux à la condition que ces additions, suppressions, modifications ou autre révision soient, selon lui, conformes à l'intention générale du contrat.
- 2) Tout ordre mentionné à l'alinéa 1) de la CG6.1 est émis par écrit et est signifié à l'entrepreneur conformément à la CG2.3, « Avis ».
- 3) Sur réception d'un ordre, l'entrepreneur exécute promptement les travaux conformément à cet ordre, comme s'il était reproduit dans le contrat d'origine et qu'il en faisait partie.
- 4) Si ce que l'entrepreneur a fait ou omis de faire suite à un ordre augmente ou réduit le coût des travaux, ceux-ci sont payés conformément à la CG6.4.

CG6.2 CHANGEMENTS DES CONDITIONS DU SOUS-SOL

- 1) Si, pendant l'exécution des travaux, l'entrepreneur constate une différence substantielle entre les conditions réelles du sous-sol rencontrées à l'emplacement des travaux et, celles décrites aux documents de soumission fournis à l'entrepreneur, ou celles que l'entrepreneur a raisonnablement présumées exister en se fondant sur les renseignements contenus aux dits documents, l'entrepreneur doit en donner avis au Canada dès qu'il en a connaissance.
- 2) Si l'entrepreneur est d'avis qu'il peut encourir ou subir des frais supplémentaires, pertes ou dommages directement attribuables aux changements des conditions du sous-sol, il doit, dans les 10 jours de la date à laquelle il a constaté ces changements, aviser par écrit au Canada de son intention de réclamer le remboursement des frais supplémentaires encourus ou le coût de toute perte ou dommage.
- 3) Si l'entrepreneur a donné l'avis visé dans l'alinéa 2) de la CG6.2, il doit dans les 30 jours suivant la date de délivrance du certificat d'achèvement substantiel, transmettre au Canada une réclamation écrite des frais supplémentaires, pertes ou dommages.
- 4) Une réclamation écrite visée à l'alinéa 3) de la CG6.2 doit contenir une description suffisante des faits et circonstances qui motivent la réclamation afin que le Canada puisse déterminer si cette réclamation est justifiée ou non, et l'entrepreneur doit, à cette fin, fournir tout autre renseignement que le Canada peut exiger.
- 5) Si, de l'avis du Canada, la réclamation visée à l'alinéa 3) de la CG6.2 est justifiée, le Canada verse à l'entrepreneur un supplément calculé conformément à la CG6.4, « Calcul du prix ».
- 6) Lorsque, de l'avis du Canada, l'entrepreneur réalise des économies directement attribuables à une différence substantielle entre les conditions du sous-sol rencontrées à l'emplacement des travaux et celles décrites aux documents de soumission fournis à l'entrepreneur ou celles que l'entrepreneur a raisonnablement présumées exister en se fondant sur les renseignements contenus aux dits documents, le montant du contrat sera réduit de la somme des économies déterminée conformément à la CG6.4, « Calcul du prix ».
- 7) Si l'entrepreneur néglige de donner l'avis visé à l'alinéa 2) de la CG6.2 et de présenter une réclamation faisant l'objet de l'alinéa 3) de la CG6.2 dans le délai prescrit, aucun supplément ne sera versé en l'occurrence..

- 8) Le Canada ne garantit le contenu d'aucun rapport de conditions du sous-sol ayant été mis à la disposition de l'entrepreneur pour consultation et ne faisant pas partie des documents de soumission ni des documents contractuels.

CG6.3 RESTES HUMAINS, VESTIGES ARCHÉOLOGIQUES ET OBJETS PRÉSENTANT UN INTÉRÊT HISTORIQUE OU SCIENTIFIQUE

- 1) Pour les fins de la présente clause
- (a) " restes humains " : totalité ou partie d'un cadavre humain, peu importe le temps écoulé depuis le décès;
 - (b) " vestiges archéologiques " : pièces, artefacts ou objets façonnés, modifiés ou utilisés par des êtres humains dans le passé, pouvant notamment comprendre des structures ou des monuments en pierre, en bois ou en fer, des objets jetés aux ordures, des ossements façonnés, des armes, des outils, des pièces de monnaie et des poteries; et;
 - (c) " objets présentant un intérêt historique ou scientifique " : objets ou choses d'origine naturelle ou artificielle de toute époque qui ne sont pas des vestiges archéologiques, mais qui peuvent présenter un certain intérêt pour la société en raison de leur importance historique ou scientifique, de leur valeur, de leur rareté, de leur beauté naturelle ou de quelque autre qualité.
- 2) Si, au cours des travaux, l'entrepreneur découvre quelque objet, pièce ou chose que est décrit au paragraphe 1 ou qui ressemble à tout objet, pièce ou chose décrit par le paragraphe 1, il doit
- (a) prendre toutes les mesures raisonnables et nécessaires, y compris ordonner l'arrêt des travaux dans la zone visée, pour les protéger et les préserver,
 - (b) aviser immédiatement le Canada de la situation, par écrit
 - (c) prendre toutes les mesures raisonnables pour réduire au minimum les coûts supplémentaires que pourrait entraîner tout arrêt des travaux.
- 3) Dès la réception d'un avis transmis conformément à l'alinéa 2b), le Canada doit déterminer promptement si l'objet, la pièce ou la chose correspond à la description donnée au paragraphe 1 ou s'il est visé par ce paragraphe, et il doit indiquer par écrit à l'entrepreneur les mesures à prendre ou les travaux à entreprendre par suite de la décision du Canada.
- 4) Le Canada peut en tout temps retenir les services d'experts qui l'aideront à mener à bien la recherche, l'examen, l'exécution de mesurages ou l'enregistrement d'autres données, la mise en place de dispositifs permanents de protection ou le déplacement de l'objet, de la pièce ou de la chose découvert par l'entrepreneur, et l'entrepreneur doit, à la satisfaction du Canada, permettre aux experts d'accéder au chantier et collaborer avec eux à l'accomplissement de leurs tâches et de leurs obligations.
- 5) Les restes humains, les vestiges archéologiques et les objets présentant un intérêt historique ou scientifique découverts sur le chantier doivent être considérés comme la propriété du Canada.
- 6) Sauf stipulation contraire du contrat, les dispositions de la CG6.4 (CALCUL DU PRIX) et CG6.5 (RETARDS ET PROLONGATION DE DÉLAI) s'appliquent.

CG6.4 CALCUL DU PRIX

CG6.4.1 CALCUL DU PRIX AVANT D'APPORTER DES MODIFICATIONS

- 1) Si une entente à forfait s'applique à l'ensemble ou à une partie du contrat, le prix de toute modification correspondra à l'ensemble des coûts de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux nécessaires pour exécuter cette modification selon les modalités convenues par écrit entre l'entrepreneur et le Canada ainsi qu'à une

majoration au titre de l'ensemble de la surveillance, de la coordination, de l'administration, des frais généraux, de la marge bénéficiaire et des risques que comporte la réalisation des travaux dans le respect du budget précisé; cette majoration est égale à :

- (a) 20 p. 100 des coûts globaux visés dans les présentes pour la tranche des travaux réalisée par les effectifs de l'entrepreneur, si le coût global des travaux n'excède pas 50000 \$;
 - (b) 15 p.100 des coût globaux visés dans les présentes pour la tranche des travaux réalisée en sous-traitance, si le coût global des travaux n'excède pas 50000 \$; ou
 - (c) À un pourcentage négocié des coûts globaux visés dans les présentes ou à un montant négocié
 - (i) si le coût global des travaux excède 50000 \$; ou
 - (ii) si l'entrepreneur et le Canada en conviennent par écrit.
- 2) Si une entente à prix unitaire s'applique à l'ensemble ou à une partie du contrat, l'entrepreneur et le Canada peuvent, par convention écrite, ajouter, dans le tableau des prix unitaires, articles, unités de mesure, quantités estimatives et prix unitaires.
 - 3) Un prix unitaire visé à l'alinéa 2) de la CG6.4.1 doit être calculé en fonction de l'ensemble des coûts estimatifs de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux nécessaires pour les articles supplémentaires convenus entre l'entrepreneur et le Canada, ainsi qu'à une majoration calculée conformément à l'alinéa 1) de la CG6.4.1.
 - 4) Pour permettre l'approbation du prix de la modification ou l'ajout du prix par unité, selon le cas, l'entrepreneur doit présenter une ventilation estimative des coûts, indiquant au minimum, les frais estimatifs de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux, le montant de chaque contrat de sous-traitance et le montant de la majoration.
 - 5) Si aucun accord n'est conclu selon les modalités de l'alinéa 1) de la CG6.4.1, le prix doit être calculé conformément à la CG6.4.2.
 - 6) Si aucun accord n'est conclu selon les modalités des alinéas 2) et 3) de la CG6.4.1, le Canada établit la catégorie et l'unité de mesure des articles de main-d'œuvre, d'outillage ou de matériaux, et le prix unitaire est calculé conformément à la CG6.4.2.

CG6.4.2 CALCUL DU PRIX APRÈS AVOIR APPORTÉ DES MODIFICATIONS

- 1) S'il est impossible d'établir au préalable le prix d'une modification apportée aux travaux ou qu'aucune entente n'est conclue à ce sujet, le prix de la modification est égal à l'ensemble :
 - (a) de tous les montants justes et raisonnables effectivement déboursés ou légalement payables par l'entrepreneur pour la main-d'œuvre, l'outillage et les matériaux appartenant à l'une des catégories de dépenses prévues à l'alinéa 2) de la CG6.4.2 qui sont directement attribuables à l'exécution du contrat;
 - (b) d'une majoration pour la marge bénéficiaire et l'ensemble des autres dépenses ou frais, y compris les frais généraux, les frais d'administration générale, les frais de financement et les intérêts, pour un montant égal à 10 p. 100 de la somme des frais visés au sous-alinéa 1)a) de la CG6.4.2;
 - (c) des intérêts sur les montants établis en vertu des sous-alinéas 1)a) et 1)b) de la CG6.4.2 et calculés conformément à la CG5.12, « Intérêts sur les réclamations réglées ».
- 2) Les frais de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux visés dans le sous-alinéa 1)a) de la CG6.4.2 sont limités aux catégories de dépenses suivantes:
 - (a) les paiements faits aux sous-traitants et aux fournisseurs;

- (b) les traitements, salaires et primes et, s'il y a lieu, les dépenses de voyages et d'hébergement des employés de l'entrepreneur affectés au chantier, de même que la tranche des traitements, des salaires, des primes et, s'il y a lieu, des dépenses de voyages et d'hébergement des membres du personnel de l'entrepreneur travaillant généralement au siège social ou dans un bureau général de l'entrepreneur, à la condition que ces employés soient effectivement affectés de manière appropriée aux travaux prévus au contrat;
- (c) les cotisations exigibles en vertu des lois se rapportant à l'indemnisation des accidents du travail, l'assurance-emploi, le régime de retraite ou les congés rémunérés, les régimes d'assurance-maladie ou d'assurance des provinces, les examens environnementaux et les frais de perception de la TPS/TVH;
- (d) les frais de location d'outillage ou un montant équivalant à ces frais si l'outillage appartient à l'entrepreneur, qu'il était nécessaire et qu'il a été utilisé dans l'exécution des travaux, à la condition que lesdits frais ou le montant équivalent soient raisonnables et que l'utilisation de cet outillage ait été approuvé par le Canada;
- (e) les frais d'entretien et de fonctionnement de l'outillage nécessaire à l'exécution des travaux et les frais de réparation de cet outillage qui, de l'avis du Canada, sont nécessaires à la bonne exécution du contrat, à l'exclusion des frais de toute réparation de l'outillage attribuables à des vices existants avant l'affectation de l'outillage aux travaux;
- (f) les paiements relatifs aux matériaux nécessaires et intégrés aux travaux, ou nécessaires à l'exécution du contrat et utilisés à cette fin;
- (g) les paiements relatifs à la préparation, à la livraison, à la manutention, au montage, à l'installation, à l'inspection, à la protection et à l'enlèvement de l'outillage et des matériaux nécessaires à l'exécution du contrat et utilisés à cette fin;
- (h) tout autre paiement fait par l'entrepreneur avec l'approbation du Canada qui sont nécessaires à l'exécution du contrat, conformément aux documents contractuels.

CG6.4.3 CALCUL DU PRIX DES PRIX UNITAIRES

- 1) Sauf dans les cas prévus dans les alinéas 2), 3), 4) et 5) de la CG6.4.3, s'il appert que la quantité finale de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux pour un article à prix unitaire est supérieure ou inférieure à la quantité estimative, l'entrepreneur exécute les travaux ou fournit l'outillage et les matériaux nécessaires à l'achèvement de cet article, et les travaux effectivement exécutés ou l'outillage et les matériaux effectivement fournis sont payés selon les prix unitaires indiqués dans le contrat.
- 2) Si la quantité finale de l'article à prix unitaire dépasse de plus de 15p. 100 la quantité estimative, l'une des deux parties au contrat peut adresser par écrit à l'autre une demande pour négocier la modification du prix unitaire pour la partie de l'article en sus de 115p. 100 de la quantité estimative; afin de permettre l'approbation du prix unitaire modifié, l'entrepreneur dépose sur demande, auprès du Canada
 - (a) les relevés détaillés des coûts réels de l'entrepreneur pour l'exécution ou la fourniture de la quantité estimative pour l'article à prix unitaire, jusqu'à la date à laquelle la négociation a été demandée
 - b. le coût unitaire estimatif de la main-d'œuvre, de l'outillage et des matériaux nécessaires pour la partie de l'article en sus de 115 p. 100 de la quantité estimative.
- 3) Si les deux parties ne s'entendent pas selon les modalités de l'alinéa 2) de la CG6.4.3, le prix unitaire est calculé conformément à la CG6.4.2.
- 4) Lorsque la quantité finale de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux pour un article à prix unitaire est inférieure à 85p. 100 de la quantité estimative, l'une des deux parties au contrat peut adresser par écrit à l'autre une demande pour négocier la modification du prix unitaire de cet article si :

-
- (a) il existe une différence démontrable entre le coût unitaire de l'entrepreneur pour l'exécution ou la fourniture de la quantité estimative et son coût unitaire pour l'exécution ou la fourniture de la quantité finale;
 - (b) la différence de coût unitaire est attribuable exclusivement à la réduction de la quantité, à l'exclusion de toute autre cause.
- 5) Pour les besoins de la négociation visée à l'alinéa 4) de la CG6.4.3 :
- (a) il incombe à la partie qui fait la demande de négociation d'établir, justifier et quantifier la modification proposée;
 - (b) le prix total d'un article qui a été modifié en raison d'une réduction de quantité conformément à l'alinéa 4) de la CG6.4.3 ne doit en aucun cas être supérieur au montant qui aurait été versé à l'entrepreneur si 85 p. 100 de la quantité estimée avait été effectivement exécutée ou fournies.

CG6.5 RETARDS ET PROLONGATION DE DÉLAI

- 1) À la demande de l'entrepreneur avant la date fixée pour l'achèvement des travaux ou avant toute autre date fixée antérieurement conformément au présent paragraphe, le Canada peut prolonger le délai d'achèvement des travaux en fixant une nouvelle date s'il constate que des causes indépendantes de la volonté de l'entrepreneur en ont retardé l'achèvement.
- 2) La demande de l'entrepreneur doit être accompagnée du consentement écrit de la compagnie dont le cautionnement constitue une partie de la garantie du contrat.
- 3) Sous réserve de l'alinéa 4) de la CG6.5, aucun paiement autre qu'un paiement prévu expressément dans le contrat n'est versé par le Canada à l'entrepreneur pour les dépenses supplémentaires et pour les pertes ou les dommages engagés ou subis par l'entrepreneur pour cause de retard, que le retard soit attribuable ou non à des circonstances indépendantes de la volonté de ce dernier.
- 4) Si l'entrepreneur encourt ou subit des frais supplémentaires, des pertes ou des dommages directement attribuables à la négligence ou à un retard de la part du Canada après la date du contrat, à fournir tout renseignement ou à tout acte auquel le Canada est expressément obligé par le contrat ou que les usages de l'industrie dicteraient ordinairement à tout propriétaire, l'entrepreneur doit, dans les 10 jours ouvrables suivant la date de la première négligence ou du premier retard, aviser le Canada par écrit de son intention de réclamer le remboursement des frais supplémentaires encourus ou le coût de toute perte ou dommage.
- 5) Lorsque l'entrepreneur donne un avis visé par le paragraphe 4 de la clause CG6.5, il doit, dans les trente (30) jours suivant la date de délivrance du certificat d'achèvement, et non pas après, présenter par écrit au Canada une réclamation des frais supplémentaires, des pertes ou des dommages.
- 6) Une réclamation écrite visée à l'alinéa 5) de la CG6.5 doit comprendre une description suffisante des faits et circonstances qui motivent la réclamation pour permettre au Canada de déterminer si cette réclamation est justifiée ou non, et l'entrepreneur fournit tout autre renseignement complémentaire que le Canada peut exiger à cette fin.
- 7) Si, de l'avis du Canada, la réclamation mentionnée à l'alinéa 5) de la CG6.5 est justifiée, le Canada verse à l'entrepreneur un supplément calculé conformément à la CG6.4, « Calcul du prix ».
- 8) Si l'entrepreneur néglige de donner l'avis visé à l'alinéa 4) et de présenter une réclamation faisant l'objet de l'alinéa 5) de la CG6.5 dans le délai prescrit, aucun supplément ne lui est versé à cet égard.

CG7 DÉFAUT, SUSPENSION DES TRAVAUX OU RÉSILIATION DU CONTRAT

CG7.1 TRAVAUX RETIRÉS À L'ENTREPRENEUR

1) Le Canada peut, sans autre autorisation, en donnant un avis par écrit à l'entrepreneur conformément à la CG2.3, Avis, retirer à l'entrepreneur la totalité ou toute partie des travaux et recourir aux moyens qui lui semblent appropriés pour achever les travaux si l'entrepreneur :

- (a) fait défaut ou tarde à commencer ou à exécuter les travaux avec diligence et à la satisfaction du Canada, dans les 6 jours suivant l'envoi de l'avis par écrit du Canada à l'entrepreneur, conformément à la CG2.3, « Avis »
- (b) néglige d'achever quelque partie des travaux dans le délai imparti par le contrat;
- (c) devient insolvable ou a commis un acte de faillite et n'a pas fait de proposition à ses créanciers, ni déposé d'avis d'intention de faire une telle proposition en vertu de la [Loi sur la faillite et l'insolvabilité](#);
- (d) abandonne les travaux;
- (e) fait cession du contrat sans le consentement requis à la CG1.16, « Cession » ou
- (f) fait défaut de quelque autre façon d'observer ou d'accomplir l'une quelconque des dispositions du contrat.

- 2) Si la totalité ou toute partie des travaux est retirée à l'entrepreneur, l'entrepreneur n'a droit, sauf dispositions de l'alinéa 3) de la CG7.1, à aucun autre paiement dû et exigible, et l'entrepreneur est tenu de payer au Canada, sur demande un montant égal à la totalité des pertes et dommages que le Canada aura subis en raison du défaut de l'entrepreneur d'achever les travaux.
- 3) Si la totalité ou toute partie des travaux retirés à l'entrepreneur est achevée par le Canada, le Canada peut payer le montant qu'il a établi, le cas échéant, de toute retenue ou demande d'acompte, due et exigible avant la date à laquelle les travaux ont été retirés à l'entrepreneur et qui n'est pas nécessaire pour assurer l'exécution des travaux ou pour indemniser le Canada des pertes ou dommages encourus ou subis en raison du défaut de l'entrepreneur.
- 4) Le retrait de la totalité ou de toute partie des travaux à l'entrepreneur n'a pas pour effet de libérer l'entrepreneur de quelque obligation stipulée au contrat ou imposée par la loi, sauf quant à l'obligation pour lui de continuer l'exécution de la partie des travaux qui lui fut ainsi retirée.
- 5) Si la totalité ou une partie des travaux est retirée à l'entrepreneur, tous les matériaux et outillage, ainsi que l'intérêt de l'entrepreneur ou de ses fournisseurs ou sous-traitants à tous les niveaux dans tous les biens immobiliers, permis, pouvoirs et privilèges acquis, utilisés ou fournis par l'entrepreneur ou ses fournisseurs ou sous-traitants à tous les niveaux en vertu du contrat continuent d'appartenir au Canada, sans indemnisation.
- 6) Lorsque le Canada certifie que tout outillage, matériaux ou un intérêt quelconque de l'entrepreneur n'est plus nécessaire pour les travaux ou qu'il n'est plus dans l'intérêt du Canada de retenir lesdits outillage, matériaux ou intérêts, ils sont remis à l'entrepreneur.
- 7) Si l'entrepreneur devient insolvable ou fait faillite et qu'il dépose une proposition auprès de ses créanciers ou un avis d'intention de déposer cette proposition, conformément à la [Loi sur la faillite et l'insolvabilité](#), il doit immédiatement faire parvenir au Canada une copie de cette proposition ou de cet avis d'intention.

CG7.2 SUSPENSION DES TRAVAUX

- 1) Le Canada peut, lorsqu'il estime que l'intérêt public le commande, sommer l'entrepreneur de suspendre l'exécution des travaux pour une durée déterminée ou indéterminée, en lui communiquant par écrit un avis de suspension, conformément à la clause CG2.3 (Avis).

-
- 2) Sur réception d'un avis de suspension, l'entrepreneur suspend toutes les opérations relatives aux travaux, sauf celles que le Canada juge nécessaires pour l'entretien et la préservation des travaux, de l'outillage et des matériaux.
 - 3) Pendant la durée de la suspension, l'entrepreneur ne peut enlever du chantier quelque partie des travaux, de l'outillage ou des matériaux sans le consentement du Canada.
 - 4) Si la durée de la suspension est égale ou inférieure à soixante (60) jours, l'entrepreneur doit reprendre l'exécution des travaux dès l'expiration de cette période et il a droit au paiement des coûts supplémentaires qu'il a nécessairement engagés en raison de la suspension; ces coûts sont calculés conformément à la clause CG6.4 (Calcul du prix).
 - 5) Si la durée de la suspension est supérieure à soixante (60) jours, le Canada et l'entrepreneur peuvent convenir que ce dernier continue l'exécution des travaux, et l'entrepreneur reprend l'exécution des travaux sujets aux modalités et aux conditions convenues entre le Canada et l'entrepreneur. Si le Canada et l'entrepreneur ne conviennent pas que ce dernier continue d'exécuter les travaux ou qu'ils ne s'entendent pas sur les modalités et conditions dans lesquelles l'entrepreneur doit continuer ceux-ci, l'avis de suspension est réputé constituer un avis de résiliation conformément à la clause CG7.3 (Résiliation du contrat).

CG7.3 RÉSILIATION DU CONTRAT

- 1) Le Canada peut résilier le contrat à tout moment en envoyant à l'entrepreneur un avis écrit de résiliation conformément à la clause CG2.3 (Avis).
- 2) Lorsque l'entrepreneur reçoit un avis de résiliation, il cesse aussitôt toutes les activités consacrées à l'exécution du contrat, sous réserve des conditions précisées dans cet avis.
- 3) Sous réserve du paragraphe 4 de la clause CG7.3, si le contrat est résilié, le Canada doit verser à l'entrepreneur le montant jugé payable à ce dernier en vertu de la clause CG6.4 (Calcul du prix), moins l'ensemble de tous les montants qui ont été payés à l'entrepreneur par le Canada et de tous les montants dont l'entrepreneur est redevable envers le Canada en vertu du contrat.
- 4) Le montant total à payer par le Canada à l'entrepreneur ne doit en aucun cas dépasser le montant, calculé conformément à la clause CG5 (Modalités de paiement), qui aurait dû lui être payé s'il avait terminé les travaux.
- 5) Le Canada effectuera le paiement à l'entrepreneur, le cas échéant, le plus tôt possible selon les circonstances.

CG7.4 DÉPÔT DE GARANTIE - CONFISCATION OU REMISE

- 1) Si les travaux sont retirés à l'entrepreneur ou que ce dernier n'a pas respecté le contrat ou n'a pas rempli ses engagements en vertu du contrat, le Canada peut s'approprier le dépôt de garantie, s'il en est.
- 2) Si le Canada s'approprie le dépôt de garantie, le montant obtenu en l'occurrence est réputé être un montant payable à l'entrepreneur par le Canada en vertu du contrat.
- 3) Tout solde du montant obtenu, s'il en est, après paiement de toute perte, tout dommage ou toute réclamation du Canada et des tiers, sera payé par le Canada à l'entrepreneur si, selon le Canada, ce solde n'est pas nécessaire aux fins du contrat.

CG8 RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

CG8.1 INTERPRÉTATION

- 1) On entend par « différend » les conflits se rapportant à toute question définie par l'entrepreneur dans l'avis soumis au Canada conformément à l'alinéa 2) de la CG8.3, « Avis de différend », y compris les réclamations de

l'entrepreneur résultant de ce différend et toutes les contre-réclamations du Canada, mais cette expression ne comprend pas des demandes de l'une ou l'autre des parties pour dommages-intérêts punitifs ou exemplaires, blessures, décès ou toute réclamation fondée sur une allégation de diffamation ou sur une déclaration calomnieuse.

- 2) Les procédures de règlement extrajudiciaire des différends prévues à la CG8 ne s'appliquent pas à une réclamation du Canada contre l'entrepreneur, à l'exception d'une contre-réclamation résultant d'un différend répondant à la définition de l'alinéa 1) de la CG8.1, y compris, sans limitation, une réclamation fondée sur la compensation de toute somme payable par l'entrepreneur au Canada en vertu de la CG5.10, « Dédommagement pour retard d'achèvement ».

CG8.2 CONSULTATION ET COLLABORATION

- 1) Les parties conviennent d'assurer une communication ouverte et honnête pendant toute la durée de l'exécution du contrat.
- 2) Les parties conviennent de se consulter et collaborer dans l'exécution des travaux et la résolution des problèmes ou des différends qui peuvent survenir.

CG8.3 AVIS DE DIFFÉREND

- 1) Tout différend surgissant entre les parties au contrat, de quelque nature qu'il soit découlant du contrat ou relativement à celui-ci, qui peut donner lieu à une réclamation de l'entrepreneur contre le Canada et qui n'est pas réglé par consultation et collaboration selon les modalités de la CG8.2, « Consultation et collaboration », est résolu en premier lieu par le Canada, dont la décision ou la directive écrite est finale et exécutoire, sous réserve des dispositions de la CG8. Une décision ou directive écrite comprend notamment toute décision ou directive émise par écrit par le Canada en vertu des dispositions des Conditions générales.
- 2) L'entrepreneur est réputé avoir accepté la décision ou directive du Canada visée à l'alinéa 1) de la CG8.3 et avoir exonéré expressément le Canada de toute réclamation à l'égard de la question visée dans cette décision ou directive sauf s'il soumet au Canada, dans les 15 jours ouvrables suivant la réception de cette décision ou directive, un avis écrit de différend demandant une négociation formelle en vertu de la CG8.4, « Négociation ». Cet avis doit référer spécifiquement à la CG8.4, « Négociation », et préciser les questions en litige de même que les dispositions pertinentes du contrat.
- 3) L'envoi d'un avis écrit conformément à l'alinéa 2) de la CG8.3 par l'entrepreneur n'aura pas pour effet de dégager pour autant de son obligation de respecter la décision ou la directive faisant l'objet du différend. Toutefois, le fait que l'entrepreneur se conforme à cette décision ou directive ne peut être interprété comme une admission par l'entrepreneur du bien-fondé de cette décision ou directive.
- 4) Si un différend n'est pas réglé rapidement, le Canada donne à l'entrepreneur les instructions qui, à son avis, sont nécessaires à la bonne exécution des travaux et pour prévenir les retards en attendant le règlement de la question. L'entrepreneur continue d'exécuter lesdits travaux conformément aux dispositions et aux exigences du contrat, ainsi qu'aux instructions du Canada, sauf si le Canada résilie le contrat, ordonne à l'entrepreneur de suspendre les travaux ou retire les travaux à l'entrepreneur. L'exécution desdits travaux n'a pas pour effet de porter préjudice aux réclamations de l'entrepreneur.
- 5) Nulle disposition de la CG8 n'a pour effet de dégager l'entrepreneur de son obligation de donner tout autre avis exigé par le contrat dans le délai qui y est précisé, notamment tous les avis prévus en vertu de la CG6.2, « Changements des conditions du sous-sol ».

CG8.4 NÉGOCIATION

- 1) Dans les 10 jours ouvrables suivant la réception, par le Canada, d'un avis visé à l'alinéa 2) de la CG8.3 ou dans tout autre délai pouvant être fixé d'un commun accord, les parties doivent entreprendre des négociations formelles afin de résoudre leur différend. Les négociations se déroulent initialement entre les représentants de l'entrepreneur et du Canada qui assument directement la surveillance de l'exécution, l'administration ou la gestion du contrat.

- 2) Si les représentants visés à l'alinéa 1) de la CG8.4 ne peuvent pas résoudre une partie ou la totalité des questions faisant l'objet des négociations dans les 10 jours ouvrables afin de régler les questions non résolues, les parties font appel à un deuxième niveau de négociation impliquant un ou des dirigeants de l'entrepreneur et un ou des cadres supérieurs représentant le Canada.
- 3) Si les négociations ne permettent pas de résoudre le différend dans les 30 jours ouvrables suivant la date de signification de l'avis mentionné à l'alinéa 2) de la CG8.3, « Avis de différend », ou dans le délai prolongé d'un commun accord, l'entrepreneur peut, à l'expiration de cette période envoyer au Canada un avis écrit conformément à la CG2.3, « Avis », dans les 10 jours ouvrables qui suivent cette date, et demander qu'un médiateur intervienne pour aider les parties à s'entendre sur les questions non résolues.
- 4) Si l'entrepreneur ne demande pas la médiation dans le délai prévu à l'alinéa 3) de la CG8.4, il sera réputé avoir accepté la décision ou la directive du Canada en vertu de l'alinéa 1) de la CG8.3, « Avis de différend », et avoir exonéré expressément le Canada de toute réclamation concernant la question faisant l'objet de cette décision ou directive.

CG8.5 MÉDIATION

- 1) Si l'entrepreneur demande l'intervention d'un médiateur conformément à l'alinéa 3) de la CG8.4, « Négociation », cette médiation doit se dérouler conformément à la CG8.8, « Règles pour la médiation des différends ».
- 2) Si aucun médiateur de projet n'a été antérieurement nommé par les parties aux fins de l'application du contrat, les parties nomment un médiateur de projet conformément à la CG8.8, « Règles pour la médiation des différends », dès qu'un avis de demande de médiation a été donné aux termes de l'alinéa 3) de la CG8.4, « Négociation ».
- 3) Si le différend n'est pas résolu :
 - (a) dans les 10 jours ouvrables suivant la nomination d'un médiateur de projet aux termes de l'alinéa 2) de la CG8.5, dans le cas où aucun médiateur n'a été préalablement nommé;
 - (b) dans les 10 jours ouvrables suivant la réception, par le Canada, de l'avis écrit prévu à l'alinéa 3) de la CG8.4, « Négociation », dans le cas où un médiateur de projet a été préalablement nommé; ou
 - (c) dans tout autre délai prolongé d'un commun accord des parties;

le médiateur de projet doit mettre fin à la médiation, en avisant les parties par écrit de la date d'effet de la cessation de la médiation.

CG8.6 CONFIDENTIALITÉ

- 1) Sauf exigence contraire de la loi, tous les renseignements échangés par les parties et leurs représentants, par quelque moyen que ce soit, le seront sans préjudice et d'une manière confidentielle. Toutefois, la recevabilité ou divulgation d'un élément de preuve qui peut être autrement reçu en preuve ou dont la production peut être exigée lors d'un interrogatoire judiciaire, n'est pas affectée par l'utilisation de cet élément de preuve dans le cadre d'une procédure de règlement extrajudiciaire des différends.

CG8.7 RÈGLEMENT

- 1) Tout accord de règlement portant sur la totalité ou une partie d'un différend et conclu par quelque moyen que ce soit, est constaté par écrit et signé par les parties ou par leurs représentants agréés.

CG8.8 RÈGLES POUR LA MÉDIATION DES DIFFÉRENDS

CG8.8.1 INTERPRÉTATION

Dans les présentes règles

- 1) " coordonnateur " signifie la personne désignée par le Canada comme coordonnateur de règlement des différends.

CG8.8.2 APPLICATION

- 1) D'un commun accord, les parties peuvent modifier les règles ou en ajouter d'autres.

CG8.8.3 COMMUNICATION

- 1) Les communications écrites prévues par les présentes règles sont données de la même façon que les avis écrits donnés conformément à la CG2.3 (Avis).

CG8.8.4 NOMINATION D'UN MÉDIATEUR DE PROJET

- 1) D'un commun accord, les parties peuvent, en tout temps après l'entrée en vigueur du contrat, désigner un médiateur (le " médiateur de projet ") pour mener, conformément aux présentes, une médiation de tout différend pouvant découler de l'interprétation, de l'application ou de l'administration du contrat. Dans un tel cas, elles concluent avec le médiateur de projet un contrat qui est rédigé par le coordonnateur de règlement des différends et convenu par les parties.
- 2) À défaut de désigner un médiateur de projet conformément à l'alinéa 1) de la CG8.8.4, celui-ci est désigné par les parties dans les 17 jours ouvrables suivant la réception d'un avis écrit de l'entrepreneur, conformément aux dispositions de la CG2.3, « Avis », demandant la tenue d'une négociation par voie de médiation en la manière prévue aux présentes règles afin d'aider les parties à régler les questions demeurant en litige. Le contrat conclu avec le médiateur de projet doit rencontrer les exigences requises aux fins du contrat visé à l'alinéa 1) de la CG8.8.4.
- 3) Dans les cas où la médiation est demandée par l'entrepreneur en vertu des modalités de l'alinéa 3) de la CG8.4, « Négociation », si les parties ont déjà conclu un contrat avec un médiateur de projet, elles transmettent au médiateur de projet et au coordonnateur dans un délai de 2 jours:
 - (a) une copie de l'avis écrit de différend demandant la négociation formelle en vertu de l'alinéa 2) de la CG8.3, « Avis de différend »
 - (b) une copie de la position écrite du Canada en rapport avec l'avis, les questions encore en litige et les références pertinentes au contrat;
 - (c) une copie de la demande écrite de médiation de l'entrepreneur exigée en vertu de l'alinéa 3 de la CG8.4, « Négociation ».
- 4) Si les parties n'ont pas convenu d'un médiateur de projet, elles remettent au coordonnateur les documents visés aux sous-alinéas 3a) b) et c) de la CG8.8.4 ainsi qu'une demande exigeant l'assistance d'un médiateur de projet, mutuellement acceptable aux deux parties, en conformité des présentes règles.
- 5) Dans les 5 jours ouvrables suivant la réception de la demande et des documents visés à l'alinéa 4) de la CG8.8.4, le coordonnateur remet aux parties une liste de médiateurs qualifiés du secteur privé, liste obtenue d'une entité indépendante et impartiale, ainsi que des instructions leur demandant de choisir et de classer, individuellement et confidentiellement, les médiateurs suggérés qu'ils jugent acceptables, selon un ordre de préférence. Chaque médiateur ainsi listé doit être impartial et indépendant des parties, et doit être un médiateur commercial d'expérience et compétent, connaissant de préférence l'objet du différend.
- 6) Dans les 10 jours ouvrables suivant la réception de la liste visée à l'alinéa 5) de la CG8.8.4, chaque partie se conforme aux instructions accompagnant la liste et remet sa réponse au coordonnateur.

-
- 7) Dans les 2 jours ouvrables suivant la réception des réponses, le coordonnateur sélectionne le médiateur qui aura obtenu le rang le plus élevé du classement commun des deux parties, à titre de médiateur de projet aux fins du contrat.
 - 8) En cas d'égalité, le coordonnateur consulte les deux parties afin qu'elles réévaluent leur choix pour l'aider à sélectionner le médiateur de projet qu'il leur est acceptable. Si les parties ne peuvent s'entendre, le coordonnateur leur remet une deuxième liste de médiateurs, et la procédure est reprise.
 - 9) Si les parties n'ont pas antérieurement conclu un contrat avec un médiateur de projet mutuellement acceptable, le coordonnateur déploiera les efforts raisonnables pour négocier en leur nom un contrat avec un médiateur de projet acceptable aux deux parties, qui incorpore les articles des présentes règles ou s'y conforme. En cas d'échec des négociations ou si, pour une autre raison, la personne ne veut ou ne peut conclure un contrat afin d'agir comme médiateur de projet, le coordonnateur répète le même processus avec le deuxième médiateur.
 - 10) En cas de réussite des négociations visées à l'alinéa 9) de la CG8.8.4, les parties conviennent de conclure un contrat avec le médiateur de projet choisi, lequel est rédigé par le coordonnateur et en accord avec les parties.
 - 11) À la signature du contrat avec le médiateur de projet visé à l'alinéa 10) de la CG8.8.4, le coordonnateur remet à ce dernier des exemplaires des documents visés à l'alinéa 3) de la CG8.8.4.

CG8.8.5 CONFIDENTIALITÉ

- 1) Sous réserve de l'alinéa 2) de la CG8.8.5 et sauf entente contraire écrite des parties, le médiateur de projet, les parties et leurs conseillers juridiques ou représentants protègent la confidentialité de toutes les questions et de tous les documents divulgués pendant la médiation sauf si leur divulgation est nécessaire à la mise en œuvre de toute entente conclue entre les parties ou est exigée par la loi.
- 2) La recevabilité ou divulgation d'un élément de preuve qui peut être autrement reçu en preuve ou dont la production peut être exigée dans le cadre d'une procédure arbitrale ou judiciaire, n'est pas affectée par l'utilisation de cet élément de preuve dans le cadre du processus de médiation.
- 3) Aucune des parties ne peut faire une transcription, dresser un procès-verbal ou documenter autrement une conférence de médiation.
- 4) Les notes personnelles et les avis écrits du médiateur de projet consignés relativement à la médiation sont sa propriété et sous son contrôle exclusifs, ils sont confidentiels et ne peuvent être utilisés dans aucune procédure ultérieure entre les parties ou, s'ils sont contraires à l'intérêt de la partie intéressée, sans l'autorisation écrite expresse de celle-ci.
- 5) L'échange de tout renseignement pendant la procédure de médiation, par quelque moyen que ce soit, est sous toute réserve et lesdits renseignements sont considérés par les parties et leurs représentants comme étant confidentiels, sauf disposition contraire de la loi.

CG8.8.6 DATE ET LIEU DE LA MÉDIATION

- 1) Le médiateur de projet, de concert avec les parties, fixe les dates, heures et lieux des séances de médiation le plus tôt possible, tenant compte que, sous réserve d'entente contraire des parties, il n'a que 10 jours ouvrables pour tenter de régler le différend.

CG8.8.7 REPRÉSENTATION

- 1) Lors d'une séance de médiation, les représentants des parties peuvent être accompagnés d'un conseiller juridique ou de toute autre personne.

-
- 2) Si le médiateur de projet est un avocat, il ne peut offrir de conseils juridiques à une partie durant la séance de médiation, mais il peut lui recommander d'obtenir l'avis d'un avocat indépendant avant de conclure un arrangement à l'amiable.

CG8.8.8 PROCÉDURE

- 1) Les parties conviennent d'échanger tous les faits, renseignements et documents sur lesquels elles ont l'intention de fonder leur présentation orale ou écrite pendant la période de médiation. Cet échange se fait au plus tard deux (2) jours ouvrables avant la date d'une séance de médiation.
- 2) Le médiateur de projet est libre de rencontrer les parties individuellement pendant la séance de médiation s'il estime que cela peut accroître les chances d'un règlement par voie de médiation, et l'une ou l'autre des parties peut demander à le rencontrer individuellement en tout temps.
- 3) Les parties peuvent s'entendre pour prolonger la période de dix (10) jours ouvrables disponibles pour régler le différend par voie de médiation, et le médiateur de projet consigne cette entente par écrit.

CG8.8.9 ACCORD DE RÈGLEMENT

- 1) Les parties consignent par écrit tout arrangement à l'amiable conclu, avec suffisamment de détails pour que l'on comprenne clairement
- (a) les questions réglées;
 - (b) les obligations assumées par chaque partie, notamment les critères visant à déterminer si et quand ces obligations ont été exécutées;
 - (c) les conséquences du non-respect du règlement conclu.
- 2) Les parties conviennent d'exécuter le règlement à l'amiable le plus tôt possible et, quoi qu'il en soit, dans les délais prévus par le règlement.

CG8.8.10 FIN DE LA MÉDIATION

- 1) L'une des parties peut se retirer de la médiation en tout temps, sans raison, et le médiateur de projet remet alors à chacune un avis écrit mettant fin à la négociation par voie de médiation et indiquant la date d'effet de la clôture de la médiation.
- 2) Lorsque, de l'avis du médiateur de projet, l'une des parties n'agit pas de bonne foi ou n'observe pas les conditions des présentes règles, ou s'il estime, durant la médiation, que la poursuite des négociations ne permettra pas de résoudre les questions encore en litige, il peut mettre fin à la négociation en remettant aux parties un avis écrit de clôture, en y indiquant ses motifs et la date d'effet de la clôture de la médiation.
- 3) Lorsqu'un différend n'est pas réglé dans les dix (10) jours ouvrables ou une période plus longue convenue par les parties, le médiateur de projet met fin à la médiation en remettant aux parties un avis écrit indiquant la date d'effet de la clôture de la médiation.

CG8.8.11 FRAIS

- 1) Les parties conviennent d'assumer chacune les coûts de leurs propres représentants et conseillers, y compris leurs frais de déplacement et de séjour. Les honoraires et les dépenses du médiateur de projet ainsi que tous les frais généraux liés à la médiation, comme les frais de location de salles de réunion, sont assumés à parts égales entre les parties.

CG8.8.12 PROCÉDURES SUBSÉQUENTES

- 1) Les parties ne peuvent invoquer ou produire en preuve, dans une procédure arbitrale ou judiciaire, que cette procédure soit liée ou non à l'objet de la médiation,
 - (a) un document de l'autre partie qui ne peut par ailleurs être produit dans le cadre de cette procédure;
 - (b) des opinions exprimées ou des suggestions faites par une partie à l'égard du règlement possible des questions en litige;
 - (c) un aveu fait par une partie, pendant la médiation, à moins que la partie ayant fait l'aveu y ait expressément consenti;
 - (d) le fait qu'une partie a indiqué sa volonté de faire ou d'accepter une proposition ou une recommandation de règlement.
- 2) Le médiateur de projet ne peut représenter une des parties ni témoigner pour celle-ci dans une enquête, action ou procédure ultérieure relative aux questions faisant l'objet de la médiation.
- 3) Le médiateur de projet ne peut être assigné pour témoigner relativement
 - (a) à son rôle dans la médiation; ou
 - (b) aux questions en litige dans la médiation;dans une enquête, action ou procédure ultérieure, et les parties conviennent de s'opposer vigoureusement à l'assignation du médiateur.

CG9 GARANTIE CONTRACTUELLE**CG9.1 OBLIGATION DE DÉPOSER UNE GARANTIE CONTRACTUELLE**

- 1) L'entrepreneur doit, à ses frais et dans les 14 jours suivant la réception d'un avis confirmant que le Canada accepte son offre, obtenir et déposer auprès du Canada une garantie contractuelle sous l'une des formes prescrites dans la CG9.2, « Types et montants de la garantie contractuelle »
- 2) Si la totalité ou une partie de la garantie contractuelle déposée se présente sous la forme d'un dépôt de garantie, cette garantie est conservée et traitée conformément à la CG5.13, « Remise du dépôt de garantie », et à la CG7.4, « Dépôt de garantie - confiscation ou remise ».
- 3) Si une partie de la garantie contractuelle déposée se présente sous la forme d'un cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux, l'entrepreneur doit en afficher une copie à l'emplacement des travaux
- 4) Le dépôt de la garantie contractuelle, selon les modalités précisées dans les présentes, constitue une des conditions préalables à l'autorisation du premier paiement progressif.

CG9.2 TYPES ET MONTANTS DE LA GARANTIE CONTRACTUELLE

- 1) L'entrepreneur doit déposer auprès du Canada soit (a) ou (b)
 - (a) Un cautionnement d'exécution et un cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux, représentant chacun au moins 50p. 100 du montant du contrat.

-
- (b) Un dépôt de garantie ou une lettre de crédit irrévocable représentant au moins 20 p. 100 du montant du contrat.
- 2) Le cautionnement d'exécution (formulaire [PWGSC-TPSGC 505](#)) et le cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux (formulaire [PWGSC-TPSGC 506](#)) mentionnés au sous-alinéa 1)a) de la CG9.2 doivent être présentés en utilisant un formulaire approuvé par le Canada et provenir d'une compagnie de cautionnement reconnue par le Canada (voir l'[Appendice L](#), Compagnies de cautionnement reconnues, du Conseil du Trésor).
- 3) Le dépôt de garantie mentionné au sous-alinéa 1)b) de la CG9.2 consiste en
- (a) une lettre de change, une traite bancaire ou un mandat de poste établi à l'ordre du Receveur général du Canada et certifié par une institution financière approuvée ou tiré par une institution financière approuvée sur son propre compte; ou
- (b) des obligations du gouvernement du Canada ou des obligations garanties inconditionnellement quant au capital et aux intérêts par le gouvernement du Canada.
- 4) Aux fins du sous-alinéa 3)(a) de la CG9.2
- (a) une lettre de change est un ordre inconditionnel donné par écrit par l'entrepreneur à une institution financière agréée et obligeant ladite institution à verser, sur demande et à une certaine date, une certaine somme au Receveur général du Canada ou à l'ordre de ce dernier;
- (b) si une lettre de change, une traite bancaire ou un mandat de poste est certifié(e) ou tiré par une institution financière ou une institution autre qu'une banque à charte, elle/il doit être accompagné(e) d'une lettre ou d'une attestation estampillée confirmant que l'institution financière appartient à au moins l'une des catégories mentionnées au sous-alinéa 4)(c) de la CG9.2;
- (c) ne institution financière agréée est
- (i) une société ou institution membre de l'Association canadienne des paiements tel que défini dans la [Loi canadienne sur les paiements](#);
- (ii) une société qui accepte les dépôts assurés par la Société d'assurance-dépôts du Canada ou l'Autorité des marchés financiers, et ce, jusqu'au maximum autorisé par la loi;
- (iii) une société qui accepte les dépôts du public et pour laquelle le remboursement des dépôts est garanti par Sa Majesté au nom d'une province;
- (iv) une société, une association ou une fédération constituée ou organisée comme caisse de crédit ou société coopérative de crédit, qui se conforme aux exigences d'une caisse de crédit, lesquelles sont plus amplement décrites au paragraphe 137(6) de la [Loi de l'impôt sur le revenu](#); ou
- (v) La Société canadienne des Postes.
- 5) Les obligations mentionnées au sous-alinéa 3)b) de la CG9.2 doivent être fournies à leur valeur courante sur le marché à la date du contrat et être
- (a) payables au porteur; ou
- (b) accompagnées d'un document de transfert dûment exécuté à l'ordre du Receveur général du Canada, et dans la forme prescrite par le Règlement sur les obligations intérieures du Canada; ou
- (c) soit enregistrées quant au capital ou quant au capital et aux intérêts au nom du Receveur général du Canada, conformément au Règlement sur les obligations intérieures du Canada.

-
- 6) La lettre de crédit irrévocable mentionnée au sous-alinéa 1)(b) de la CG9.2 doit
- (a) constituer une disposition, quelle que soit sa désignation ou description, en vertu de laquelle une institution financière (l'« émetteur »), agissant à la demande et selon les instructions d'un client (le « requérant »), ou à son nom,
 - (i) doit verser un paiement au Canada ou l'établir à son ordre, à titre de bénéficiaire;
 - (ii) doit accepter et payer les lettres de change tirées par le Canada
 - (iii) autorise une autre institution financière à effectuer un tel paiement ou à accepter et payer lesdites lettres de change; ou;
 - (iv) autorise une autre institution financière à négocier, à la suite d'une demande écrite de paiement, à condition que les termes et conditions de la lettre de crédit soient respectées
 - (b) indiquer le montant nominal que l'on peut tirer;
 - (c) porter une date d'expiration;
 - (d) prévoir le paiement à vue à l'ordre du Receveur général du Canada à partir de la lettre de change de l'institution financière sur présentation d'une demande écrite de paiement signée par le Canada;
 - (e) prévoir que plus d'une demande écrite de paiement puisse être présentée à condition que la somme de ces demandes ne dépasse pas la valeur nominale de la lettre de crédit;
 - (f) prévoir son assujettissement aux Règles et usances uniformes (RUU) relatives aux crédits documentaires de la Chambre de commerce internationale (CCI), révision de 2007, publication no 600 de la CCI, En vertu des Règles et usances uniformes relatives aux crédits documentaires de la CCI, un crédit est irrévocable même s'il n'y a pas d'indication à cet effet; et
 - (g) être émise ou confirmée par une institution financière agréée sur son papier à en-tête, dans l'une ou l'autre des langues officielles avec une mise en page à la discrétion de l'émetteur ou du confirmateur.

Coûts admissibles pour les modifications de contrat sous Conditions générales

- 01 Généralités
- 02 Taux horaires de main-d'oeuvre
- 03 Coûts des matériaux, de l'outillage et de l'équipement
- 04 Majoration à l'entrepreneur ou au sous-traitant

01 (2007-05-25) GÉNÉRALITÉS

1. L'entrepreneur doit présenter une ventilation des coûts estimés pour chaque modification proposée conformément à l'alinéa 4) de la CG6.4.1, « Calcul du prix avant d'apporter des modifications ». La ventilation doit faire état de l'ensemble des coûts de la main-d'oeuvre, d'outillage et de matériaux qui sont estimés par l'entrepreneur et sous-traitants, ainsi que du montant de chaque majoration.
2. Il appartient à l'entrepreneur de s'assurer que tous les prix des sous-traitants inclus dans le prix qu'il soumet au Canada sont justes et raisonnables, compte tenu des modalités exprimées dans les présentes.
3. Le nombre d'heures de travail requises pour la modification proposée doit être fondé sur le nombre estimatif d'heures requises pour exécuter les travaux.
4. Ces heures peuvent comprendre le temps de travail du contremaître en service, calculé au taux applicable convenu par écrit entre l'entrepreneur et le Canada.
5. Le temps attribuable à la manutention des matériaux, les facteurs de productivité et les périodes de repos approuvées doivent faire partie du nombre d'heures requises pour la modification proposée et ne seront pas payés comme élément distinct aux taux horaires.
6. Les majorations visées à l'article 04 ci-après ne doivent pas être comprises dans les taux horaires de main-d'oeuvre.
7. Seuls les travaux directement reliés aux modifications pourront faire l'objet d'un crédit pour travaux supprimés.
8. Lorsqu'une modification entraîne la suppression de travaux qui n'ont pas encore été exécutés, le Canada a droit à un ajustement au montant du contrat, égal au coût que l'entrepreneur aurait engagé si les travaux n'avaient pas été supprimés.
9. Les majorations mentionnées à l'article 04 ci-après ne doit être appliqué à aucun crédit pour travaux supprimés.
10. Dans les cas où le changement consiste à ajouter des éléments aux travaux et à en supprimer, les majorations visées à l'article 04 ci-après ne s'appliquent que lorsque le coût des travaux ajoutés moins le coût des travaux supprimés entraîne une augmentation du montant du contrat. La majoration en pourcentage ne s'appliquera qu'à la tranche des coûts des travaux ajoutés en sus du coût des travaux supprimés.
11. Si la modification proposée oblige à modifier la date d'achèvement des travaux prévue au contrat ou a un impact sur les travaux, l'entrepreneur doit déterminer le nouveau coût, le cas échéant, et l'inclure dans la ventilation qu'il présente au Canada.

02 (2015-02-25) TAUX HORAIRES DE MAIN-D'OEUVRE

1. Les taux horaires de main-d'oeuvre énumérés dans la ventilation de l'entrepreneur son établis conformément aux conventions collectives s'appliquant sur le chantier et comprennent :
 - a. le taux de salaire de base;
 - b. les rémunérations de vacances;

c. les avantages sociaux, soit :

- i. les cotisations d'assurance-sociale;
- ii. les cotisations de retraite;
- iii. les droits d'affiliation syndicale;
- iv. les cotisations aux caisses de formation et d'industrie;
- v. les autres avantages sociaux applicables, le cas échéant, que l'entrepreneur peut justifier.

d. les obligations légales et les exigences établies par la loi, évaluées et payables en vertu de la loi, qui incluent :

- i. les cotisations d'assurance-emploi;
- ii. les cotisations au Régime de pensions du Canada ou au Régime des rentes du Québec;
- iii. les cotisations à verser à la Commission de la santé et de la sécurité du travail ou à l'organisme chargé de l'indemnisation des accidents du travail;
- iv. les primes d'assurance-responsabilité civile et dommages matériels;
- v. les primes d'assurance-santé.

03 (2015-02-25) COÛTS DES MATÉRIAUX, DE L'OUTILLAGE ET DE L'ÉQUIPEMENT

1. Les coûts de tous les achats et locations doivent être calculés d'après le montant réel versé aux fournisseurs par l'entrepreneur ou par le sous-traitant; lesdits éléments de coût doivent comprendre tous les rabais applicables.

04 (2015-02-25) MAJORATION DE L'ENTREPRENEUR OU DU SOUS-TRAITANT

1. Les majorations établies conformément à l'article 1) de la CG6.4.1, « Calcul du prix avant d'apporter des modifications » sont réputées comme étant rémunération intégrale pour :
- a. la surveillance, la coordination, l'administration, les frais généraux, la marge bénéficiaire et le risque que comporte la réalisation des travaux dans le respect du montant stipulé; et
 - b. les suppléments de coûts divers se rapportant :
 - i. à l'achat ou à la location des matériaux, de l'outillage et de l'équipement;
 - ii. à l'achat de petit outillage et de fournitures;
 - iii. aux mesures de sécurité et de protection;
 - iv. aux permis, aux cautionnements, aux assurances, aux études techniques, aux dessins de l'ouvrage fini, à la mise en service et au bureau de chantier.

CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS)

CS01 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, LIEU DE SAUVEGARDE DES DOCUMENTS

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de Vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la Sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent **TOUS** détenir une **Cote de FIABILITÉ** en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC. Tant que les autorisations de sécurité du personnel de l'entrepreneur requises au titre du présent contrat n'ont pas été émises par la DSIC, ces derniers **NE peuvent PAS PÉNÉTRER** sur les lieux **sans une escorte**.
3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité **NE DOIVENT PAS** être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
4. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
 - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et Directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe A ;
 - b) du Manuel de la sécurité industrielle (dernière édition).

CS02 ATTESTATION DU STATUT D'ENTREPRISE AUTOCHTONE (A3000C) 2014-11-27

1. L'entrepreneur déclare que l'attestation de conformité qu'il a fourni est exacte, complète et conforme aux « Exigences relatives au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones » décrite à l'[Annexe 9.4](#) du *Guide des approvisionnements*.
2. L'entrepreneur doit conserver des dossiers et documents appropriés sur l'exactitude de l'attestation fournie au Canada. L'entrepreneur doit obtenir l'autorisation préalable écrite de l'autorité contractante, avant de disposer des dossiers ou des documents pour une période de six ans commençant à la dernière des dates suivantes: la date du paiement final en vertu du contrat ou la date du règlement de toute plainte ou de tout litige en suspens. Au cours de cette période, tous les dossiers et documents devront être en tout temps accessibles pour vérification par les représentants du Canada, qui pourront en tirer des copies ou des extraits. L'entrepreneur fournira toutes les installations raisonnablement nécessaires à ces vérifications.
3. La présente clause ne peut être interprétée de façon à limiter les droits et recours que le Canada pourra par ailleurs avoir en vertu du contrat

CS03 CONDITIONS D'ASSURANCE

- 1) Polices d'assurance
 - a) L'entrepreneur souscrit et maintient, à ses propres frais, les polices d'assurance conformément aux exigences de l'Attestation d'assurance. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada.
 - b) Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue. L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux

lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

2) Période d'assurance

a) Les polices exigées à l'Attestation d'assurance doivent prendre effet le jour de l'attribution du contrat et demeurer en vigueur pendant toute la durée du contrat.

b) Il incombe à l'entrepreneur de fournir et de maintenir la couverture pour produits/travaux complétés de sa police d'assurance responsabilité civile des entreprises et ce pour un délai minimum de (6) six ans suivant la date du Certificat d'achèvement substantiel.

3) Preuve d'assurance

a) Avant le début des travaux, et au plus tard dix (10) jours après l'acceptation de sa soumission, l'entrepreneur doit remettre au Canada une Attestation d'assurance sur le formulaire fournis.

b) À la demande du Canada, l'entrepreneur doit fournir les originaux ou les copies certifiées de tous les contrats d'assurance auxquels l'entrepreneur a souscrit conformément à l'Attestation d'assurance.

4) Indemnités d'assurance

En cas de sinistre, l'entrepreneur doit faire sans délai toutes choses et exécuter tous documents requis pour le paiement de l'indemnité d'assurance.

5) Franchise

L'entrepreneur doit assumer le paiement de toutes sommes d'argent en règlement d'un sinistre, jusqu'à concurrence de la franchise.

G1001C - Assurance – exigences particulières

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe B . L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicable.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EZ899-151108/D

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWY-4-37180

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwy026

Client Ref. No. - N° de réf. du client

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION (SA)

SA01 IDENTIFICATION DU PROJET

Projet d'assainissement des plans d'eau de la cale sèche d'Esquimalt
Phase 2 – Assainissement des sédiments sous la jetée sud
Anse Constance du port d'Esquimalt, île de Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada

SA02 NOM COMMERCIAL ET ADRESSE DU SOUMISSIONNAIRE

Nom: _____

Adresse: _____

Téléphone: _____ Télécopieur: _____ NEA _____

SA03 OFFRE

Le soumissionnaire offre au Canada d'exécuter les travaux du projet mentionné ci-dessus, conformément aux documents de soumission pour le **MONTANT TOTAL DE LA SOUMISSION INDIQUÉ DANS L'APPENDICE 1.**

SA04 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS

La soumission ne peut être retirée pour une période de (60) jours suivant la date de clôture de l'invitation.

SA05 ACCEPTATION ET CONTRAT

À l'acceptation de l'offre de l'entrepreneur par le Canada, un contrat exécutoire est formé entre le Canada et l'entrepreneur. Les documents constituant le contrat sont ceux mentionnés aux Documents du contrat.

SA06 DURÉE DES TRAVAUX

Dans le cadre du présent projet, les travaux de construction sur le site, y compris l'arrivée de l'entrepreneur sur le chantier de la cale sèche d'Esquimalt, ne commenceront pas avant le **31 août 2015**. Cette date est conforme à la soumission de l'entrepreneur, et à l'approbation du représentant ministériel, des documents préconstruction.

Il faut parvenir au quasi-achèvement des travaux liés au présent projet afin que tout soit prêt à être utilisé d'ici le **15 juillet 2016** pour laisser quatre (4) semaines au inspections du représentant ministériel et à la prise des mesures correctives, au besoin, à moins d'une approbation contraire du représentant ministériel. Toutes les mesures correctives doivent être utilisées terminées en vue d'atteindre un achèvement complet des travaux au plus tard le **15 août 2016**, c'est-à-dire quatre (4) semaines après la date de quasi-achèvement susmentionnée.

SA07 OUTILLAGE FLOTTANT

Le soumissionnaire est envermant le Formulaire de soumission et d'acceptation outillage flottant (Annexe 7) avec sa soumission conformément avec IG06 - R2710T - Instructions générales - Services de construction - Immatriculation et évaluation préalable de l'outillage flottant.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EZ899-151108/D

Client Ref. No. - N° de réf. du client

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWY-4-37180

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwy026

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

SA08 GARANTIE DE SOUMISSION

Le soumissionnaire joint à sa soumission une garantie de soumission conformément à l'IG08 - Exigences relatives à la garantie de soumission de la R2710T - Instructions générales - Services de construction - Exigences relatives à la garantie de soumission

SA09 SIGNATURE

Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du soumissionnaire (Tapés ou lettres moulées)

Signature

Date

APPENDICE 1 - FORMULAIRE DE PRIX COMBINÉS

- 1) Les prix unitaires seront retenus pour établir le montant total des prix calculés. Toute erreur arithmétique a cet appendice sera corrigée par le Canada.
- 2) Le Canada peut rejeter la soumission si quelconque des prix soumis ne tient pas fidèlement compte du coût de l'exécution de la partie des travaux à laquelle ce prix s'applique.

L'ALLOCATION EN ESPÈCES

Le montant de l'allocation en espèces pour 1c dans l'unité ci-dessous le tableau de prix applique.

- a) Section du devis 01 11 55 Déduction des permis de bâtir

TABLEAU DES PRIX UNITAIRES

Le tableau des prix unitaires désigne la partie des travaux qui est assujettie à un arrangement à prix unitaires.

- a) Les travaux faisant partie de chaque article sont tels que décrits aux sections du devis en référence.
- b) Le prix unitaire ne doit pas inclure de montants pour des travaux qui ne sont pas inclus aux articles de prix unitaires.

Voici les prix unitaires pour les travaux, y compris la main-d'œuvre, les matériaux, les outils, le matériel, les coûts indirects et les profits requis pour réaliser les travaux comme décrits dans les plans et devis ci-joints. Ces prix unitaires pourraient être utilisés pour ajuster la valeur du contrat si la portée des travaux augmente ou diminue selon les exigences du représentant du Ministère.

| N° de l'article | Section du devis | Description des travaux | Unité | Quantité estimative | Prix unitaire (TPS en sus) | Prix total (TPS en sus) |
|-----------------|------------------|--|-------------|---------------------|----------------------------|-------------------------|
| 1a | 01 11 55 | Déménagement obligatoire | Ch. | 2 | | |
| 1b | 01 11 55 | Périodes d'attente | Jour | 8 | | |
| 1c | 01 11 55 | Déduction des permis de bâtir | P.F. | 1 | 66000 | 66000 |
| 2a | 01 33 00 | Documents à soumettre préalablement aux travaux | P.F. | 1 | | |
| 2b | 01 33 00 | Documents à soumettre après la construction | P.F. | 1 | | |
| 3a | 01 35 13.43 | Barrières temporaires contre la remise en suspension : conception et achat | P.F. | 1 | | |
| 3b | 01 35 13.43 | Barrières temporaires contre la remise en suspension : installation, entretien et enlèvement | P.F. | 1 | | |
| 4a | 01 50 00 | Mobilisation | P.F. | 1 | | |
| 4b | 01 50 00 | Démobilisation | P.F. | 1 | | |
| 5 | 01 91 13 | Mise en service | P.F. | 1 | | |
| 6 | 02 21 13 | Levés | Jour | 181 | | |
| 7a | 02 41 13 | Démolition sélective d'ouvrages : généralités | P.F. | 1 | | |
| 7b | 02 41 13 | Démolition sélective d'ouvrages : | P.F. | 1 | | |

| | | | | | | |
|----|-------------|--|-------|------|--|--|
| | | système PCCI | | | | |
| 7c | 02 41 13 | Démolition sélective d'ouvrages : défenses en bois de la jetée sud | P.F. | 1 | | |
| 8a | 02 41 13.14 | Enlèvement de revêtement bitumineux : jetée ouest en bois d'œuvre | tonne | 698 | | |
| 8b | 02 41 13.14 | Enlèvement de revêtement bitumineux : jetée sud en bois d'œuvre | tonne | 567 | | |
| 8c | 02 41 13.14 | Enlèvement de revêtement bitumineux : divers pour les services publics enfouis | tonne | 40 | | |
| 9a | 02 41 16.01 | Inspections de l'état des structures adjacentes préalables aux travaux de construction | P.F. | 1 | | |
| 9b | 02 41 16.01 | Démolition d'ouvrages : pieux de défense de la jetée sud | P.F. | 1 | | |
| 9c | 02 41 16.01 | Démolition d'ouvrages : ducs d'albe à l'angle de la jetée sud | P.F. | 1 | | |
| 9d | 02 41 16.01 | Démolition d'ouvrages : poutres d'appui de pieu et cales en bois d'œuvre (au rideau de palplanches périmétrique) | P.F. | 1 | | |
| 9e | 02 41 16.01 | Démolition d'ouvrages : raidisseurs en acier (au rideau de palplanches périmétrique) | P.F. | 1 | | |
| 9f | 02 41 16.01 | Démolition d'ouvrages : jetée ouest en bois d'œuvre (à une densité moyenne présumée de 840 kg/m³) | tonne | 3180 | | |
| 9g | 02 41 16.01 | Démolition d'ouvrages : jetée sud en bois d'œuvre (à une densité moyenne présumée de 840 kg/m³) | tonne | 2460 | | |
| 9h | 02 41 16.01 | Démolition d'ouvrages : pieux de démarcation en bois d'œuvre et rideau de palplanches affaissé | P.F. | 1 | | |
| 9i | 02 41 16.01 | Démolition d'ouvrages : plate-forme de grue de la jetée ouest | m³ | 350 | | |
| 9j | 02 41 16.01 | Démolition d'ouvrages : plate-forme de grue de la jetée sud | m³ | 110 | | |
| 9k | 02 41 16.01 | Démolition d'ouvrages : béton pad grues de la jetée sud | cu. m | 110 | | |
| 9l | 02 41 16.01 | Démolition d'ouvrages : Dalle de plancher (à haut mât Lumière) de la jetée sud | cu. m | 18 | | |

| | | | | | | |
|-----|-------------|---|-------|-----|--|--|
| 9m | 02 41 16.01 | Démolition d'ouvrages : à haut mât Lumière Foundation | cu. m | 25 | | |
| 10a | 02 41 16.02 | Déplacement d'ouvrages : désamarrer et entreposer le quai pour remorqueurs | P.F. | 1 | | |
| 10b | 02 41 16.02 | Déplacement d'ouvrages : réinstaller le quai pour remorqueurs | P.F. | 1 | | |
| 11 | 03 39 00 | Béton coulé sur place : dalle du tablier de la jetée | m³ | 23 | | |
| 12a | 05 50 00 | Ouvrages métalliques : raidisseurs temporaires de soutien aux caissons en bois d'œuvre (matériaux réutilisés) | P.F. | 1 | | |
| 12b | 05 50 00 | Ouvrages métalliques : échelles de sécurité du quai (matériaux réutilisés) | P.F. | 1 | | |
| 12c | 05 50 00 | Ouvrages métalliques : échelles d'accès | P.F. | 1 | | |
| 12d | 05 50 00 | Ouvrages métalliques : divers | P.F. | 1 | | |
| 13a | 06 10 10 | Cales en bois d'œuvre (matériaux réutilisés) | P.F. | 1 | | |
| 13b | 06 10 10 | Rails dissymétriques (matériaux réutilisés) | P.F. | 1 | | |
| 14 | 22 15 00 | Modifications au circuit d'air comprimé | P.F. | 1 | | |
| 15 | 22 33 18 | Modifications aux tuyauteries d'évacuation | P.F. | 1 | | |
| 16 | 26 05 21 | Modifications au système électrique BT | P.F. | 1 | | |
| 17 | 26 05 27 | Mise à la terre | P.F. | 1 | | |
| 18 | 31 32 19.01 | Géotextile : joints de chevauchement du rideau de palplanches | P.F. | 1 | | |
| 19a | 31 61 13 | Enlèvement des obstructions des pieux tubulaires | heure | 24 | | |
| 19b | 31 61 13 | Élimination des obstructions des pieux tubulaires | tonne | 5,0 | | |
| 20a | 31 62 17 | Enlèvement des obstructions des palplanches | heure | 24 | | |
| 20b | 31 62 17 | Élimination des obstructions des palplanches | tonne | 5,0 | | |
| 20c | 31 62 17 | Palplanches en acier : rebattage du rideau de type A (AZ26-700) | P.F. | 1 | | |

| | | | | | | |
|-----|----------|--|------|--------|--|--|
| 20d | 31 62 17 | Palplanches en acier : rebattage du rideau de type B (AZ38-700N) | P.F. | 1 | | |
| 20e | 31 62 17 | Palplanches en acier : rebattage du rideau de type C (AZ50) | P.F. | 1 | | |
| 20f | 31 62 17 | Palplanches en acier : rebattage du rideau de type D (AZ50) | P.F. | 1 | | |
| 20g | 31 62 17 | Palplanches en acier : rebattage du rideau de type E (AZ38-700N) | P.F. | 1 | | |
| 20h | 31 62 17 | Palplanches en acier : Découper et éliminer le rideau de type D au caisson en bois d'œuvre (AZ50) | P.F. | 1 | | |
| 20i | 31 62 17 | Palplanches en acier : extraire et éliminer le rideau de type A (AZ26-700) | P.F. | 1 | | |
| 20j | 31 62 17 | Palplanches en acier : extraire et éliminer le rideau de type B (AZ38-700N) | P.F. | 1 | | |
| 20k | 31 62 17 | Palplanches en acier : extraire et éliminer le rideau de type C (AZ50) | P.F. | 1 | | |
| 20l | 31 62 17 | Palplanches en acier : extraire et éliminer le rideau de type D (AZ50) | P.F. | 1 | | |
| 20m | 31 62 17 | Palplanches en acier : extraire et éliminer le rideau de type E (AZ38-700N) | P.F. | 1 | | |
| 21a | 31 62 19 | Pieux en bois d'œuvre : réinstaller les pieux de défense de la jetée sud (le long du périmètre en béton de la jetée) | P.F. | 1 | | |
| 21b | 31 62 19 | Pieux en bois d'œuvre : réinstaller les ducs d'albe à l'angle de la jetée sud (comme marqueurs de navigation) | P.F. | 1 | | |
| 21c | 31 62 19 | Pieux en bois d'œuvre : feux de navigation | L.S. | 1 | | |
| 22 | 32 11 19 | Couche de fondation granulaire | m³ | 21 | | |
| 23 | 32 11 23 | Couche de base granulaire | m³ | 36 | | |
| 24a | 32 12 16 | Revêtement bitumineux | m² | 172 | | |
| 24b | 32 12 16 | Glissières de sécurité en béton | L.S. | 1 | | |
| 25 | 33 11 16 | Modifications aux canalisations principales d'incendie | P.F. | 1 | | |
| 26a | 35 20 23 | Dragage requis | m³ | 37 900 | | |
| 26b | 35 20 23 | Redragage éventuel | m³ | 2100 | | |

Solicitation No. - N° de l'invitation

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

EZ899-151108/D

pwy026

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

PWY-4-37180

| | | | | | | |
|---------------------------------------|-------------|--|----------------|--------|--|--|
| 26c | 35 20 23 | Transport par eau pour le dragage requis | m ³ | 37 900 | | |
| 26d | 35 20 23 | Transport par eau pour le redragage éventuel | m ³ | 2100 | | |
| 27a | 35 20 23.01 | Déchargement | m ³ | 40 000 | | |
| 27b | 35 20 23.01 | Transport terrestre | m ³ | 39 800 | | |
| 27c | 35 20 23.01 | Transport terrestre de déchets dangereux | m ³ | 200 | | |
| 27d | 35 20 23.01 | Élimination de déchets non dangereux | m ³ | 39 800 | | |
| 27e | 35 20 23.01 | Élimination des déchets dangereux | m ³ | 200 | | |
| 28a | 35 37 10 | Sable de type 1 | m ³ | 8300 | | |
| 28b | 35 37 10 | Sable de type 2 | m ³ | 14 900 | | |
| 28c | 35 37 10 | Sable de type 3 | m ³ | 600 | | |
| 28d | 35 37 10 | Toile filtrante | m ³ | 6 500 | | |
| 28e | 35 37 10 | Matériaux de carapace (pierres de 0,3 m) | m ³ | 7000 | | |
| 28f | 35 37 10 | Matériaux de carapace (pierres de 0,15 m) | m ³ | 2000 | | |
| 28g | 35 37 10 | Matériaux géosynthétiques imperméables | m ² | 400 | | |
| MONTANT TOTAL DE LA SOUMISSION | | | | | | |
| Excluant les taxes applicable(s) | | | | | | |

Nota : Les articles de l'appel d'offres 26a à 28f, selon le tableau des prix unitaires, donnent les volumes à payer pour tout le dragage prévu et le transport par eau, le déchargement, le transport terrestre et l'élimination des sédiments et des débris dragués ainsi que les activités de pose de matériaux de recouvrement artificiels; ils comprennent les allocations payables de surdragage et de pose de surplus de matériaux, comme décrits dans le devis et comme représentés sur les dessins.

APPENDICE 2 - PROGRAMME DE MARCHÉS RÉSERVÉS AUX ENTREPRISES AUTOCHTONES

Exigences relatives au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones

(Annexe 9.4 du Guide de la politique des approvisionnements) – 2012-12-13)

1. Qui est admissible?

- a. Une entreprise autochtone, qui peut être
 - i. une bande selon la définition de la Loi sur les Indiens,
 - ii. une entreprise individuelle,
 - iii. une société à responsabilité limitée,
 - iv. une coopérative,
 - v. un partenariat,
 - vi. une organisation sans but lucratif,
 dont la propriété et le contrôle sont au moins à 51 p. 100 assurés par des Autochtones,

OU

- b. Une coentreprise comprenant deux ou plusieurs entreprises autochtones ou une entreprise autochtone et une entreprise non autochtone, pourvu que la ou les entreprises autochtones détiennent au moins 51 p. 100 des intérêts et du contrôle de la coentreprise.

Si l'entreprise autochtone a au moins six employés à plein temps à la date de la soumission, au moins 33 p. 100 d'entre eux doivent être des Autochtones, et cette proportion doit être maintenue pendant toute la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit certifier dans sa soumission qu'il agit au nom d'une entreprise autochtone ou d'une coentreprise constituée selon les critères définis ci-dessus.

2. Y a-t-il d'autres exigences auxquelles doivent se soumettre les soumissionnaires au titre du Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones?

Oui

- a. S'il s'agit d'un contrat (biens, services ou construction) pour lequel une entreprise présente une proposition qui comporte de la sous-traitance, celle-ci doit certifier dans sa soumission qu'au moins 33 p. 100 de la valeur des travaux effectués en vertu du contrat seront réalisés par une ou plusieurs entreprises autochtones. La valeur des travaux effectués correspond à la valeur totale du contrat, moins les matériaux achetés directement par l'entrepreneur pour l'exécution du contrat. Par conséquent, le soumissionnaire doit aviser le sous-traitant ou les sous-traitants, en les y obligeant, au besoin, par écrit, qu'ils doivent respecter les exigences que le Programme de marchés réservés (le Programme) peut imposer au sous-traitant ou aux sous-traitants.
- b. Le contrat du fournisseur avec un sous-traitant doit aussi, s'il y a lieu, comprendre une disposition en vertu de laquelle le sous-traitant accepte de remettre au fournisseur de l'information attestant sa conformité au programme et qui autorise le fournisseur à faire effectuer une vérification par l'État, afin d'examiner les dossiers du sous-traitant dans le but de vérifier l'information fournie. Le fait de ne pas exiger ou de ne pas appliquer ces dispositions équivaut à une rupture de contrat et expose le soumissionnaire aux conséquences civiles dont il est question dans le présent document.
- c. Dans le cadre de sa soumission, l'entreprise doit signer le formulaire d'Attestation concernant les exigences du Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones (l'attestation), déclarant qu'elle :

- i. satisfait aux critères d'admissibilité et continuera de le faire pendant toute la durée du contrat;
- ii. présente, sur demande, la preuve qu'elle satisfait aux critères d'admissibilité;
- iii. accepte de faire l'objet d'une vérification concernant l'attestation;
- iv. reconnaît que s'il est prouvé qu'elle NE satisfait PAS aux critères d'admissibilité, elle sera passible de une ou de plusieurs des conséquences civiles énoncées dans l'attestation et le contrat.

Voir le clause [A3000T](#) du guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat.

3. Comment l'entreprise doit-elle prouver qu'elle satisfait aux critères d'admissibilité?

- a. Il n'est pas nécessaire de fournir une preuve d'admissibilité au moment de la présentation de la soumission. Toutefois, l'entreprise doit être prête à fournir cette preuve en cas de vérification.
- b. Les conséquences civiles des fausses déclarations dans les documents de soumission, de la non-conformité avec les exigences du Programme ou de la non-production d'une preuve satisfaisante pour le Canada en ce qui a trait aux exigences du Programme peuvent prendre la forme d'une saisie du dépôt de soumission, du blocage des retenues, de l'interdiction de participer à de nouveaux appels d'offres du Programme et (ou) de la résiliation du contrat. Dans le cas où le contrat serait résilié à cause d'une fausse déclaration ou du non-respect des exigences du Programme, le Canada se réserve le droit de retenir les services d'un autre entrepreneur pour parachever les travaux et tous les frais additionnels assurés par le Canada devront alors, à la demande du Canada, être remboursés par l'entreprise.

4. Qu'elle sorte de preuve peut être exigée de l'entreprise?

- a. Propriété et contrôle
 - i. La preuve de propriété et de contrôle exigée d'une entreprise ou d'une coentreprise autochtone peut comprendre les documents de constitution en société, le registre des actionnaires ou des membres, les contrats de société de personnes, les accords de coentreprise, l'enregistrement du nom commercial, les arrangements bancaires, les documents de régie, les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des comités de gestion, ou d'autres documents juridiques.
 - ii. La propriété d'une entreprise autochtone désigne la « propriété bénéficiaire », c'est-à-dire la propriété effective de l'entreprise. Le Canada peut examiner divers facteurs pour vérifier si des Autochtones contrôlent vraiment ou effectivement l'entreprise autochtone. (Voir à l' [Appendice A Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones](#) la liste des facteurs que peut examiner le Canada.)
- b. Emploi et employés
 - i. Si l'entreprise autochtone a six employés ou plus à la date de présentation de l'attestation et qu'elle est tenue par le Canada de prouver qu'au moins 33 p. 100 des employés à plein temps sont autochtones, elle doit, à la demande du Canada, présenter immédiatement un Formulaire d'attestation employeur-employé, dûment rempli, pour chaque employé autochtone à plein temps. Voir le clause [A3001T](#).
 - ii. Les pièces justificatives à présenter pour prouver qu'un employé travaille à plein temps et pour attester du nombre d'employés à plein temps peuvent comprendre : les registres des salaires, ou les fiches de paie individuelles, les offres d'emploi écrites ou les données sur les salaires conservées pour l'Agence du revenu du Canada, de même que toute information se rapportant à la caisse de retraite ou à d'autres régimes de prestations.
 - iii. Un employé à plein temps, selon la définition de ce programme, est quelqu'un qui figure sur la liste de paie, a droit à tous les avantages dont bénéficient les autres employés à plein temps dans l'entreprise, tels qu'un régime de pension, des vacances payées et des congés de maladie, et qui travaille au moins 30 heures par semaine. C'est le nombre d'employés à plein temps figurant sur la liste de paie de l'entreprise à la date de présentation de la soumission qui détermine le rapport du nombre d'Autochtones au nombre total d'employés de l'entreprise aux fins de la détermination de l'admissibilité au Programme.

- iv. Les propriétaires autochtones et les employés autochtones à plein temps doivent être prêts à prouver leur statut. L'Attestation propriétaire-employé, à remplir par chaque propriétaire autochtone et chaque employé à plein temps autochtone, comprend une déclaration de satisfaction aux critères d'admissibilité et une déclaration de véracité et d'intégralité de l'information. Cette attestation inclut également un consentement à la vérification de l'information présentée.

5. Contrats de sous-traitance

- a. La justification du pourcentage des travaux effectués par les sous-traitants peut se faire au moyen des contrats conclus entre l'entrepreneur et les sous-traitants, des factures et des paiements par chèque.
- b. Les pièces à produire pour prouver qu'un sous-traitant est une entreprise autochtone (lorsque cela est nécessaire pour respecter la teneur autochtone minimum du contrat) sont les mêmes que celles que doit présenter l'entrepreneur principal pour prouver qu'il représente une entreprise autochtone.

6. Définition d'un Autochtone aux fins du programme de marchés réservés aux entreprises autochtones?

- a. Un Autochtone est un Indien, un Métis ou un Inuit qui réside ordinairement au Canada.
- b. Les pièces à produire comme preuve du statut d'Autochtone sont notamment les suivantes :
 - i. inscription comme Indien du Canada;
 - ii. appartenance à un groupe affilié au Metis National Council ou au Congrès des peuples autochtones, ou à toute autre organisation autochtone reconnue au Canada;
 - iii. acceptation à titre d'Autochtone par une collectivité autochtone établie au Canada;
 - iv. inscription ou droit à l'inscription au titre d'une entente de règlement d'une revendication territoriale globale;
 - v. appartenance ou droit d'appartenance à un groupe visé par des revendications territoriales globales acceptées;
 - vi. comme preuve de résidence au Canada, on peut produire un permis de conduire provincial ou territorial, un bail ou tout autre document pertinent.

Annexe A à l'Appendice 2 : Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones

(Extrait de l'annexe A de l'avis sur la Politique sur les marchés 1996-6 du Conseil du Trésor)

Les facteurs pouvant servir à déterminer si les Autochtones détiennent au moins 51 p. 100 des intérêts et du contrôle de l'entreprise autochtone sont les suivants :

- a. comptes du capital social et de capitaux propres, c.-à-d. : actions privilégiées, valeurs convertibles, catégories d'actions ordinaires, bons de souscription d'actions, options;
- b. politique sur les dividendes et paiement de dividendes;
- c. options sur actions aux employés;
- d. traitement différent des transactions sur titres de capital pour les sociétés de personnes, les coentreprises, les organisations communautaires, les coopératives, etc.;
- e. examen des actes constitutifs, tels que la charte de l'entreprise, le contrat de société de personnes, la structure financière;
- f. concentration de la propriété ou du contrôle de gestion chez les associés, les actionnaires, les cadres et les administrateurs selon la définition des fonctions;

-
- g. principales fonctions et employeur des cadres et des administrateurs en vue de déterminer qui ils représentent, c.-à.-d. la banque, une propriété dévolue, etc.;
 - h. procès-verbaux des réunions du conseil et des réunions des actionnaires faisant état d'importantes décisions touchant les opérations et la direction;
 - i. registres salariaux des cadres et des employés pour faire le lien entre les responsabilités et les postes;
 - j. nature de l'entreprise par comparaison avec le type de marché en voie de négociation;
 - k. pratiques de gestion de la trésorerie, telles qu'en témoignent le versement de dividendes et les arriérés de dividendes privilégiés;
 - l. déclarations de revenus permettant de préciser la propriété et les antécédents de l'entreprise;
 - m. évaluation du fonds commercial et de l'actif en vue d'examiner et de déterminer la juste valeur marchande des éléments incorporels;
 - n. contrats avec les propriétaires, les cadres et les employés, jugés justes et raisonnables;
 - o. pouvoirs des actionnaires, notamment pour la nomination des cadres, des administrateurs, des vérificateurs;
 - p. accords de fiducie conclus entre les parties pour influencer les décisions touchant la propriété et le contrôle;
 - q. société de personnes - affectation et répartition du revenu brut, comme en témoignent, par exemple, les réserves pour salaires, l'intérêt sur le capital et les ratios de répartition;
 - r. procédures judiciaires concernant la propriété;
 - s. prix de transfert de la part de la coentreprise non autochtone;
 - t. paiement de frais de gestion ou d'administration;
 - u. garanties faites par l'entreprise autochtone;
 - v. conventions accessoires.

MARCHES RESERVES AUX ENTREPRISES AUTOCHTONES (A3000T) 2014-11-27

1. Ce marché est réservé dans le cadre de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones du gouvernement fédéral. Pour de plus amples renseignements concernant les exigences requises des entreprises autochtones conformément au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones, consulter [l'Annexe 9.4](#), du Guide des approvisionnements.
2. Le soumissionnaire :
 - i. atteste qu'il respecte et continuera de respecter durant toute la durée de tout contrat subséquent les exigences décrites à l'annexe ci-haut mentionnée;
 - ii. convient que tout sous-traitant engagé par lui aux fins de tout contrat subséquent doit respecter les exigences décrites à l'annexe ci-haut mentionnée; et
 - iii. convient de fournir immédiatement au Canada, sur demande, toute preuve attestant de la conformité de quelque sous-traitant que ce soit avec les exigences décrites à l'annexe ci-haut mentionnée.

3. Le soumissionnaire doit cocher la case applicable suivante :

- i. ☐ Le soumissionnaire est une entreprise autochtone à propriétaire unique, une bande, une société à responsabilité limitée, une coopérative, une société de personnes ou un organisme sans but lucratif.

OU

- ii. ☐ Le soumissionnaire est une coentreprise comprenant deux ou plus de deux entreprises autochtones ou une coentreprise entre une entreprise autochtone et une entreprise non autochtone.

4. Le soumissionnaire doit cocher la case applicable suivante :

- i. ☐ L'entreprise autochtone compte moins de six employés à temps plein.

OU

- ii. ☐ L'entreprise autochtone compte six employés ou plus à temps plein.

5. À la demande du Canada, le soumissionnaire doit présenter tout renseignement et toute preuve justifiant la présente attestation. Le soumissionnaire doit veiller à ce que cette preuve soit disponible pour examen par un représentant du Canada durant les heures normales de travail, lequel représentant du Canada pourra tirer des copies ou des extraits de cette preuve. L'entrepreneur fournira toutes les installations nécessaires à ces vérifications.

6. En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste que l'information fournie par le soumissionnaire pour répondre aux exigences plus haut est exacte et complète.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EZ899-151108/D

Client Ref. No. - N° de réf. du client

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWY-4-37180

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwy026

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ATTESTATION D'UN PROPRIETAIRE/EMPLOYE - MARCHES RESERVES AUX ENTREPRISES AUTOCHTONES (A3001T) 2014-11-27

À la demande de l'autorité contractante, le soumissionnaire doit fournir l'attestation suivante pour chaque propriétaire et employé(e) autochtone:

1. Je suis _____ (*insérer «propriétaire» et(ou) «employé(e) à temps plein»*) de

_____ (*insérer le nom de l'entreprise*) et autochtone, au sens de la définition de l'[Annexe 9.4](#) du *Guide des approvisionnements* intitulée «Exigences relatives au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones».

2. Je certifie que l'énoncé précité est vrai et je consens à sa vérification sur demande du Canada.

Nom du propriétaire ou de l'employé(e)

Signature du propriétaire ou de l'employé(e)

Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

EZ899-151108/D

Client Ref. No. - N° de réf. du client

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWY-4-37180

Buyer ID - Id de l'acheteur

pw026

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

APPENDICE 4 – ATTESTATION VOLONTAIRE À L'APPUI DU RECOURS AUX APPRENTIS

Avis; L'entrepreneur sera appelé à compléter à tous les six mois ou à la fin des travaux un rapport tel qu'inclus à l'annexe C « Rapport volontaire d'apprentis employés pendant les contrats ».

Nom: _____

Signature: _____

Nom de la compagnie: _____

Dénomination sociale: _____

Numéro de l'invitation à soumissionner: _____

Nombre d'employés de l'entreprise: _____

Nombre planifié d'apprentis qui travailleront sur ce contrat: _____

Métiers spécialisés de ces apprentis;

Solicitation No. - N° de l'invitation

EZ899-151108/D

Client Ref. No. - N° de réf. du client

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWY-4-37180

Buyer ID - Id de l'acheteur

pw026

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

APPENDICE 5 – POUVOIRS DU REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE

SERONT NOMMES A L'ATTRIBUTION DU CONTRAT.

L'autorité contractante est :

Nom : _____

Titre : _____

Ministère : _____

Division : _____

Téléphone : ____ - ____ - _____

courriel : _____

Responsable technique :

Nom : _____

Titre : _____

Ministère : _____

Division : _____

Téléphone : ____ - ____ - _____

courriel : _____

APPENDICE 6 - FORMULAIRE DE QUALIFICATIONS

À l'aide de ce formulaire de qualifications ou d'une copie de qualité raisonnable de ce dernier, répondez à chacune des exigences décrites dans le formulaire de qualifications.

Toutes les exigences en matière de qualifications et de renseignements sont obligatoires.

L'ensemble des tableaux doivent être remplis au complet et avec exactitude. Le formulaire de qualification rempli ainsi que tous les renseignements fournis constitueront le marché.

Les renseignements donnés par le soumissionnaire peuvent être vérifiés par le Canada. Le Canada se réserve le droit de vérifier l'exhaustivité et l'exactitude des renseignements fournis en les comparant à ceux provenant des références, du propriétaire ou du client désignés. **Si le soumissionnaire ne fournit pas les renseignements exigés ou si ceux-ci ne peuvent être vérifiés, le soumissionnaire sera disqualifié et sa proposition sera éliminée d'emblée.**

1.0 Composition de l'équipe du soumissionnaire

Le soumissionnaire sera l'entrepreneur principal pour ce marché. Déterminez les tiers qui constituent l'équipe du soumissionnaire pour la phase 2 du Projet d'assainissement des plans d'eau de la cale sèche d'Esquimalt, soit l'assainissement des sédiments sous le quai de la jetée sud, y compris l'ensemble des sous-traitants et des partenaires qui fourniront les services principaux liés à la réalisation du marché.

Au moins un tiers DOIT être associé à chacun des services principaux désignés (à l'exception des installations de traitement, qui sont facultatives, conformément à la section 5.0 et aux spécifications).

Un seul tiers peut être désigné comme le soumissionnaire – entrepreneur principal et un seul tiers peut être désigné comme l'entreprise de dragage. Pour tous les autres services, de multiples tiers peuvent être désignés.

Un tiers peut être désigné pour plus d'un service principal.

TOUS les tiers désignés ci-dessous comme faisant partie de l'équipe du soumissionnaire DOIVENT être les mêmes tiers désignés à la section 2.0 comme possédant les expériences et qualifications nécessaires. L'ensemble des installations d'élimination, de gestion des déchets dangereux et de traitement indiquées ci-dessous doivent également correspondre à celles désignées à la section 5.0.

Il n'est pas obligatoire d'indiquer à la section 2.0 que le tiers désigné comme le soumissionnaire – entrepreneur principal répond aux exigences en matière d'expérience et de qualifications. Toutefois, si la section 2.0 ne comporte aucune mention à cet effet, au moins un des tiers participant à la coentreprise ou à une autre entité juridique correspondant au soumissionnaire – entrepreneur principal doit être désigné à la section 2.0 comme respectant au moins une des exigences en matière d'expérience et de qualifications.

Les parties identifiées pour les services primaires, et les parties identifiées dans la section 2.0 comme répondant aux exigences d'expérience / qualification, doivent être les ressources utilisées pour achever ce travail en vertu du contrat. Si plus d'une partie est identifiée pour chaque service ou pour chaque exigence expérience / qualification, au moins une des parties identifiées doit être la ressource utilisée; toutes les parties supplémentaires identifiées doivent être disponibles en tant que suppléants.

Les tiers ne sont pas tenus d'avoir de l'expérience liée au projet à titre de sous-traitants ou de partenaires du soumissionnaire. Le soumissionnaire n'est pas tenu d'avoir de l'expérience selon son titre. Dans le tableau distinct ci-dessous, les soumissionnaires peuvent repérer des services supplémentaires et les tiers connexes dont le rôle au sein de leur équipe est jugé important pour terminer le projet. Il n'est pas nécessaire que les tiers indiqués dans le tableau relatif aux services supplémentaires possèdent une expérience pertinente, mais cela est autorisé.

| Soumissionnaire – entrepreneur principal | Nom du tiers (s'il s'agit d'une coentreprise ou d'un partenariat, indiquez les principaux membres et partenaires encadrés par des crochets) | Sections où l'expérience et les qualifications sont <u>OBLIGATOIRES</u> |
|---|--|--|
| Soumissionnaire – entrepreneur principal | | Section 2.0 : Toutes, <u>sauf</u> 2.5 et 2.13 |

| Service principal | Nom des tiers (Équipe du soumissionnaire) | Sections où l'expérience ou les qualifications sont <u>OBLIGATOIRES</u> |
|---|--|--|
| Dragage | | 2.1, 2.2 |
| Ingénieur d'études tiers – Système de barrière de resuspension temporaire | | 2.5 |
| Gestion environnementale et conformité | | 2.8 |
| Construction maritime, y compris la démolition | | 2.12 |
| Expert maritime tiers | | 2.13 |
| Installation(s) d'élimination | | 2.14, 5.1(2.14 doit remplir pour chaque installation) |
| Installation(s) de gestion des déchets dangereux | | 2.15, 5.2(2.14 doit remplir pour chaque installation) |
| Installation(s) de traitement (facultative) | | 5.3 (s'il y a lieu) |

Solicitation No. - N° de l'invitation

EZ899-151108/D

Client Ref. No. - N° de réf. du client

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWY-4-37180

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwy026

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

| Services supplémentaires (facultatifs) | Nom des tiers (Équipe du soumissionnaire) | L'expérience ou les qualifications <u>peuvent</u> devoir être démontrées, au besoin. |
|--|---|--|
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

2.0 Expérience de l'équipe du soumissionnaire

Indiquez le tiers ayant effectué le travail principalement par ses propres moyens, qu'il s'agisse d'un entrepreneur principal, d'un sous-traitant ou d'un partenaire. **TOUS les tiers mentionnés ci-dessous doivent également être indiqués à la section 1 ci-dessus – ils doivent faire partie de l'équipe du soumissionnaire dans le cadre de la phase 2 du Projet d'assainissement des plans d'eau de la cale sèche d'Esquimalt Ph2 Assainissement des sédiments sous le quai de la jetée sud.** Veuillez noter qu'un projet énuméré peut être utilisé pour démontrer une expérience relative à de multiples éléments de travail, ou que différents projets peuvent figurer dans la liste afin de montrer l'expérience pour chaque élément de travail (si de nombreux projets figurent dans la liste d'un élément de travail précis, soumettez-les sur une copie distincte de la page – **ne soumettez plus d'un projet que si cela est nécessaire**).

- Repérez les projets démontrant que le tiers responsable du dragage dans le cadre de la phase 2 du Projet d'assainissement des plans d'eau de la cale sèche d'Esquimalt Ph2 Assainissement des sédiments sous le quai de la jetée sud, a procédé au dragage dans une seule période de 12 mois consécutifs (**à l'occasion d'un projet unique ou de projets multiples**) au cours des 5 dernières années (du 1^{er} janvier 2010 au 1^{er} juin 2015), ce qui correspond au dragage d'un volume total d'au moins 30 000 m³ de sédiments à l'aide d'équipement de dragage mécanique. **Un seul tiers peut être désigné.** Celui-ci doit avoir accompli le travail principalement par ses propres moyens.

| | |
|---|--|
| Nom du tiers ayant exécuté le dragage mécanique | |
| Dates de début et de fin (jour-mois-année à jour-mois-année) pour le dragage , pendant l'année où le tiers a procédé au dragage dans une seule période de 12 mois consécutifs au cours des 5 dernières années (du 1 ^{er} janvier 2010 au 1 ^{er} juin 2015), ce qui correspond au dragage d'un volume total d'au moins 30 000 m ³ de sédiments à l'aide d'équipement de dragage mécanique. | |

| Nom/description du projet (une ou deux lignes) | Nom du propriétaire/client | Coordonnées du propriétaire/client (courriel ou numéro de téléphone) | Volume de sédiments dragués mécaniquement (m ³) |
|---|----------------------------|--|---|
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| Volume total dragué devant atteindre au moins 30 000 m ³ | | | |

2. Dragage de dépollution des sédiments (« dépollution » désigne une matière qui nécessite l'élimination ou le traitement et l'élimination dans une installation autorisée) au cours des cinq dernières années (entre le 1^{er} janvier 2010 et le 1^{er} juin 2015)

| | |
|--|--|
| Nom/description du projet (une ou deux lignes) | |
| Nom du maître de l'ouvrage ou client | |
| Coordonnées du propriétaire/client (courriel ou numéro de téléphone) | |
| Dates de début et d'achèvement des travaux (mois/jour/année à mois/jour/année) | |
| Nom du tiers qui a exécuté le dragage de dépollution des sédiments | |

3. Déblaiement dans l'eau de débris, de perré ou de matériaux durs au niveau du sol au cours des cinq dernières années (entre le 1^{er} janvier 2010 et le 1^{er} juin 2015)

| | |
|--|--|
| Nom/description du projet (une ou deux lignes) | |
| Nom du maître de l'ouvrage ou client | |
| Coordonnées du propriétaire/client (adresse électronique ou numéro de téléphone) | |
| Dates de début et d'achèvement des travaux (mois/jour/année à mois/jour/année) | |
| Nom du tiers qui a exécuté le déblaiement dans l'eau | |

4. Pavage d'une pente submergée au cours des cinq dernières années (du 1^{er} janvier 2010 au 1^{er} juin 2015)

| | |
|--|--|
| Nom/description du projet (une ou deux lignes) | |
| Nom du propriétaire/client | |
| Coordonnées du propriétaire/client (courriel ou numéro de téléphone) | |
| Dates de début et d'achèvement des travaux (mois/jour/année à mois/jour/année) | |
| Nom du tiers qui a exécuté le pavage de la pente submergée | |

5. Préparation de matériel façonné pour des filtres à limon fixés ou ancrés dans la mer afin de contrôler les sédiments en suspension au cours des cinq dernières années (du 1^{er} janvier 2010 au 1^{er} juin 2015)

| | |
|---|--|
| Nom/description du projet (une ou deux lignes) | |
| Nom du propriétaire/client | |
| Coordonnées du propriétaire/client (adresse électronique ou numéro de | |

Solicitation No. - N° de l'invitation

EZ899-151108/D

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwy026

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

PWY-4-37180

| | |
|--|--|
| téléphone) | |
| Dates de début et d'achèvement des travaux (mois/jour/année à mois/jour/année) | |
| Nom du tiers qui a préparé le matériel pour les filtres à limon | |

6. Dragage ou construction maritime requérant l'usage de filtres à limon aux fins de contrôle de la qualité de l'eau au cours des cinq dernières années (du 1^{er} janvier 2010 au 1^{er} juin 2015)

| | |
|--|--|
| Nom/description du projet (une ou deux lignes) | |
| Nom du propriétaire/client | |
| Coordonnées du propriétaire/client (adresse électronique ou numéro de téléphone) | |
| Dates de début et d'achèvement des travaux (mois/jour/année à mois/jour/année) | |
| Nom du tiers qui a exécuté le dragage ou la construction maritime requérant l'usage de filtres à limon aux fins de contrôle de la qualité de l'eau | |

7. Dragage ou construction maritime requérant des plans de gestion environnementale à des fins de conformité aux lois et règlements fédéraux dans un milieu marin au cours des cinq dernières années (du 1^{er} janvier 2010 au 1^{er} juin 2015)

| | |
|---|--|
| Nom/description du projet (une ou deux lignes) | |
| Nom du propriétaire/client | |
| Coordonnées du propriétaire/client (adresse électronique ou numéro de téléphone) | |
| Dates de début et d'achèvement des travaux (mois/jour/année à mois/jour/année) | |
| Nom du tiers qui a exécuté le dragage ou la construction maritime requérant des plans de gestion environnementale | |

8. Surveillance, échantillonnage et mise à l'essai en fonction d'un plan de gestion environnementale à des fins de conformité aux lois et règlements fédéraux dans un milieu marin, notamment le contrôle pour le respect des critères de qualité de l'eau, et ce, au cours des cinq dernières années (du 1^{er} janvier 2010 au 1^{er} juin 2015) au Canada

| | |
|--|--|
| Nom/description du projet (une ou deux lignes) | |
| Lieu du projet au Canada | |
| Nom du propriétaire/client | |
| Coordonnées du propriétaire/client (courriel ou numéro de téléphone) | |
| Dates de début et d'achèvement des travaux (mois/jour/année à mois/jour/année) | |
| Nom du tiers qui a exécuté la surveillance, l'échantillonnage et la mise à l'essai à des fins de conformité environnementale | |

9. Dragage ou construction maritime dans un milieu actif (p. ex. canal de navigation ou installations d'accostage) au cours des cinq dernières années (du 1^{er} janvier 2010 au 1^{er} juin 2015)

| | |
|--|--|
| Nom/description du projet (une ou deux lignes) | |
| Lieu du projet (milieu marin actif) | |
| Nom du propriétaire/client | |
| Coordonnées du propriétaire/client (adresse électronique ou numéro de téléphone) | |
| Dates de début et d'achèvement des travaux (mois/jour/année à mois/jour/année) | |
| Nom du tiers qui a exécuté le dragage ou la construction maritime dans un milieu actif | |

10. **Gestion ou coordination** d'opérations de manutention, de transport terrestre et d'élimination (ou de traitement et d'élimination), à une installation d'élimination ou de traitement autorisée, d'un volume minimal de 20 000 m³ de sols ou de sédiments contaminés (« contaminé » se dit d'une matière qui nécessite l'élimination ou le traitement et l'élimination dans une installation autorisée), et ce, au cours des cinq dernières années (du 1^{er} janvier 2010 au 1^{er} juin 2015) au Canada

| | |
|--|--|
| Nom/description du projet (une ou deux lignes) | |
| Lieu du projet au Canada | |
| Nom du propriétaire/client | |
| Coordonnées du propriétaire/client (adresse électronique ou numéro de téléphone) | |

| | |
|---|--|
| Dates de début et d'achèvement des travaux (mois/jour/année à mois/jour/année) | |
| Nom du tiers qui a exécuté la gestion ou la coordination d'opérations de manutention, de transport terrestre et d'élimination (ou de traitement et d'élimination) d'un volume minimal de 20 000 m ³ de sols ou de sédiments contaminés | |

11. **Gestion ou coordination** d'opérations d'enlèvement, de manutention, de transport terrestre et d'élimination (ou de traitement et d'élimination) de déchets dangereux à une installation de traitement ou installation pour déchets dangereux autorisée, et ce, au cours des cinq dernières années (du 1^{er} janvier 2010 au 1^{er} juin 2015) au Canada

| | |
|--|--|
| Nom/description du projet (une ou deux lignes) | |
| Lieu du projet au Canada | |
| Nom du propriétaire/client | |
| Coordonnées du propriétaire/client (adresse électronique ou numéro de téléphone) | |
| Dates de début et d'achèvement des travaux (mois/jour/année à mois/jour/année) | |
| Nom du tiers qui a exécuté la gestion ou la coordination d'opérations d'enlèvement, de manutention, de transport terrestre et d'élimination (ou de traitement et d'élimination) de déchets dangereux | |

12. Construction maritime, y compris des travaux de démolition et d'élimination de structures maritimes d'au moins 1 500 tonnes, au cours des cinq dernières années (du 1^{er} janvier 2010 au 1^{er} juin 2015)

| | |
|---|--|
| Nom/description du projet (une ou deux lignes) | |
| Lieu du projet | |
| Nom du propriétaire/client | |
| Coordonnées du propriétaire/client (adresse électronique ou numéro de téléphone) | |
| Dates de début et d'achèvement des travaux (mois/jour/année à mois/jour/année) | |
| Nom du tiers qui a exécuté la construction maritime, y compris des travaux de démolition et d'élimination de structures maritimes d'au moins 1 500 tonnes | |

13. Nom et titres de compétence de l'expert maritime tiers

| | |
|--|--|
| Numéro de permis, numéro de membre ou identifiant d'association professionnelle pour au moins une des associations suivantes : a) membre autorisé et en règle de l'Association of British Columbia Land Surveyors (ABCLS); b) membre autorisé et en règle du Applied Science Technologists and Technicians of British Columbia (ASTTBC) et titulaire d'une certification/d'un titre en tant que spécialiste agréé d'amélioration des sites; c) ingénieur professionnel à l'emploi du tiers et qui est autorisé à exécuter des relevés bathymétriques et topographiques en Colombie-Britannique. | |
| Nom du tiers qui agit en tant qu'expert maritime tiers. | |

14. Recevoir, traiter et procéder à l'élimination définitive (ou à l'assainissement suivi de l'élimination) d'au moins 1 000 m³ de sédiments marins contaminés (plusieurs projets peuvent être regroupés pour donner le total demandé) en vertu d'un permis ou d'une autre forme d'autorisation valide délivré par la province ou le territoire, et ce, au cours des cinq dernières années (entre le 1^{er} janvier 2010 et le 1^{er} juin 2015)

| Installation d'élimination qui a directement reçu, traité et procédé à l'élimination définitive (ou à l'assainissement suivi de l'élimination) d'au moins 1 000 m ³ de sédiments marins contaminés | | | |
|---|----------------------------|--|---|
| Nom/description du projet (une ou deux lignes) | Nom du propriétaire/client | Coordonnées du propriétaire/client (courriel ou numéro de téléphone) | Volume de sédiments marins contaminés (m ³) |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| Volume total reçu, traité et envoyé aux fins d'élimination définitive (ou d'assainissement suivi de l'élimination); doit totaliser au moins 1,000 m ³ : | | | |

Solicitation No. - N° de l'invitation

EZ899-151108/D

Client Ref. No. - N° de réf. du client

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWY-4-37180

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwy026

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

15. Recevoir, traiter et procéder à l'élimination définitive (ou à l'assainissement suivi de l'élimination) d'au moins 100 m³ de déchets dangereux (plusieurs projets peuvent être regroupés pour donner le total demandé) en vertu d'un permis ou d'une autre forme d'autorisation valide délivré par la province ou le territoire, et ce, au cours des cinq dernières années (entre le 1^{er} janvier 2010 et le 1^{er} juin 2015) :

| | |
|--|--|
| Nom/description du projet (une ou deux lignes) | |
| Nom du propriétaire/client | |
| Coordonnées du propriétaire/client (courriel ou numéro de téléphone) | |
| Dates de début et d'achèvement des travaux (mois/jour/année à mois/jour/année) | |
| Installation de gestion des déchets dangereux qui a directement reçu, traité et procédé à l'élimination définitive (ou à l'assainissement suivi de l'élimination) d'au moins 100 m ³ de déchets dan | |

3.0 Expérience du chef de chantier

Un seul chef de chantier peut être désigné. Le chef de chantier désigné doit être celui qui sera affecté à la phase 2 du Projet d'assainissement des plans d'eau de la cale sèche d'Esquimalt Ph2 Assainissement des sédiments. Déterminez les projets dans le cadre desquels le chef de chantier désigné a assumé les fonctions de chef de chantier (ou des fonctions équivalentes) à l'égard de l'expérience de travail précisée. Veuillez noter qu'un projet énuméré peut être utilisé pour plusieurs éléments de travail, ou que différents projets peuvent figurer dans la liste afin de montrer l'expérience pour chaque élément de travail (si de nombreux projets figurent dans la liste d'un élément de travail précis, soumettez-les sur une copie distincte de la page – **ne soumettez plus d'un projet que si cela est nécessaire**).

Aux fins du présent marché, le chef de chantier et le gestionnaire de projet renvoient à la même personne. Le chef de chantier doit être entièrement responsable des opérations du soumissionnaire ou entrepreneur principal pendant l'exécution des travaux et doit être autorisé à accepter, au nom du soumissionnaire ou entrepreneur principal, les avis, ordres ou autres communications donnés au soumissionnaire ou entrepreneur principal relativement aux travaux. Le chef de chantier a le pouvoir de transmettre les communications et soumissions liées aux travaux au nom du soumissionnaire ou entrepreneur principal.

1. Le chef de chantier possède au moins 10 années d'expérience en gestion de projets de dragage .

| | |
|--|--|
| Nom du chef de chantier | |
| Années d'expérience en gestion de projets de dragage | |
| Nom et entreprise du répondant | |
| Coordonnées du répondant (courriel ou numéro de téléphone) | |

2. Chef de chantier dans un chantier où il y a eu utilisation d'équipement mécanique de dragage au cours des cinq dernières années (du 1^{er} janvier 2010 au 1^{er} juin 2015)

| | |
|--|--|
| Nom/description du projet (une ou deux lignes) | |
| Nom du propriétaire/client | |
| Coordonnées du propriétaire/client (courriel ou numéro de téléphone) | |
| Dates de début et d'achèvement des travaux (mois/jour/année à mois/jour/année) | |

3. Chef de chantier dans un chantier requérant des plans de gestion environnementale aux fins de conformité aux lois et règlements en matière d'environnement, et ce, au cours des cinq dernières années (du 1^{er} janvier 2010 au 1^{er} juin 2015)

| | |
|--|--|
| Nom/description du projet (une ou deux lignes) | |
| Nom du propriétaire/client | |
| Coordonnées du propriétaire/client (courriel ou numéro de téléphone) | |
| Dates de début et d'achèvement des travaux (mois/jour/année à mois/jour/année) | |

4. Chef de chantier dans un chantier au cœur d'un site maritime actif (p. ex. canal de navigation ou installations d'accostage) au cours des cinq dernières années (du 1^{er} janvier 2010 au 1^{er} juin 2015)

| | |
|--|--|
| Nom/description du projet (une ou deux lignes) | |
| Lieu du projet | |
| Nom du propriétaire/client | |
| Coordonnées du propriétaire/client (courriel ou numéro de téléphone) | |
| Dates de début et d'achèvement des travaux (mois/jour/année à mois/jour/année) | |

5. Chef de chantier dans un chantier de dragage de sédiments contaminés (« contaminé » se dit d'une matière qui nécessite l'élimination et le traitement dans une installation autorisée) au cours des cinq dernières années (du 1^{er} janvier 2010 au 1^{er} juin 2015)

| | |
|--|--|
| Nom/description du projet (une ou deux lignes) | |
| Nom du propriétaire/client | |
| Coordonnées du propriétaire/client (courriel ou numéro de téléphone) | |
| Dates de début et d'achèvement des travaux (mois/jour/année à mois/jour/année) | |

6. Chef de chantier dans un chantier de pavage d'une pente submergée au cours des cinq dernières années (du 1^{er} janvier 2010 au 1^{er} juin 2015)

| | |
|--|--|
| Nom/description du projet (une ou deux lignes) | |
| Nom du propriétaire/client | |
| Coordonnées du propriétaire/client (courriel ou numéro de téléphone) | |
| Dates de début et d'achèvement des travaux (mois/jour/année à mois/jour/année) | |

4.0 Expérience du ou des superviseurs de chantier

Au moins un superviseur de chantier doit être identifié. Le surintendant identifié dans la section 3.0 susmentionnée **ne peut pas** être inscrit comme superviseur. Plus d'un superviseur de chantier peut être désigné (p. ex. plus d'une personne peuvent être désignées dans un seul tableau, et différentes personnes peuvent être désignées dans chacun des différents tableaux, afin de couvrir les différents types de tâches figurant sur la liste), mais **TOUS les superviseurs de chantier désignés doivent être affectés à la phase 2 du Projet d'assainissement des plans d'eau de la cale sèche d'Esquimalt, soit l'assainissement des sédiments sous le quai de la jetée sud.** Recensez les projets pour lesquels les intervenants ont supervisé directement les travaux sur place. Veuillez noter qu'un projet précis peut figurer dans la liste de plusieurs éléments de travail (p. ex. le même projet peut être utilisé plus d'une fois), ou différents projets peuvent figurer dans la liste afin de montrer l'expérience pour chaque élément de travail (si de nombreux projets figurent dans la liste d'un élément de travail précis, soumettez-les sur une copie distincte de la page – **ne soumettez plus d'un projet que si cela est nécessaire**).

1. Le superviseur de chantier pour le dragage a au moins cinq ans d'expérience en supervision de projets de dragage.

| | |
|---|--|
| Nom du superviseur de chantier | |
| Années d'expérience de supervision de projet de dragage | |

2. Supervision d'un chantier où il y a eu utilisation d'équipement mécanique de dragage au cours des cinq dernières années (du 1^{er} janvier 2010 au 1^{er} juin 2015)

| | |
|--|--|
| Nom du superviseur de chantier | |
| Nom/description du projet (une ou deux lignes) | |
| Nom du propriétaire/client | |
| Coordonnées du propriétaire/client (adresse électronique ou numéro de téléphone) | |
| Dates de début et d'achèvement des travaux (mois/jour/année à mois/jour/année) | |

3. Supervision d'un chantier de dragage de sédiments contaminés ((« contaminé » se dit d'une matière qui nécessite l'élimination et le traitement dans une installation autorisée) au cours des cinq dernières années (du 1^{er} janvier 2010 au 1^{er} juin 2015)

| | |
|--|--|
| Nom du superviseur de chantier | |
| Nom/description du projet (une ou deux lignes) | |
| Nom du propriétaire/client | |
| Coordonnées du propriétaire/client (adresse électronique ou numéro de téléphone) | |
| Dates de début et d'achèvement des travaux (mois/jour/année à mois/jour/année) | |

4. Supervision d'un chantier où il y a eu utilisation d'équipement mécanique de dragage au cours des cinq dernières années (du 1^{er} janvier 2010 au 1^{er} juin 2015)

| | |
|--|--|
| Nom du superviseur de chantier | |
| Nom/description du projet (une ou deux lignes) | |
| Nom du propriétaire/client | |
| Coordonnées du propriétaire/client (adresse électronique ou numéro de téléphone) | |
| Dates de début et d'achèvement des travaux (mois/jour/année à mois/jour/année) | |

5. Supervision d'un chantier requérant l'usage de filtres à limon fixés ou ancrés au cours des cinq dernières années (du 1^{er} janvier 2010 au 1^{er} juin 2015)

| | |
|--|--|
| Nom du superviseur de chantier | |
| Nom/description du projet (une ou deux lignes) | |
| Nom du propriétaire/client | |
| Coordonnées du propriétaire/client (courriel ou numéro de téléphone) | |
| Dates de début et d'achèvement des travaux (mois/jour/année à mois/jour/année) | |

6. Supervision d'un chantier requérant des plans de gestion environnementale à des fins de conformité aux lois et règlements fédéraux, et ce, au cours des cinq dernières années (du 1^{er} janvier 2010 au 1^{er} juin 2015)

| | |
|--|--|
| Nom du superviseur de chantier | |
| Nom/description du projet (une ou deux lignes) | |
| Nom du propriétaire/client | |
| Coordonnées du propriétaire/client (adresse électronique ou numéro de téléphone) | |
| Dates de début et d'achèvement des travaux (mois/jour/année à mois/jour/année) | |

7. Supervision d'un chantier au cœur d'un site maritime actif (p. ex. canal de navigation ou installations d'accostage) au cours des cinq dernières années (du 1^{er} janvier 2010 au 1^{er} juin 2015)

| | |
|--|--|
| Nom du superviseur de chantier | |
| Nom/description du projet (une ou deux lignes) | |

| | |
|--|--|
| Nom du propriétaire/client | |
| Coordonnées du propriétaire/client (courriel ou numéro de téléphone) | |
| Dates de début et d'achèvement des travaux (mois/jour/année à mois/jour/année) | |

8. Supervision d'un chantier nécessitant **la gestion ou la coordination** d'opérations de manutention, de transport terrestre et d'élimination (ou d'assainissement suivi de l'élimination) à une installation d'élimination ou de traitement autorisée pour un volume minimal de 20 000 m³ de sols ou de sédiments contaminés (« contaminé » se dit d'une matière qui nécessite l'élimination ou l'assainissement suivi de l'élimination dans une installation autorisée), et ce, au cours des cinq dernières années (entre le 1^{er} janvier 2010 et le 1^{er} juin 2015) au Canada

| | |
|--|--|
| Nom du superviseur de chantier | |
| Nom/description du projet (une ou deux lignes) | |
| Lieu du projet au Canada | |
| Nom du propriétaire/client | |
| Coordonnées du propriétaire/client (adresse électronique ou numéro de téléphone) | |
| Dates de début et d'achèvement des travaux (mois/jour/année à mois/jour/année) | |

9. Le superviseur de chantier pour des travaux de construction maritime, y compris la démolition de structures, a au moins cinq ans d'expérience en supervision de projets de construction maritime, y compris une expérience particulière en démolition et en élimination de structures maritimes.

| | |
|---|--|
| Nom du superviseur de chantier | |
| Années d'expérience en supervision de projets de construction maritime, y compris des travaux de démolition de structures maritimes | |

10. Supervision d'un chantier de construction maritime, y compris des travaux de démolition ou d'élimination de structures maritimes au cours des cinq dernières années (du 1^{er} janvier 2010 au 1^{er} juin 2015)

| | |
|--|--|
| Nom du superviseur de chantier | |
| Nom/description du projet (une ou deux lignes) | |
| Nom du propriétaire/client | |
| Coordonnées du propriétaire/client (adresse électronique ou numéro de téléphone) | |
| Dates de début et d'achèvement des travaux (mois/jour/année à mois/jour/année) | |

5.0 Installations d'élimination, de traitement et de gestion de déchets dangereux

Les documents français seront disponibles sur demande.

Cibler les parties qui sont les installations d'élimination, les installations de traitement et les installations de gestion des déchets dangereux qui satisfont aux exigences énoncées dans les spécifications. **Au moins une installation d'élimination et une installation de gestion des déchets dangereux doivent être ciblées**, et si le soumissionnaire prévoit effectuer le traitement des sédiments/sols, au moins une installation de traitement doit être ciblée (il convient de noter que le traitement des sédiments/sols est facultatif conformément aux spécifications). **Plusieurs installations de chaque type peuvent être ciblées, mais TOUTES les installations doivent satisfaire aux exigences énoncées.**

TOUTES les installations mentionnées dans les tableaux qui suivent doivent également être mentionnées à la section 1.0 ci-dessus; elles doivent faire partie de l'équipe du soumissionnaire dans le cadre de la phase 2 du projet d'assainissement des plans d'eau de la cale sèche d'Esquimalt (assainissement des sédiments sous le quai de la jetée sud). Les installations d'élimination mentionnées dans le tableau qui suit doivent également être mentionnées à la section 2.0 (point 14) comme respectant les exigences en matière d'expérience. Les installations de gestion des déchets dangereux mentionnées dans le tableau ci-dessous doivent également être mentionnées à la section 2.0 (point 15) comme respectant les exigences en matière d'expérience. **Seules les installations mentionnées dans le présent Formulaire de qualifications pourront être mises à contribution pour le projet, comme précisé dans les directives.**

ALL facilities identified in this Qualification Form must meet the stated requirements. If any one of the facilities proposed does not meet the requirements, the Bidder shall be disqualified and no further consideration will be given to the Bidder.

ALL facilities identified must be located in Canada, must exist and be operational at the time of tender closing, and be designed, constructed, and operated to prevent any pollution from being caused by the facility outside the area of the facility. At the time of tender closing the facilities must hold a valid and subsisting permit(s), license(s), certificate(s), approval(s), or other form(s) of authorization issued under Laws and Regulations by a Province or Territory for either disposal, treatment and disposal, or treatment of soil, sediment or other material (of the environmental quality identified in the solicitation documents) that is not suitable for industrial, commercial, urban park, residential, agricultural, wildlands, or any other land use specified in the British Columbia Contaminated Sites Regulation.

For the purposes of this Qualification Form, "operational" means "in or ready for use", and being authorized by a Province or Territory under Laws and Regulations to complete the services required under the Contract. For Disposal Facilities and Hazardous Waste Management Facilities this means in or ready for use to receive, process, and place soil, sediment or other material in its final disposal location at the facility as identified in the permit(s) and/or authorization(s). For Treatment Facilities this means in or ready for use to receive, process, and treat soil, sediment or other material at the facility as identified in the permit(s) and/or authorization(s).

For Disposal Facilities the "valid and subsisting permit(s), license(s), certificate(s), approval(s), other form(s) of authorization" at the time of tender closing must authorize all activities required to complete disposal, including the placement of soil, sediment or other material in its final disposal location at the facility.

For Hazardous Waste Management Facilities the "valid and subsisting permit(s), license(s), certificate(s), approval(s), other form(s) of authorization" at the time of tender closing must authorize all activities required to complete disposal (or treatment and disposal) of Hazardous Waste, including the placement of the material in its final disposal location at the facility.

If the Bidder-Prime Contractor plans to treat Hazardous Waste at an authorized Treatment Facility so that the treated material is no longer considered Hazardous Waste, a facility meeting the requirements of a Disposal Facility may be proposed as the Hazardous Waste Management Facility. The intent is to identify the facility where the material originally classified as Hazardous Waste will be placed for final disposal. In such a case the intent to treat the Hazardous Waste at

a Treatment Facility prior to disposal should be documented in the letter provided by the Hazardous Waste Management Facility proposed, as required below.

For Treatment Facilities the "valid and subsisting permit(s), license(s), certificate(s), approval(s), other form(s) of authorization" at the time of tender closing must authorize all activities required to complete treatment of soil, sediment or other material at the facility. If the Bidder-Prime Contractor plans to treat Hazardous Waste at the Treatment Facility(ies) proposed, the facility(ies) must be authorized to treat Hazardous Waste quality material.

As part of their due diligence, Bidders should verify that the proposed facilities meet all requirements. It is suggested that Bidders confirm directly with the facilities, and also with the Province or Territory. Canada will undertake its own due diligence review to verify if the proposed facilities meet the requirements.

In carrying out the work of the Contract, disposal (or treatment and disposal) of dredged and excavated material (contaminated sediments, soil and Dredge Debris) must be performed at a Disposal Facility, Treatment Facility, or Hazardous Waste Management Facility in accordance with the Specifications.

Conformément aux spécifications, le soumissionnaire doit supposer que toutes les matières non dangereuses et les débris non réutilisables ou non recyclables devront être éliminés dans une installation d'élimination, aux termes des normes d'utilisation industrielle des terres (« Terres industrielles+ ») en vertu du règlement sur les sites contaminés de la Colombie-Britannique).

Dans sa soumission, le soumissionnaire DOIT fournir ce qui suit:

1) Une copie du permis, de la licence, du certificat, de l'approbation ou de toute autre autorisation valable et en vigueur émis par une province ou un territoire, et ce, pour toutes les installations mentionnées. If authorizations are issued by more than one Ministry (e.g. Ministry of Environment and Ministry of Energy and Mines), the authorizations from each Ministry must be provided. If the operations of the facility take place at multiple locations, the permits or other forms of authorization issued for each of the locations must be provided.

And;

2)) Letters from the Disposal Facility(ies) and Hazardous Waste Management Facility(ies) owners or operators indicating that at the time of tender closing the facility(ies) are operational (as defined herein), and that **prior to the final Contract completion date of August 15, 2016** can accept the volume of contaminated sediment/soil as described in the Specifications and solicitation documents, can complete the final disposal and placement of the sediment/soil in its final disposal location at the facility, and can issue all associated Certificates of Disposal. The **total** of the sediment/soil volume indicated from all of the letter(s) combined must be at least 40,000 m³ (sum of required dredging and contingency re-dredging as per the Specifications).

1. Installation(s) d'élimination

| Nom de l'installation d'élimination | Lieu (ville / village, province / territoire) | Numéro d'identification du permis, de la licence, du certificat, de l'approbation ou de toute autre autorisation | Province ou territoire qui a émis le permis, la licence, le certificat, l'approbation ou toute autre autorisation |
|-------------------------------------|---|--|---|
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

Solicitation No. - N° de l'invitation

EZ899-151108/D

Client Ref. No. - N° de réf. du client

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWY-4-37180

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwy026

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

2. Installation(s) de gestion des déchets dangereux

| Nom de l'installation de gestion des déchets dangereux | Lieu (ville / village, province / territoire) | Numéro d'identification du permis, de la licence, du certificat, de l'approbation ou de toute autre autorisation | Province ou territoire qui a émis le permis, la licence, le certificat, l'approbation ou toute autre autorisation |
|--|---|--|---|
| | | | |
| | | | |
| | | | |

3. Installation(s) de traitement (facultatif – cette section ne doit être remplie que si le soumissionnaire compte effectuer le traitement des sols/sédiments)

| Nom de l'installation de traitement | Lieu (ville / village, province / territoire) | Numéro d'identification du permis, de la licence, du certificat, de l'approbation ou de toute autre autorisation | Province ou territoire qui a émis le permis, la licence, le certificat, l'approbation ou toute autre autorisation |
|-------------------------------------|---|--|---|
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

APPENDIX 6 - QUALIFICATION FORM – SAMPLE

THIS SAMPLE FORM IS PROVIDED TO ILLUSTRATE HOW THE TABLES MAY APPEAR WHEN FILLED OUT FOR A FICTIONAL BIDDER TEAM. BIDDERS SHOULD NOT RELY ON THIS SAMPLE WHEN COMPLETING THE QUALIFICATION FORM. CANADA ASSUMES NO RESPONSIBILITY SHOULD BIDDERS FOLLOW THE SAMPLE IN PART OR IN WHOLE. BIDDERS ARE RESPONSIBLE FOR FOLLOWING THE INSTRUCTIONS PROVIDED IN THE SOLICITATION DOCUMENTS AND THE QUALIFICATION FORM, AS APPLIED TO THE BIDDER'S OWN UNIQUE TEAM STRUCTURE AND EXPERIENCE.

Using this Qualification Form or a reasonable copy of this Qualification Form, provide a response to each of the requirements set out in the Qualification Form.

All qualification requirements and information requirements are mandatory.

All tables must be fully and accurately completed. The completed qualification form and all information provided will form part of the contract.

The information provided by the Bidder may be verified by Canada. Canada reserves the right to verify the completeness and accuracy of the information provided, with the reference and/or owner/client identified. **Failure by the Bidder to provide the information required or in the event that the information provided cannot be verified, the Bidder shall be disqualified and no further consideration will be given to the Bidder.**

1.0 Make up of Bidder's Team

The Bidder shall be the Prime Contractor for this contract. Identify the parties that make up the Bidder's Team for the Esquimalt Graving Dock Waterlot - Phase 2 South Jetty Under-Pier Sediment Remediation Project, including all subcontractors and/or partners that will provide the primary services in completing the contract.

At least one party MUST be identified for each of the primary services identified (except for the Treatment Facility which is optional, as per Section 5.0 and the Specifications).

Only one party may be identified as the Bidder-Prime Contractor, and only one party may be identified as the dredging contractor. For all the other services, multiple parties may be identified.

A party may be identified for more than one primary service.

ALL parties identified below as being part of the Bidder's Team MUST be the same parties that are also identified in Section 2.0 as providing the necessary experience/qualifications. All Disposal, Hazardous Waste, and



Treatment Facilities identified below must also be the same Facilities that are identified in Section 5.0.

It is not a mandatory requirement that the party identified as the Bidder-Prime Contractor be identified in Section 2.0 as meeting experience/qualification requirements. However, if not identified in Section 2.0, then it is required that at least one of the parties that are part of the Joint Venture or other legal entity that constitutes the Bidder-Prime Contractor must be identified in Section 2.0 as having met at least one of the experience/qualification requirements. It must be identified in Section 1.0 that this party (or parties) is part of the Joint Venture or other legal entity that constitutes the Bidder-Prime Contractor.

The parties identified for the Primary Services, and the parties identified in Section 2.0 as meeting the experience/qualification requirements, **MUST** be the resources used to complete **that** work under the contract. If more than one party is identified for each Service or for each experience/qualification requirement, at least one of the identified parties is required to be the resource used; all additional parties identified must be available as alternates.

The parties are not required to have previous project experience as a subcontractor and/or partner with the Bidder. The Bidder is not required to have previous experience as a Bidder. In the separate table below, Bidders may identify additional services and associated parties deemed important to their team to successfully complete the project. It is not necessary to demonstrate experience for any parties identified in the Additional Services table, but this is allowed.

| Bidder-Prime Contractor | Name of Party (if a joint venture or partnership, identify in brackets the key members/partners) | Sections where experience and/or qualifications MUST be demonstrated |
|---------------------------|--|---|
| Bidder - Prime Contractor | Mountain Contracting Corporation (Green Nation, ABC Remediation/Construction Ltd, QRP Marine & Dredging Ltd) | Sec. 2.0 – any <u>except</u> 2.5 and 2.13 |

| Primary Service | Names of Parties (Bidder's Team) | Sections where experience and/or qualifications MUST be demonstrated |
|---|---|---|
| Dredging | QRP Marine & Dredging Ltd. | 2.1, 2.2 |
| Temporary Resuspension Barrier (TRB) System Third Party Design Engineer | Western Engineering | 2.5 |
| Environmental management and compliance | Envirosample Consulting Services ABC Remediation/Construction Ltd. | 2.8 |
| Marine construction including demolition | Mountain Contracting Corporation QRP Marine & Dredging Ltd. ABC Remediation/Construction Ltd. | 2.12 |
| Third Party Marine Surveyor | XYZ Surveying (Jeb Smith, ASCT, RSIS) | 2.13 |
| Disposal Facility(ies) | Enterprise Solutions Inc., Milltown North Mountain Disposal, Beetsville | 2.14, 5.1 (must complete 2.14 for each facility) |
| Hazardous Waste Management Facility(ies) | Titan Waste Control, Armanville | 2.15, 5.2 (must complete 2.15 for each facility) |
| Treatment Facility(ies) (optional) | Chemstop Soil Treatment, Valetown | 5.3 (if proposed) |

| Additional Services (optional) | Names of Parties (Bidder's Team) | Experience and/or qualifications <u>may</u> be demonstrated as required |
|-----------------------------------|-------------------------------------|--|
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |



2.0 Bidder's Team Experience

Identify the party that directly carried out the work, predominantly with its own forces, whether they were the prime contractor, a subcontractor or partner. **ALL parties identified below MUST also be identified in Section 1 above – they must be part of the Bidder's Team for the Esquimalt Graving Dock Waterlot - Phase 2 South Jetty Under-Pier Sediment Remediation Project.** Note that a listed project can be used to demonstrate experience for multiple items, or multiple different projects can be listed to demonstrate experience for each item (if multiple projects are listed for a particular work item, submit on a separate copy of the page – **only submit multiple projects if necessary**).

1. Identify projects demonstrating that the party that will carry out the dredging for the Esquimalt Graving Dock Waterlot - Phase 2 South Jetty Under-Pier Sediment Remediation Project has dredged **in a single consecutive 12-month period** (either as part of a single project or multiple projects) within the last 5 years (between January 1st 2010 and June 1st 2015) a total of at least 30,000 m³ using mechanical dredging equipment. **Only one party may be identified.** The party must have directly carried out the work, predominantly with its own forces.

| | |
|---|---|
| Name of party that directly carried out the mechanical dredging | QRP Marine & Dredging Ltd. |
| Start and end dates (month/day/year to month/day/year) for the dredging , for the year in which the party has dredged in a single consecutive 12-month period within the last 5 years (between January 1st 2010 and June 1st 2015) at least 30,000 m ³ using mechanical dredging equipment | February 1, 2011 to January 30, 2012 |

| Project name/description (one or two lines) | Owner/client name | Owner/client contact (email address and/or phone number) | Volume of mechanical dredging (m ³) |
|--|-----------------------|---|---|
| Swift Island Wharf Remediation | Johnson Manufacturing | Gene Bloom gene.bloom@JM.com 327-891-4783 | 10,000 |
| Lake Winnaga Dredging | City of Winnaga | Lily Soho lily.soho@winnaga.ca 614-831-4399 | 5,000 |
| Port Veltum Channel Alignment | Veltum Port Authority | Ernie Multo Ernie.multo@Veltum.com 245-839-4972 | 18,000 |
| | | | |
| Total volume dredged; must sum to at least 30,000 m ³ : | | | 33,000 |



2. Dredging of contaminated sediments ("contaminated" meaning requiring disposal or treatment and disposal at authorized facilities) within the last 5 years (between January 1st 2010 and June 1st 2015):

| | |
|---|---|
| Project name/description (one or two lines) | Swift Island Wharf Remediation |
| Owner/client name | Johnson Manufacturing |
| Owner/client contact (email address and/or phone number) | Gene Bloom (gene.bloom@JM.com , 327-891-4783) |
| Work start and completion dates (month/day/year to month/day/year) | February 1, 2011 to July 30, 2011 |
| Name of party that directly carried out the dredging of contaminated sediment | QRP Marine & Dredging |

3. In-water removal of debris, riprap, or hard material to grade within the last 5 years (between January 1st 2010 and June 1st 2015):

| | |
|--|--|
| Project name/description (one or two lines) | Port Veltum Channel Alignment |
| Owner/client name | Veltum Port Authority |
| Owner/client contact (email address and/or phone number) | Ernie Multo (Ernie.multo@Veltum.com , 245-839-4972) |
| Work start and completion dates (month/day/year to month/day/year) | August 1, 2011 to January 30, 2012 |
| Name of party that directly carried out the in-water removal | QRP Marine & Dredging |

4. In-water slope armouring and shoreline grading within the last 5 years (between January 1st 2010 and June 1st 2015):

| | |
|--|--|
| Project name/description (one or two lines) | Sooville Shipyards Reconstruction |
| Owner/client name | Tallud Property Group |
| Owner/client contact (email address and/or phone number) | Ben Smith (Ben.Smith@Tallud.com , 786-323-4576) |
| Work start and completion dates (month/day/year to month/day/year) | April 21, 2013 to September 18, 2014 |
| Name of party that directly carried out the in-water slope armouring and shoreline grading | QRP Marine & Dredging |

5. Preparation of an engineered design for fixed or anchored silt curtains in a marine tidal environment to control suspended sediments within the last 5 years (between January 1st 2010 and June 1st 2015):

| | |
|---|--|
| Project name/description (one or two lines) | Queensland Harbour Bridge Construction |
| Owner/client name | Oceanside Construction |

| | |
|--|--|
| Owner/client contact (email address and/or phone number) | Marjory Stiller (mstiller@oceanside.com , 779-207-2245) |
| Design start and completion dates (month/day/year to month/day/year) | December 12, 2014 to February 20, 2015 |
| Name of party that directly prepared the engineered design for silt curtains | Western Engineering |

6. Dredging or marine construction requiring use of silt curtains for water quality compliance purposes, within the last 5 years (between January 1st 2010 and June 1st 2015):

| | |
|---|---|
| Project name/description (one or two lines) | Altus Inlet Foreshore Redevelopment |
| Owner/client name | Altus Inlet Regional District |
| Owner/client contact (email address and/or phone number) | Ken Ngai (Ken.Ngai@Altus-rd.com , 403-445-2378) |
| Work start and completion dates (month/day/year to month/day/year) | October 1, 2014 to December 12, 2014 |
| Name of party that directly carried out the dredging or marine construction requiring use of silt curtains for water quality compliance | ABC Remediation/Construction Ltd. |

7. Dredging or marine construction requiring Environmental Management Plans for compliance with environmental laws and regulations in a marine environment, within the last 5 years (between January 1st 2010 and June 1st 2015):

| | |
|--|---|
| Project name/description (one or two lines) | Swift Island Wharf Remediation |
| Owner/client name | Johnson Manufacturing |
| Owner/client contact (email address and/or phone number) | Gene Bloom (gene.bloom@JM.com , 327-891-4783) |
| Work start and completion dates (month/day/year to month/day/year) | February 1, 2011 to July 30, 2011 |
| Name of party that directly carried out the dredging or marine construction requiring Environmental Management Plans | QRP Marine & Dredging |

8. Monitoring, sampling, and testing in accordance with an Environmental Management Plan for compliance with environmental laws and regulations in a marine environment, including monitoring to meet water quality criteria, within the last 5 years (between January 1st 2010 and June 1st 2015) in Canada:

| | |
|---|------------------------------|
| Project name/description (one or two lines) | Hudson Bay Port Construction |
| Project location in Canada | Churchill, Manitoba, Canada |
| Owner/client name | Marine Transport Agency |



| | |
|--|---|
| Owner/client contact (email address and/or phone number) | Laylee Quonset (l-quonset@MTA.gc.ca , 203-345-7845) |
| Work start and completion dates (month/day/year to month/day/year) | April 2, 2012 to May 30, 2015 |
| Name of party that directly carried out the monitoring, sampling, and testing for environmental compliance | Envirosample Consulting Services |

9. Dredging or marine construction within an active marine site (e.g., navigation channel or active berthing facility) within the last 5 years (between January 1st 2010 and June 1st 2015):

| | |
|--|---|
| Project name/description (one or two lines) | Eddings Wharf Reconstruction |
| Project location (active marine site) | Quelting Strait Dockyard |
| Owner/client name | Quelting Strait Dockyard |
| Owner/client contact (email address and/or phone number) | Jim Melhot (Jim.Melhot@quellitng-dockyard.com , 304-478-8931) |
| Work start and completion dates (month/day/year to month/day/year) | January 1, 2014 to Apr 10, 2014 |
| Name of party that directly carried out the dredging or marine construction within an active marine site | Mountain Contracting Corporation |

10. **Management/coordination** of handling, over land transport, and disposal (or treatment and disposal) at an authorized disposal facility or treatment facility, of at least 20,000 m³ of contaminated soil or sediment ("contaminated" meaning requiring disposal or treatment and disposal at authorized facilities) within the last 5 years (between January 1st 2010 and June 1st 2015) in Canada:

| | |
|---|--|
| Project name/description (one or two lines) | Hastings Industrial Complex Remediation |
| Project location in Canada | City of Orton, Alberta, Canada |
| Owner/client name | Dominion Development Group |
| Owner/client contact (email address and/or phone number) | France Mittel (mittel@dominion.ca , 703-422-8108) |
| Work start and completion dates (month/day/year to month/day/year) | September 12, 2014 to May 9, 2015 |
| Name of party that directly carried out the management/coordination of handling, over land transport, and disposal (or treatment and disposal) of at least 20,000 m ³ of contaminated soil or sediment | ABC Remediation/Construction |

11. **Management/coordination** of Hazardous Waste removal, handling, over land transport, and disposal (or treatment and disposal) at an authorized hazardous

waste management facility and/or treatment facility within the last 5 years
(between January 1st 2010 and June 1st 2015) in Canada:

| | |
|---|--|
| Project name/description (one or two lines) | Hastings Industrial Complex Remediation |
| Project location in Canada | City of Orton, Alberta, Canada |
| Owner/client name | Dominion Development Group |
| Owner/client contact (email address and/or phone number) | France Mittel (mittel@dominion.ca , 703-422-8108) |
| Work start and completion dates (month/day/year to month/day/year) | September 12, 2014 to May 9, 2015 |
| Name of party that directly carried out the management/coordination of Hazardous Waste removal, handling, over land transport, and disposal (or treatment and disposal) | ABC Remediation/Construction |

12. Marine construction including marine structure demolition and marine structure disposal of at least 1,500 tonnes within the last 5 years (between January 1st 2010 and June 1st 2015):

| | |
|--|---|
| Project name/description (one or two lines) | Eddings Wharf Reconstruction |
| Project location | Quelting Strait Dockyard |
| Owner/client name | Quelting Strait Dockyard |
| Owner/client contact (email address and/or phone number) | Jim Melhot (Jim.Melhot@quelling-dockyard.com , 304-478-8931) |
| Work start and completion dates (month/day/year to month/day/year) | January 1, 2014 to Apr 10, 2014 |
| Name of party that directly carried out the marine construction including marine structure demolition and marine structure disposal of at least 1,500 tonnes | Mountain Contracting Corporation |

13. Name and credentials of Third-Party Marine Surveyor:

| | |
|---|---|
| License number, member number, or professional association identifier for at least one of: (a) Licensed Member of the Association of British Columbia Land Surveyors (ABCLS) in good standing; or (b) Licensed Member of the Applied Science Technologists and Technicians of British Columbia (ASTTBC) in good standing and with certification/designation as a Registered Site Improvement Specialist (RSIS); or | Jeb Smith AScT # 10432 RSIS # 23517 |
|---|---|



| | |
|--|---------------------------------------|
| (c) Professional Engineer employed by the party that is licensed to perform bathymetric and topographic surveys in British Columbia. | |
| Name of party that is the Third-Party Marine Surveyor | XYZ Surveying (Jeb Smith, ASCT, RSIS) |

14. Receiving, processing, and final disposal (or treatment and disposal) of at least 1,000 m³ of contaminated marine sediments (multiple projects may be listed to make up the total) under a valid permit or other authorization issued by a Province or Territory, within the last 5 years (between January 1st 2010 and June 1st 2015):

| Disposal Facility that directly received, processed, and completed final disposal (or treatment and disposal) of at least 1,000 m ³ of contaminated marine sediments | | Enterprise Solutions Inc., Milltown | |
|---|-------------------|---|---|
| Project name/description (one or two lines) | Owner/client name | Owner/client contact (email address and/or phone number) | Volume of contaminated marine sediments (m ³) |
| Tinto Harbour Dredging | Remedicon | Milan Slodovich (milan@remedicon.ca , 203-445-8975) | 24,000 |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| Total volume received, processed, and final disposal (or treatment and disposal); must sum to at least 1,000 m ³ : | | | 24,000 |

| Disposal Facility that directly received, processed, and completed final disposal (or treatment and disposal) of at least 1,000 m ³ of contaminated marine sediments | | North Mountain Disposal, Beetsville | |
|---|-------------------------------|--|---|
| Project name/description (one or two lines) | Owner/client name | Owner/client contact (email address and/or phone number) | Volume of contaminated marine sediments (m ³) |
| Brock Bay Wharf Redevelopment | ABC Remediation /Construction | Kip Mukto (kip_mukto@ABC-RC.com , 203-445-8975) | 500 |
| Sunshine Channel Improvements | Dept. of Marine Transport | Elsie Wayburne (e-wayburne@DOMT.ca , 340-238-8002) | 400 |



Esquimalt Graving Dock Waterlot - Phase 2 South Jetty Under-Pier Sediment Remediation Project
Technical Qualification Criteria EZ899-151108/D

| | | | |
|---|-----------------------|--|-------|
| Queenstown Seabed Removal | Steve's Scow & Dredge | Steve Bunting (steve@scowtown.ca , 203-343-8899) | 300 |
| | | | |
| Total volume received, processed, and final disposal (or treatment and disposal); must sum to at least 1,000 m ³ : | | | 1,200 |

15. Receiving, processing, and final disposal (or treatment and disposal) of at least 100 m³ of Hazardous Waste (multiple projects may be listed to make up the total), under a valid permit or other authorization issued by a Province or Territory, within the last 5 years (between January 1st 2010 and June 1st 2015):

| | |
|---|--|
| Project name/description (one or two lines) | Naval Supply Ship Decommissioning Program |
| Owner/client name | Dept. of Naval Defence |
| Owner/client contact (email address and/or phone number) | Major Arnd Florheim (florheim.a@DOND.gc.ca , 223-344-9855) |
| Work start and completion dates (month/day/year to month/day/year) | January 2, 2010 to May 30, 2015 |
| Hazardous Waste Management Facility that directly received, processed, and completed final disposal (or treatment and disposal) of at least 100 m ³ of Hazardous Waste | Titan Waste Control, Armanville |



3.0 Superintendent Experience

Only one Superintendent may be identified. The Superintendent identified must be the Superintendent that will be assigned to the Esquimalt Graving Dock Waterlot - Phase 2 South Jetty Under-Pier Sediment Remediation Project. Identify projects where the Superintendent identified was the Superintendent (or equivalent) for the work experience specified. Note that a listed project can be used for multiple work items, or multiple different projects can be listed to demonstrate experience for each work item (if multiple projects are listed for a particular work item, submit on a separate copy of the page – **only submit multiple projects if necessary**).

For the purposes of this contract the Superintendent and Project Manager are one in the same. The Superintendent shall be in full charge of the operations of the Bidder/Prime Contractor during the performance of the work and shall be authorized to accept on behalf of the Bidder/Prime Contractor any notice, order or other communication given to the Bidder/Prime Contractor relating to the work. The Superintendent shall have full authority to issue communications and submittals relating to the work on behalf of the Bidder/Prime Contractor.

1. Superintendent has a minimum of 10 years experience managing dredging projects:

| | |
|---|---|
| Name of Superintendent | Bruce Sprucely |
| Years of experience managing dredging projects | 11 |
| Reference name and company name | Liam Donovan, Westmill Harbour Authority |
| Reference contact information (email address and/or phone number) | Liam.Donavan@Westmill.com , 223-450-5678 |

2. Superintendent for work using mechanical dredging equipment within the last 5 years (between January 1st 2010 and June 1st 2015):

| | |
|--|---|
| Project name/description (one or two lines) | Swift Island Wharf Remediation |
| Owner/client name | Johnson Manufacturing |
| Owner/client contact (email address and/or phone number) | Gene Bloom (gene.bloom@JM.com , 327-891-4783) |
| Work start and completion dates (month/day/year to month/day/year) | February 1, 2011 to July 30, 2011 |

3. Superintendent for work requiring Environmental Management Plans for compliance with environmental laws and regulations within the last 5 years (between January 1st 2010 and June 1st 2015):

| | |
|--|---|
| Project name/description (one or two lines) | Swift Island Wharf Remediation |
| Owner/client name | Johnson Manufacturing |
| Owner/client contact (email address and/or phone number) | Gene Bloom (gene.bloom@JM.com , 327-891-4783) |
| Work start and completion dates (month/day/year to month/day/year) | February 1, 2011 to July 30, 2011 |

4. Superintendent for work within an active marine site (e.g., navigation channel or active berthing facility) within the last 5 years (between January 1st 2010 and June 1st 2015):

| | |
|--|---|
| Project name/description (one or two lines) | Eddings Wharf Reconstruction |
| Project location (active marine site) | Quelting Strait Dockyard |
| Owner/client name | Quelting Strait Dockyard |
| Owner/client contact (email address and/or phone number) | Jim Melhot (Jim.Melhot@quelitng-dockyard.com , 304-478-8931) |
| Work Start and Completion Dates (month/day/year to month/day/year) | January 1, 2014 to Apr 10, 2014 |

5. Superintendent for dredging of contaminated sediments ("contaminated" meaning requiring disposal or treatment and disposal at authorized facilities) within the last 5 years (between January 1st 2010 and June 1st 2015):

| | |
|--|---|
| Project name/description (one or two lines) | Swift Island Wharf Remediation |
| Owner/client name | Johnson Manufacturing |
| Owner/client contact (email address and/or phone number) | Gene Bloom (gene.bloom@JM.com , 327-891-4783) |
| Work start and completion dates (month/day/year to month/day/year) | February 1, 2011 to July 30, 2011 |

6. Superintendent for in-water slope armouring and shoreline grading within the last 5 years (between January 1st 2010 and June 1st 2015):

| | |
|--|--|
| Project name/description (one or two lines) | Port Veltum Channel Alignment |
| Owner/client name | Veltum Port Authority |
| Owner/client contact (email address and/or phone number) | Ernie Multo (Ernie.multo@Veltum.com , 245-839-4972) |
| Work start and completion dates (month/day/year to month/day/year) | August 1, 2011 to January 30, 2012 |

4.0 Site Supervisor(s) Experience

At least one Site Supervisor must be identified. The Superintendent identified in Section 3.0 above may **not** be listed as a Site Supervisor. More than one Site Supervisor may be identified (i.e. more than one person can be identified in a single table, and different people can be identified in each of the different tables, to cover the various types of work listed). **The Site Supervisors identified must be assigned to the Esquimalt Graving Dock Waterlot – Phase 2 South Jetty Under-Pier Sediment Remediation Project. If multiple individuals are identified for a particular experience/qualification item, at least one of the identified individuals is required to be assigned to the project; all others must be available as alternates.** Identify projects where the individuals directly supervised the work on-site. Note that a specific project can be listed for multiple work items (i.e. can use the same project more than once), or multiple different projects can be listed to demonstrate experience for each work item (if multiple projects are listed for a particular work item, submit on a separate copy of the page – **only submit multiple projects if necessary**).

1. Site Supervisor for dredging has a minimum of 5 years experience supervising dredging projects:

| | |
|---|----------------|
| Name of Site Supervisor | Munk Hardstone |
| Years of experience supervising dredging projects | 12 |

2. Site Supervision of work using mechanical dredging equipment within the last 5 years (between January 1st 2010 and June 1st 2015):

| | |
|--|---|
| Name of Site Supervisor | Munk Hardstone |
| Project name/description (one or two lines) | Swift Island Wharf Remediation |
| Owner/client name | Johnson Manufacturing |
| Owner/client contact (email address and/or phone number) | Gene Bloom (gene.bloom@JM.com , 327-891-4783) |
| Work start and completion dates (month/day/year to month/day/year) | February 1, 2011 to July 30, 2011 |

3. Site Supervision of dredging of contaminated sediments (“contaminated” meaning requiring disposal or treatment and disposal at authorized facilities) within the last 5 years (between January 1st 2010 and June 1st 2015).

| | |
|---|--------------------------------|
| Name of Site Supervisor | Munk Hardstone |
| Project name/description (one or two lines) | Swift Island Wharf Remediation |



| | |
|--|---|
| Owner/client name | Johnson Manufacturing |
| Owner/client contact (email address and/or phone number) | Gene Bloom (gene.bloom@JM.com , 327-891-4783) |
| Work start and completion dates (month/day/year to month/day/year) | February 1, 2011 to July 30, 2011 |

4. Site Supervision of in-water slope armouring and shoreline grading within the last 5 years (between January 1st 2010 and June 1st 2015):

| | |
|--|--|
| Name of Site Supervisor | Munk Hardstone |
| Project name/description (one or two lines) | Port Veltum Channel Alignment |
| Owner/client name | Veltum Port Authority |
| Owner/client contact (email address and/or phone number) | Ernie Multo (Ernie.multo@Veltum.com , 245-839-4972) |
| Work start and completion dates (month/day/year to month/day/year) | August 1, 2011 to January 30, 2012 |

5. Site Supervision of work requiring use of fixed or anchored silt curtains for water quality compliance purposes within the last 5 years (between January 1st 2010 and June 1st 2015):

| | |
|--|---|
| Name of Site Supervisor | Josh Greenleaf |
| Project name/description (one or two lines) | Altus Inlet Foreshore Redevelopment |
| Owner/client name | Altus Inlet Regional District |
| Owner/client contact (email address and/or phone number) | Ken Ngai (Ken.Ngai@Altus-rd.com , 403-445-2378) |
| Work start and completion dates (month/day/year to month/day/year) | October 1, 2014 to December 12, 2014 |

6. Site Supervision of work requiring Environmental Management Plans for compliance with environmental laws and regulations within the last 5 years (between January 1st 2010 and June 1st 2015):

| | |
|--|---|
| Name of Site Supervisor | Munk Hardstone |
| Project name/description (one or two lines) | Swift Island Wharf Remediation |
| Owner/client name | Johnson Manufacturing |
| Owner/client contact (email address and/or phone number) | Gene Bloom (gene.bloom@JM.com , 327-891-4783) |
| Work start and completion dates (month/day/year to month/day/year) | February 1, 2011 to July 30, 2011 |

7. Site Supervision of work within an active marine site (e.g., navigation channel or active berthing facility) within the last 5 years (between January 1st 2010 and June 1st 2015):

| | |
|--|---|
| Name of Site Supervisor | Kron Toppenheimer |
| Project name/description (one or two lines) | Eddings Wharf Reconstruction |
| Owner/client name | Quelting Strait Dockyard |
| Owner/client contact (email address and/or phone number) | Jim Melhot (Jim.Melhot@quelitng-dockyard.com , 304-478-8931) |
| Work start and completion dates (month/day/year to month/day/year) | January 1, 2014 to Apr 10, 2014 |

8. Site Supervision of work requiring **management/coordination** of handling, over land transport, and disposal (or treatment and disposal) at an authorized disposal facility or treatment facility of at least 20,000 m³ of contaminated soil or sediment ("contaminated" meaning requiring disposal or treatment and disposal at an authorized facility) within the last 5 years (between January 1st 2010 and June 1st 2015) in Canada:

| | |
|--|--|
| Name of Site Supervisor | Kim Bayfield |
| Project name/description (one or two lines) | Hastings Industrial Complex Remediation |
| Project location in Canada | City of Orton, Alberta, Canada |
| Owner/client name | Dominion Development Group |
| Owner/client contact (email address and/or phone number) | France Mittel (mittel@dominion.ca , 703-422-8108) |
| Work start and completion dates (month/day/year to month/day/year) | September 12, 2014 to May 9, 2015 |

9. Site Supervisor for marine construction including structure demolition has a minimum of 5 years experience supervising marine construction projects including specific experience on marine structure demolition works and marine structure disposal:

| | |
|--|------------|
| Name of Site Supervisor | Bin Katama |
| Years of experience supervising marine construction projects including marine structure demolition works | 19 |

10. Site Supervision of marine construction including marine structure demolition and marine structure disposal within the last 5 years (between January 1st 2010 and June 1st 2015):

Esquimalt Graving Dock Waterlot - Phase 2 South Jetty Under-Pier Sediment Remediation Project
 Technical Qualification Criteria EZ899-151108/D

| | |
|--|---|
| Name of Site Supervisor | Bin Katama |
| Project name/description (one or two lines) | Eddings Wharf Reconstruction |
| Owner/client name | Quelting Strait Dockyard |
| Owner/client contact (email address and/or phone number) | Jim Melhot (Jim.Melhot@quelling-dockyard.com , 304-478-8931) |
| Work start and completion dates (month/day/year to month/day/year) | January 1, 2014 to Apr 10, 2014 |



5.0 Disposal, Treatment, and Hazardous Waste Management Facilities

In the tables below, identify the parties that are the Disposal Facility, Treatment Facility, and Hazardous Waste Management Facility that are proposed to carry out the work under the Contract. **At least one Disposal Facility and one Hazardous Waste Management Facility must be identified**, and if the Bidder intends to perform treatment of sediment/soil, at least one Treatment Facility must be identified (note that sediment/soil treatment is optional as per the Specifications). **More than one facility of each type may be identified, but ALL facilities identified must meet the stated requirements.**

ALL facilities identified in the tables below must also be identified in Section 1.0 above – they must be part of the Bidder’s Team for the Esquimalt Graving Dock Waterlot - Phase 2 South Jetty Under-Pier Sediment Remediation Project. Disposal Facilities identified in the table below must also be identified in Section 2.0 (item 14) as meeting the experience requirement. Hazardous Waste Management Facilities identified in the table below must also be identified in Section 2.0 (item 15) as meeting the experience requirement. **The facilities identified in this Qualification Form must be the facilities used under the Contract. If more than one facility of each kind is identified, at least one of the facilities identified is required to be the resource used; all additional facilities of that kind identified must be available as alternates.**

ALL facilities identified in this Qualification Form must meet the stated requirements. If any one of the facilities proposed does not meet the requirements, the Bidder shall be disqualified and no further consideration will be given to the Bidder.

ALL facilities identified must be located in Canada, must exist and be operational at the time of tender closing, and be designed, constructed, and operated to prevent any pollution from being caused by the facility outside the area of the facility. At the time of tender closing the facilities must hold a valid and subsisting permit(s), license(s), certificate(s), approval(s), or other form(s) of authorization issued under Laws and Regulations by a Province or Territory for either disposal, treatment and disposal, or treatment of soil, sediment or other material (of the environmental quality identified in the solicitation documents) that is not suitable for industrial, commercial, urban park, residential, agricultural, wildlands, or any other land use specified in the British Columbia Contaminated Sites Regulation.

For the purposes of this Qualification Form, “operational” means “in or ready for use”, and being authorized by a Province or Territory under Laws and Regulations to complete the services required under the Contract. For Disposal Facilities and Hazardous Waste Management Facilities this means in or ready for use to receive,



process, and place soil, sediment or other material in its final disposal location at the facility as identified in the permit(s) and/or authorization(s). For Treatment Facilities this means in or ready for use to receive, process, and treat soil, sediment or other material at the facility as identified in the permit(s) and/or authorization(s).

For Disposal Facilities the “valid and subsisting permit(s), license(s), certificate(s), approval(s), other form(s) of authorization” at the time of tender closing must authorize all activities required to complete disposal, including the placement of soil, sediment or other material in its final disposal location at the facility.

For Hazardous Waste Management Facilities the “valid and subsisting permit(s), license(s), certificate(s), approval(s), other form(s) of authorization” at the time of tender closing must authorize all activities required to complete disposal (or treatment and disposal) of Hazardous Waste, including the placement of the material in its final disposal location at the facility.

If the Bidder-Prime Contractor plans to treat Hazardous Waste at an authorized Treatment Facility so that the treated material is no longer considered Hazardous Waste, a facility meeting the requirements of a Disposal Facility may be proposed as the Hazardous Waste Management Facility. The intent is to identify the facility where the material originally classified as Hazardous Waste will be placed for final disposal. In such a case the intent to treat the Hazardous Waste at a Treatment Facility prior to disposal should be documented in the letter provided by the Hazardous Waste Management Facility proposed, as required below.

For Treatment Facilities the “valid and subsisting permit(s), license(s), certificate(s), approval(s), other form(s) of authorization” at the time of tender closing must authorize all activities required to complete treatment of soil, sediment or other material at the facility. If the Bidder-Prime Contractor plans to treat Hazardous Waste at the Treatment Facility(ies) proposed, the facility(ies) must be authorized to treat Hazardous Waste quality material.

As part of their due diligence, Bidders should verify that the proposed facilities meet all requirements. It is suggested that Bidders confirm directly with the facilities, and also with the Province or Territory. Canada will undertake its own due diligence review to verify if the proposed facilities meet the requirements.

In carrying out the work of the Contract, disposal (or treatment and disposal) of dredged and excavated material (contaminated sediments, soil and Dredge Debris) must be performed at a Disposal Facility, Treatment Facility, or Hazardous Waste Management Facility in accordance with the Specifications.

As per the Specifications, the Bidder shall assume that all non-Hazardous Waste Quality Material and non-reuseable/recyclable debris will require disposal at a

Disposal Facility according to the British Columbia Contaminated Sites Regulation (CSR) Industrial Land use standards (i.e., waste quality or IL+ waste).

As part of the bid submission, Bidder's MUST provide:

(1) A copy of the valid and subsisting permit(s), license(s), certificate(s), approval(s), or other form(s) of authorization issued by a Province or Territory for ALL facilities identified. If authorizations are issued by more than one Ministry (e.g. Ministry of Environment and Ministry of Energy and Mines), the authorizations from each Ministry must be provided. If the operations of the facility take place at multiple locations, the permits or other forms of authorization issued for each of the locations must be provided.

And;

(2) Letters from the Disposal Facility(ies) and Hazardous Waste Management Facility(ies) owners or operators indicating that at the time of tender closing the facility(ies) are operational (as defined herein), and that **prior to the final Contract completion date of August 15, 2016** can accept the volume of contaminated sediment/soil as described in the Specifications and solicitation documents, can complete the final disposal and placement of the sediment/soil in its final disposal location at the facility, and can issue all associated Certificates of Disposal. The **total** of the sediment/soil volume indicated from all of the letter(s) combined must be at least 40,000 m³ (sum of required dredging and contingency re-dredging as per the Specifications).

1. Disposal Facility(ies)

| Name of Disposal Facility | Location (city/town, province/territory) | Number or identifier of permit(s), license(s), certificate(s), approval(s), or other form(s) of authorization | Province or Territory that issued the permit, license, certificate, approval, or other form of authorization |
|---------------------------|--|---|--|
| Enterprise Solutions Inc. | Miltown, BC | MOE Permit # 22078 MEM Permit # J-12094 | British Columbia British Columbia |
| North Mountain Disposal | Beetsville, BC | License # 34247 | British Columbia |
| | | | |

2. Hazardous Waste Management Facility(ies)

| Name of Hazardous Waste Management Facility | Location (city/town, province/territory) | Number or identifier of permit(s), license(s), certificate(s), approval(s), or other form(s) of authorization | Province or Territory that issued the permit, license, certificate, approval, or other form of authorization |
|---|--|---|--|
| Titan Waste Control | Armanville, AB | Certificate # HW244484NT | Alberta |
| | | | |
| | | | |

3. Treatment Facility(ies) (Optional - this section to be completed only if Bidder intends to treat soil/sediment):

| Name of Treatment Facility | Location (city/town, province/territory) | Number or identifier of permit(s), license(s), certificate(s), approval(s), or other form(s) of authorization | Province or Territory that issued the permit, license, certificate, approval, or other form of authorization |
|----------------------------|--|---|--|
| Chemstop Soil Treatment | Valetown, BC | Approval # 843778 | British Columbia |
| | | | |
| | | | |

END OF DOCUMENT



Solicitation No. - N° de l'invitation

EZ899-151108/D

Client Ref. No. - N° de réf. du client

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWY-4-37180

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwy026

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

APPENDICE 7 – FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION OUTILLAGE FLOTTANT

Se il vous plaît voir ci-joint



**FORMULAIRE DE SOUMISSION
ET D'ACCEPTATION
OUTILLAGE FLOTTANT**

DRAGUES ET AUTRE OUTILLAGE FLOTTANT

Je déclare/Nous déclarons disposer de l'outillage flottant dont le nom suit pour la réalisation des travaux. De plus, la capacité précisée ci-dessous s'applique à l'équipement et aux conditions énoncées pour le projet. Je comprends/Nous comprenons que l'attribution d'un marché par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada ne signifie pas l'acceptation de la capacité indiquée; elle ne fait que confirmer que l'équipement répond aux exigences en matière d'outillage flottant, conformément à la description ci-dessous.

| | | | |
|--------------------|--|--|--|
| Nom de la drague | | Numéro du certificat d'immatriculation | |
| *Type de drague | Capacité horaire m3sc ou m3mp | Longueur x largeur m | |
| Tirant d'eau m | Profondeur maximale m | Profondeur minimale m | |
| Nombre de chalands | | Capacité de chacun | |
| Remorquer | Numéro du certificat d'immatriculation | Longueur x largeur x tirant d'eau m | |
| Nom de la drague | | Numéro du certificat d'immatriculation | |
| *Type de drague | Capacité horaire m3sc ou m3mp | Longueur x largeur m | |
| Tirant d'eau m | Profondeur maximale m | Profondeur minimale m | |
| Nombre de chalands | | Capacité de chacun | |
| Remorquer | Numéro du certificat d'immatriculation | Longueur x largeur x tirant d'eau m | |

* Remarque :Le soumissionnaire indiquera si les dragues sont du type à pelle, à mécanique, à retrocaveuse, à benne preneuse, à mâchoires, à désagrégateur ou suceuse traînante.

Les dragues ou tout autre outillage flottant dont on se sert dans l'exécution de ce projet de dragage doivent être immatriculés fabriqués au Canada. Le soumissionnaire qui veut fournir des dragues ou tout autre outillage flottant de fabrication non canadienne doit se procurer un certificat de qualification d'Industrie Canada avant de présenter sa soumission et joindre une copie conforme du certificat à sa soumission. Il doit adresser sa demande de certificat au :

Directeur Défence et Marine
Direction générale de l'aérospaciale, de la défense et de la marine
Industrie Canada
Édifice C.D. Howe - pièce 733C
235, rue Queen
Ottawa, (Ontario)
K1A 0H5

Attention: M. Émile Rochon
Tél: (613) 954-3468
Télécopieur: (613) 998-6703

lequel doit avoir reçu la demande au moins quatorze (14) jours avant la date limite de réception des soumissions. L'outillage flottant évalué et accepté par Industrie Canada peut être accepté pour exécuter ce projet de dragage. Les demandes de certificat de qualification peuvent être présentées selon la manière donnée au formulaire ci-joint.



**FORMULAIRE DE SOUMISSION
ET D'ACCEPTATION
OUTILLAGE FLOTTANT**

Annexe 7
Page 2 de 2

DEMANDE DE CERTIFICAT DE QUALIFICATION DES OUTILLAGES FLOTTANTS

Le soumissionnaire utilise une feuille distincte pour chaque unité d'outillage flottant.

| | |
|---|---|
| 1. Nom et adresse du propriétaire | |
| 2. Nom et adresse de l'opérateur | |
| 3. Nom de l'unité | |
| 4. Numéro du certificat d'immatriculation au Canada | 5. Type d'unité (drague, remorqueur, chaland, ponton, etc.) |
| 6. Immatriculé au Canada depuis | 7. Date de construction |
| 8. Nom du chantier naval | |
| 9. Travaux effectués sur l'unité au Canada. Pour chaque série importante de travaux, indiquer : | |
| Date | Chantier naval |
| Type de travaux | Coût |
| Pays d'origine de l'équipement installé | |

10. Si l'unité a changé de propriétaire, indiquer sur une page distincte le nom et adresse actuelle du ou des propriétaires(s) précédent(s) pour chaque travail mentionné au point 9.

SCEAU DE LE SOCIÉTÉ

Signature

Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

EZ899-151108/D

Client Ref. No. - N° de réf. du client

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWY-4-37180

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwy026

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE A - LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

Se il vous plaît voir ci-joint



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

RECEIVED

SEP 30 2014

Contract Number / Numéro du contrat

043PM

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE

| | | | |
|---|--|---|--|
| 1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine | | Public Works and Government Services Canada | 2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction EASD |
| 3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance | | 3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant | |
| 4. Brief Description of Work / Brève description du travail EGD Waterlot Remediation Project is to remediate (clean up) contaminated sediments in the Esquimalt Graving Dock (EGD) Waterlot | | | |
| 5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées? | | <input checked="" type="checkbox"/> No Non | <input type="checkbox"/> Yes Oui |
| 5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques? | | <input checked="" type="checkbox"/> No Non | <input type="checkbox"/> Yes Oui |
| 6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis | | | |
| 6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c) | | <input checked="" type="checkbox"/> No Non | <input type="checkbox"/> Yes Oui |
| 6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé. | | <input type="checkbox"/> No Non | <input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui |
| 6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit? | | <input checked="" type="checkbox"/> No Non | <input type="checkbox"/> Yes Oui |
| 7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès | | | |
| Canada <input type="checkbox"/> | | NATO / OTAN <input type="checkbox"/> | Foreign / Étranger <input type="checkbox"/> |
| 7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion | | | |
| No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/> | | All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/> | No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/> |
| Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/> | | | |
| Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/> | | Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/> | Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/> |
| Specify country(ies): / Préciser le(s) pays: | | Specify country(ies): / Préciser le(s) pays: | Specify country(ies): / Préciser le(s) pays: |
| 7. c) Level of information / Niveau d'information | | | |
| PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/> | | NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/> | PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/> |
| PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/> | | NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/> | PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/> |
| PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/> | | NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/> | PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/> |
| CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/> | | NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/> | CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/> |
| SECRET SECRET <input type="checkbox"/> | | COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/> | SECRET SECRET <input type="checkbox"/> |
| TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/> | | | TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/> |
| TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/> | | | TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/> |



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

043PM

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:

Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

- | | | | |
|---|---|---|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS COTE DE FIABILITÉ | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> SECRET SECRET | <input type="checkbox"/> TOP SECRET TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET-SIGINT TRÈS SECRET - SIGINT | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET NATO SECRET | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS ACCÈS AUX EMPLACEMENTS | | | |

Special comments:

Commentaires spéciaux :

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☐ No ☒ Yes
Non Oui
If Yes, will unscreened personnel be escorted?
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☐ No ☒ Yes
Non Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

Canada



PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form **manually** use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form **online** (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire **en ligne** (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

| Category Catégorie | PROTECTED PROTÉGÉ | | | CLASSIFIED CLASSIFIÉ | | | NATO | | | | COMSEC | | | | | |
|--|----------------------|---|---|----------------------------------|--------|-------------------------------------|---|--|----------------|---|----------------------|---|---|----------------------------------|--------|-------------------------------------|
| | A | B | C | CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL | SECRET | TOP SECRET TRÈS SECRET | NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE | NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL | NATO SECRET | COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET | PROTECTED PROTÉGÉ | | | CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL | SECRET | TOP SECRET TRÈS SECRET |
| | | | | | | | | | | | A | B | C | | | |
| Information / Assets Renseignements / Biens Production | | | | | | | | | | | | | | | | |
| IT Media / Support TI | | | | | | | | | | | | | | | | |
| IT Link / Lien Électronique | | | | | | | | | | | | | | | | |

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).

Solicitation No. - N° de l'invitation

EZ899-151108/D

Client Ref. No. - N° de réf. du client

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWY-4-37180

Buyer ID - Id de l'acheteur

pw026

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE B – ATTESTATION D'ASSURANCE (N'est pas requise lors du dépôt de soumission)

Se il vous plaît voir ci-joint



ATTESTATION D'ASSURANCE

| | |
|--|--------------------------------|
| Description et emplacement des travaux Projet d'assainissement des plans d'eau de la cale sèche d'Esquimalt Phase 2 – Assainissement des sédiments sous la jetée sud Anse Constance du port d'Esquimalt, île de Vancouver(Colombie-Britannique) Canada | N° de contrat. EZ899-151108 |
| | N° de projet R.018400.002 |

| | | | | |
|--|-------------------|-------|----------|-------------|
| Nom de l'assureur, du courtier ou de l'agent | Adresse (N°, rue) | Ville | Province | Code postal |
|--|-------------------|-------|----------|-------------|

| | | | | |
|--------------------------------|-------------------|-------|----------|-------------|
| Nom de l'assuré (Entrepreneur) | Adresse (N°, rue) | Ville | Province | Code Postal |
|--------------------------------|-------------------|-------|----------|-------------|

| |
|--|
| Assuré additionnel Sa majesté la Reine du chef du Canada représentée par le Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux |
|--|

| Genre d'assurance | Compagnie et N° de la police | Date d'effet J / M / A | Date d'expiration J / M / A | Plafonds de garantie | |
|---|------------------------------|---------------------------|-----------------------------------|--|--------------|
| Assurance Responsabilité en matière maritime | | | | | \$ |
| Assurance responsabilité civile commerciale | | | | 2,000,000.00 \$ <input type="checkbox"/> Par incident <input type="checkbox"/> Par événement | Global \$ |
| Assurance responsabilité couvrant l'atteinte à l'environnement Type 2: Responsabilité des entrepreneurs en matière de pollution | | | | 5,000,000.00 \$ <input type="checkbox"/> Par incident <input type="checkbox"/> Par événement | Global \$ |
| Assurance responsabilité civile automobile | | | | 2,000,000.00 \$ <input type="checkbox"/> Par incident <input type="checkbox"/> Par événement | Global \$ |
| Assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions | | | | 5,000,000.00 \$ <input type="checkbox"/> Par incident <input type="checkbox"/> Par événement | Global \$ |

J'atteste que les polices ci-dessus ont été émises par des assureurs dans le cadre de leurs activités d'assurance au Canada et que ces polices sont présentement en vigueur, comprennent les garanties et dispositions applicables de la page 2 de l'Attestation d'assurance, incluant le préavis d'annulation ou de réduction de garantie.

Nom de la personne autorisée à signer au nom de(s) (l')assureur(s) (Cadre, agent, courtier)

Numéro de téléphone

Signature

Date J / M / A

Généralités

Les polices exigées à la page 1 de l'Attestation d'assurance doivent être en vigueur et doivent inclure les garanties énumérées sous le genre d'assurance correspondant de cette page-ci.

Les polices doivent assurer l'entrepreneur et doivent inclure, en tant qu'assuré additionnel, Sa majesté la Reine du chef du Canada représentée par le Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux.

Les polices d'assurance doivent comprendre un avenant prévoyant la transmission au Canada d'un préavis écrit d'au moins trente (30) jours en cas d'annulation de l'assurance ou de toute réduction de la garantie d'assurance.

Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.

Assurance responsabilité en matière maritime

1. L'entrepreneur doit souscrire une assurance protection et indemnisation mutuelle qui doit comprendre une responsabilité additionnelle en matière de collision et de pollution. L'assurance doit être souscrite auprès d'un membre du groupe international de sociétés d'assurance mutuelle, ou avec un marché fixe, et le montant ne doit pas être inférieur aux limites fixées par la [Loi sur la responsabilité en matière maritime](#), L.C. 2001, ch. 6. La protection doit comprendre les membres d'équipage, s'ils ne sont pas couverts par l'assurance contre les accidents du travail décrite au paragraphe 2 ci-dessous.
2. L'entrepreneur doit souscrire une assurance contre les accidents du travail, qui couvre tous les employés effectuant des travaux conformément aux exigences réglementaires du territoire ou de la province. Ou même, les exigences réglementaires de l'État, de la résidence ou de l'employeur, ayant une autorité sur ces employés. Si la Commission des accidents du travail juge que l'entrepreneur fait l'objet d'une contravention supplémentaire en raison d'un accident causant des blessures ou la mort d'un employé de l'entrepreneur ou sous-traitant, ou découlant de conditions de travail dangereuses, cette contravention doit être aux frais de l'entrepreneur.
3. La police d'assurance protection et indemnisation mutuelle doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Renonciation des droits de subrogation : L'assureur de l'entrepreneur doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada relativement à toute perte ou dommage au navire, peu en importe la cause.
 - c. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - d. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.

Assurance responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).

- i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
- j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- m. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
- n. Préjudices découlant de la publicité : L'avenant doit notamment inclure le piratage ou l'appropriation illicite d'idées, ou la violation de droits d'auteur, de marques de commerce, de titres ou de slogans.
- o. Assurance tous risques de responsabilité civile des locataires : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de l'occupation d'installations louées.
- p. Modification de l'exclusion sur les engins nautiques, pour inclure les activités de réparation accessoires effectuées à bord des engins nautiques.
- q. Pollution subite et accidentelle (minimum 120 heures) : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.

Assurance responsabilités couvrant l'atteinte à l'environnement (a)(b)(c)(d)(e)(f)

Type 2 : « Responsabilité des entrepreneurs en matière de pollution »

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir, pendant toute la durée du contrat, une assurance Type 2 : « Responsabilité des entrepreneurs en matière de pollution » d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 5 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
3. La police d'assurance Type 2 : « Responsabilité des entrepreneurs en matière de pollution » doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - c. Séparation des assurés : La police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - d. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - e. Transport incident : La police doit couvrir les pertes découlant de tout déchet, produit ou matériel transporté, expédié ou livré par le biais d'un moyen de transport vers un emplacement situé au-delà des limites du site où l'entrepreneur ou toute entité pour laquelle il est juridiquement responsable exécute ou a exécuté les activités décrites dans le contrat.
 - f. Assurance de responsabilité civile relative aux réservoirs de stockage : La police doit couvrir les blessures corporelles et les dommages matériels causés hors site à des tiers par des rejets provenant de réservoirs de stockage (en surface et sous terre). La protection doit comprendre les mesures correctives et le nettoyage de ces rejets.

Assurance responsabilité civile automobile

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance automobile d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident.
2. La police d'assurance doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assurance de responsabilité civile - limite minimale de 2 000 000 \$ par accident ou par incident;
 - b. Assurance individuelle - lois de toutes les juridictions;
 - c. Garantie non-assurance des tiers;
 - d. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

Assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions (également appelée assurance responsabilité civile professionnelle) d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit en aucun cas être inférieure à 5 000 000 \$ par sinistre et suivant le total annuel, y compris les frais de défense.
2. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
3. L'avenant suivant doit être compris :

Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

